

L'Etranger au Maroc

et le Droit Public

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 15 Décembre 1937, à 14 h.

PAR

Pierre STÉFANI

Président : M. MESTRE, Professeur.

Suffragants { MM. LAFFERIERE, } *Professeurs*
 { SCELLE. }

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V°)

1937

L'ÉTRANGER AU MAROC
ET LE DROIT PUBLIC

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

L'Etranger au Maroc

et le Droit Public

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 15 Décembre 1937, à 14 h.

PAR

Pierre STÉFANI

Président : M. MESTRE, Professeur.

Suffragants { MM. LAFFERIERE, }
 { SCELLE. } *Professeurs*

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V*)

1937

THE UNIVERSITY OF LEIDEN

THE UNIVERSITY OF LEIDEN

THE UNIVERSITY OF LEIDEN



INTRODUCTION

Le problème des étrangers dans quelque pays qu'il se pose soulève toujours des controverses sans issue. Du moins le croit-on. Au Maroc le problème est encore plus délicat, car le Français lui-même est étranger au pays. En effet, sont seuls sujets marocains les indigènes de droit commun et les protégés. Malgré les privilèges qui sont liés à la mission d'Etat protecteur, il n'en reste pas moins qu'en droit strict, le Français est un étranger en territoire Maghzen au même titre que tous les citoyens des autres nations.

Tout ce qui touche à l'homme et à ses droits a une histoire. L'étranger a la sienne aussi au Maroc.

Dès 1830, la France reprenait en Afrique du Nord la politique romaine. L'Afrique du Nord forme un tout géographique. Les Arabes l'appelaient Djezirat-el-Maghreb, l'île de l'Occident : une belle île entourée d'eaux et de sables. Du point de vue politique, économique et administratif, il était impossible de ne posséder qu'une partie de ce « tout », sans risquer les pires déboires. En 1881 nous établissions notre protectorat sur la Tunisie. En 1912 le sultan du Maroc signait le traité de Fez. L'Afrique du Nord était française.

Mais le problème marocain avait, du point de vue étranger, donné naissance à de rudes conflits. Ne croyait-on pas la guerre inévitable lors du coup d'Agadir ?

En 1880, lors de la Convention de Madrid, les puissances étrangères avaient fait connaître l'intérêt qu'elles portaient au Maroc. La France, par une politique habile, croyait avoir réussi à éliminer ses concurrents immédiats.

En 1904, l'Angleterre, l'Italie et l'Espagne reconnaissaient en divers accords la légitimité de nos prétentions. La voie semblait libre.

L'Allemagne qui était au courant de ces transactions et les avaient approuvées tacitement, fait volte-face. Le 31 mars 1905, Guillaume II débarque à Tanger et se pose en défenseur invincible du sultan du Maroc.

Nos voisins d'outre-Rhin avaient usé du procédé classique du « coup de poing sur la table ». Et sur la demande de l'Allemagne, une conférence se réunit à Algésiras le 13 janvier 1906.

La politique de la force avait réussi à l'Allemagne comme elle continue, malheureusement, à lui réussir encore depuis trois ans. S'inclinera-t-on donc toujours devant les « coups d'éclats » de ceux qui n'ont d'autre politique que de faire peur ?

1906, Algésiras. L'égalité économique, l'égalité douanière. Le débat était internationalisé. La France n'en sortait pas vaincue ; mais l'Allemagne avait gagné le droit de réclamer plus tard, en 1911, des concessions coloniales en Afrique. Les étrangers avaient conquis à Algésiras le droit à l'égalité économique. Cette hypothèque internationale continuera toujours d'exister.

Il y avait aussi au Maroc une autre hypothèque qui pouvait gêner la France dans l'organisation et l'administration du pays. C'étaient les privilèges capitulaires. Dès 1912, les juridictions consulaires et la protection n'avaient plus de raison d'être. La majorité des nations

étrangères ayant des agents consulaires et des protégés marocains, se désistèrent de leur droit de protection. Elles trouvaient dans ce désintéressement de gros avantages.

Seuls, les Etats-Unis et l'Angleterre résistèrent à ce mouvement général. Tous ceux qui ont étudié le problème des Capitulations au Maroc depuis 1920, ont insisté sur la nécessité de la suppression de ces privilèges. C'est presque chose faite. Les dernières négociations franco-britanniques admirablement menées par M. le Premier président Cordier pour la France et le Maroc aboutirent au plus heureux des résultats.

Le 5 août 1937, on publiait à Londres et à Paris le texte portant abrogation des Capitulations au Maroc. Tous les droits capitulaires que l'Angleterre tenait de la convention de Madrid étaient abolis.

Les Etats-Unis ne tarderont sûrement pas à suivre la Grande Bretagne dans cette voie. Des pourparlers sont déjà engagés. Il nous est permis d'espérer en l'harmonieuse compréhension de nos amis et alliés les Américains. D'ailleurs, il n'y a que 132 citoyens américains au Maroc et peu de protégés. Le problème ne revêt donc pas, de ce point de vue, l'importance qu'il avait avec l'Angleterre.

Le 30 mars 1912, le sultan Moulay Hafid signe le traité de protectorat.

Le gouvernement de la République française et le gouvernement de Sa Majesté chérifienne, soucieux d'établir au Maroc un régime régulier, fondé sur l'ordre intérieur et la sécurité générale, qui permette l'introduction des réformes et assure le développement économique du pays, signent un pacte d'amitié, de protection et de collaboration.

Nous étions autorisés à introduire sur le territoire marocain, toutes les réformes administratives, judiciaires scolaires, économiques, financières et militaires, que nous jugerions utiles.

Nous nous engageons à sauvegarder la situation religieuse, le respect et le prestige traditionnel du sultan, l'exercice de la religion musulmane et des institutions religieuses. Nous nous engageons aussi à organiser un Maghzen chérifien réformé, à pacifier le pays, et à en assurer la sécurité entière.

« Un commissaire résident général, dépositaire des pouvoirs de la République française au Maroc, sera le seul intermédiaire du sultan, auprès des représentants étrangers. *Il sera chargé de toutes les questions intéressant les étrangers dans l'empire chérifien* ».

Des dispositions financières terminent ce traité si important.

On sait que la formule du protectorat est une formule très large qui peut recouvrir des réalités très diverses. Il y a le protectorat très lâche dont le protégé se moque dans la réalité. Il y a le protectorat très étroit qui déguise à peine l'administration directe par laquelle il s'exerce en réalité. Entre ces deux situations extrêmes il y a des nuances infinies. La France a su tirer profit du mérite de cette formule internationale, qui est précisément la souplesse, et a adapté son action à la diversité infinie des situations et des caractères.

Du lien contractuel qu'est le protectorat, de ce pacte de paix et de collaboration, existant entre la France et le Maroc, de réels profits ont été tirés par l'un et l'autre pays et aussi par les autres puissances étrangères.

En effet, dès que par notre présence, la sécurité des

transactions fut assurée, la ruée commença. Le Maroc allait devenir un champ de travail et d'énergie où toutes les races allaient s'affronter. « L'afflux d'éléments étrangers est un stimulant efficace pour notre jeune protectorat, écrit M. Crouzet-Rayssac ¹, sans former, pour celà un danger, en raison de la prépondérance toujours plus sensible de l'élément français. Chaque race apporte à l'âpre bataille économique qui se joue en terre moghrebienne, ses qualités ou ses infériorités propres et l'on voit se dessiner, par nationalité une sélection, une division du travail comparable à ce qui se produit autre part entre les membres d'une société homogène ».

Cette sélection, par nationalité, que M. Crouzet-Rayssac entrevoyait déjà en 1921, est de nos jours, un fait patent. L'Espagnol est surtout ouvrier (beaucoup de maçons, de petits commerçants). L'Italien accapare presque tous les travaux publics ou privés à entreprendre. Il y a aussi beaucoup d'ouvriers et de petits commerçants chez les enfants de la belle Italie. L'Anglais est en minorité au Maroc. Il est spécialement homme d'affaires et commerçant. Enfin le Français a fourni cette classe si précieuse, si utile, cette classe si chère au grand Courteline, la classe des fonctionnaires. Le fonctionnaire fut un des pionniers du Maroc et il est agréable, en passant, de lui rendre l'hommage qu'il mérite. Le Français a fourni aussi les classes laborieuses des colons et des petits commerçants.

Il est assez difficile de donner le chiffre exact de la population étrangère au Maroc et surtout d'établir pour chaque nationalité le nombre de ses ressortissants. Cepen-

1. Crouzet-Rayssac, *Les conditions des étrangers au Maroc*, thèse, Paris, 1921.

dant, en tenant compte du dernier recensement de la population du Maroc, fait en 1936, nous pouvons évaluer approximativement le chiffre global de la population étrangère à 202.594. L'élément français prédomine avec 152.084 âmes. Les Espagnols viennent ensuite avec 23.330 ressortissants. Les Italiens arrivent en troisième position avec, environ 15.521 nationaux. Les autres nationalités comptent au total 11.869 habitants au Maroc.

Le recensement de 1931, avait donné les résultats suivants : Français, 128.177 ; Espagnols, 22.684 ; Italiens, 12.602 ; autres nationalités, 9.018 ; chiffre global, 172.481. L'élément français s'est très sensiblement accru. Nous le constatons avec plaisir.

Nous avons le plus brièvement possible rappelé ce que fut le problème des étrangers au Maroc avant le protectorat. Nous avons dit notre joie de voir enfin ce grand pays démocratique qu'est l'Angleterre renoncer à ses privilèges capitulaires.

Les Etats-Unis d'Amérique, avons-nous ajouté ne sauraient tarder à suivre cette voie tracée par notre alliée, la Grande-Bretagne.

Nous avons ensuite exposé l'importance de la population étrangère quant au développement économique du Maroc.

Le développement croissant de cette population étrangère, la complexité de ses divers éléments, font comprendre à eux seuls, la raison pour laquelle nous avons entrepris cette étude. Les droits publics sont, en effet, les droits les plus sacrés de l'homme.

Mais avant d'aborder, à proprement parler, l'étude de chacun des droits publics, il paraît utile de préciser ce qu'on entend par « droits publics ».

Les droits publics sont un certain nombre de droits individuels, qui ont ce caractère commun d'être absolus, c'est-à-dire, d'appartenir à toutes personnes sans distinction de sexe.

En France, ces droits ont été, pour la plupart, consacrés expressément ou implicitement par la Déclaration des Droits de l'homme de 1789, ainsi que par diverses Constitutions qui se sont succédées de 1789 à 1870 et par certaines lois très importantes de la III^e République.

Les droits publics individuels sont notamment : la liberté individuelle, la liberté de l'enseignement, la liberté de conscience et du culte, la liberté de la presse, la liberté d'association et de réunion, la liberté de travail, de commerce et d'industrie et l'égalité civile. Nous étudierons successivement ces différents droits.

Il n'est pas dans nos intentions de faire une étude extrêmement approfondie de chacun des chapitres qui vont suivre. Chaque question particulière pourrait faire à elle seule, l'objet d'une thèse.

Notre but est de rédiger une sorte de petit traité des libertés publiques de l'étranger au Maroc.

CHAPITRE PREMIER

LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE

1. *De la liberté.*

« Quand on entend parler de questions qui ont été discutées et débattues avec beaucoup d'animosité depuis la première origine des sciences et de la philosophie, écrit Hume¹, il serait naturel de croire que, dans ce long espace, le sens des termes aurait été au moins déterminé entre les disputants et qu'après avoir, pendant deux mille ans, vétillé sur les mots, on se serait mis en état d'arriver au véritable sujet qui fait le fonds de la controverse ; car enfin, y a-t-il rien qui paraisse plus aisé que de donner des définitions exactes des termes qu'on emploie, et de faire de ces définitions la base de nos recherches, au lieu de disputer comme on le fait sur le son des mots ».

Hélas, il est plus difficile qu'on ne pense de définir. Et, tout un chacun, se dispute « la liberté », comme si elle n'était que sa propriété, alors qu'elle appartient à tous. Le Français, privé de « liberté », mais ce serait tout simplement une fleur à qui on ne donnerait plus d'eau ;

1. Hume, *Traité de la nature humaine. Huitième essai sur l'entendement humain (De la liberté et de la nécessité)*.

un pianiste, à qui l'on couperait les doigts. Y penser même est folie.

« Il va paraître ou je me trompe fort, ajoute Hume, que tous les hommes savants ou ignorants ont toujours été du même avis sur ce sujet, (la liberté et la nécessité) et qu'il ne fallait que quelques définitions intelligibles pour mettre fin à toute controverse. J'avoue, qu'ayant passé par toutes sortes de mains, elle a été embrouillée au possible dans les labyrinthes du sophisme ».

Après quoi, Hume définit la liberté : « le pouvoir d'agir ou de ne pas agir, conformément aux déterminations de sa volonté », en spécifiant toutefois que « nous devrions avoir l'attention de ne jamais donner de définition de la liberté qu'avec deux conditions :

Premièrement, « d'être compatible avec les faits évidents » ;

En second lieu, « de s'accorder avec elle-même ».

Sans ces deux réserves sa définition eut été la définition de l'anarchie. Les deux conditions posées, elle est la définition parfaite de la liberté à laquelle a droit tout homme vivant en société. En d'autres termes, « être libre, c'est pouvoir faire ce qui vous plaît ..., sans jamais nuire à autrui » (art. 4, Déclaration des droits de l'homme).

La Déclaration des droits de l'homme a sagement défini le droit, le plus beau, le plus grand qui puisse appartenir à toute personne qui aime et qui pense.

2. — *De la liberté individuelle.*

Il n'y a peut-être pas de différence entre la liberté tout court et la liberté individuelle ; néanmoins, par liberté individuelle, on entendra surtout la possibilité pour tout individu, d'aller et venir, l'inviolabilité de son

domicile, la sûreté de sa personne, c'est-à-dire, l'assurance de n'être arrêté et détenu que dans les cas visés par la loi et sous les conditions qu'elle détermine.

La liberté laisse à chacun le soin d'agir à sa guise. Elle est surtout caractérisée par l'absence de restrictions et de réglementations.

« La liberté individuelle est surtout une défense contre la tyrannie et l'égoïsme de quelques uns »¹.

Il n'empêche que l'individu tend parfois à abuser de cette liberté. La société ne s'inquiète de ces abus que lorsque l'ordre public est troublé. La réglementation, les restrictions réapparaissent alors. Ces réglementations vont se développant avec le progrès, et il n'est pas paradoxal, écrit M. Moye, de penser que le progrès engendre non la liberté individuelle, mais, au contraire, sa soumission aux intérêts généraux.

La liberté individuelle est garantie par le Code civil et par le Code pénal.

La loi annule tout engagement de personne impliquant une abdication complète des droits individuels ; c'est l'article 1780 qui interdit le louage de services sans condition de durée ; c'est l'article 686 qui annule les servitudes imposées aux personnes et non aux choses ; c'est la loi du 7 février 1790 qui, dans son article 1^{er}, déclare sans valeur légale les vœux religieux perpétuels. La loi n'empêche pas les faits de se produire. Elle ne leur reconnaît pas l'existence juridique.

La loi pénale garantit à l'individu sa liberté de mouvement et l'inviolabilité de son domicile.

Nous allons étudier ces garanties, dans trois sections.

1. M. Moye, *Précis de droit public*.

Tout d'abord, nous expliquerons les conditions de la liberté d'aller et venir au Maroc. Ensuite, nous traiterons très rapidement de l'inviolabilité du domicile. Puis, nous nous occuperons de la sûreté des personnes.

Section I

La liberté d'aller et venir

Le problème de l'immigration est de nos jours, un problème bien délicat à résoudre. Les Etats doivent-ils être de plus en plus libéraux ou au contraire doivent-ils se montrer de plus en plus sévères à l'égard des étrangers? Nationalisme, internationalisme, une belle idée, un grand idéal que l'on oppose sans cesse, et qui pourtant, à bien réfléchir, se complètent parfaitement. Problème angoissant que nous n'avons pas à traiter ici, bien que sur ce point, notre opinion soit faite.

Jusqu'en 1931, le Maroc fut librement ouvert à tous les étrangers. La formalité du passeport devait néanmoins être remplie par tous, même par les Français. L'ordre résidentiel du 8 janvier 1915, prescrit la production d'un passeport à l'arrivée. L'ordre du 30 juin 1916 rend la formalité du passeport obligatoire à la sortie. Toutefois, des ordres spéciaux, émanant de l'autorité militaire établirent un régime spécial relatif au séjour des étrangers non français. D'autre part, de 1914 à 1933, les Allemands et les Autrichiens se virent refuser, et pour cause, l'accès au Maroc,

Nous allons donc diviser cette section en deux paragraphes.

Nous verrons tout d'abord à quelles règles spéciales

sont soumis les étrangers non-français séjournant au Maroc. Puis nous étudierons les dahirs du 15 novembre 1934 réglementant l'immigration en zone française de l'empire chérifien.

§ 1. Réglementation relative
relative au séjour des étrangers non-français au Maroc

1° Les formalités prescrites aux étrangers.

Ce sont les ordres du 13 novembre 1914 (modifié par l'ordre du 17 décembre 1915) et du 15 janvier 1924, complétés par l'ordre du 9 novembre 1932, qui réglementent les conditions d'entrée et de séjour des étrangers au Maroc.

L'article 1^{er} de l'ordonnance du 13 novembre 1914 précise que : « toute personne débarquant dans un port de la zone française du Maroc devra justifier devant l'autorité locale qui sera déléguée à cet effet, de son identité, de son dernier domicile, de ses moyens d'existence et des motifs de sa venue dans la zone française du Maroc. Faute de quoi, l'autorisation de débarquer pourra lui être refusée ».

Les étrangers qui pénétreront sur le territoire de la zone française de l'empire chérifien auront, à compter de leur arrivée, un délai de quinze jours francs pour procéder aux formalités d'immatriculation ou de déclaration de résidence prescrites par les articles 2, 3 et 4 de l'ordre du 13 novembre 1914 (ordre du 15 janvier 1924, article 1, § 1).

Jusqu'en 1924, les étrangers remplissaient ces formalités auprès de leur consulat respectif. « Les Suisses, cependant, devaient depuis un accord franco-helvétique

du 11 juin 1914, se faire immatriculer au consulat de France » (art. 4, ordre du 13 novembre 1914).

Mais, depuis l'ordre du 15 janvier 1924 (art. 3), la déclaration de résidence prescrite par l'article 3 de l'ordre du 13 novembre 1914, sera faite :

1° A Casablanca, au commissariat de police ou au commissariat spécial de l'immigration ;

2° Dans les autres centres, au commissariat de police ou, à défaut, au contrôle local (Contrôle civil ou bureau des affaires indigènes ou gendarmerie).

Toutefois, les Américains derniers bénéficiaires du régime des Capitulations font leur déclaration à leur consulat.

L'article 4 de l'ordre du 13 novembre 1914, étant abrogé par l'article 7 de l'ordre du 9 novembre 1932, les Suisses doivent depuis cette dernière date ne plus se faire immatriculer au consulat de France, mais aux lieux indiqués par l'article 3 de l'ordre du 15 janvier 1924.

Pour les Allemands et les Autrichiens les dahirs du 15 mars 1933 qui leur donnent à nouveau libre accès au Maroc (ils s'étaient vu privés de cet accès dès 1914), spécifient pourtant que le visa apposé par l'autorité consulaire ou autorité française dans ces pays n'aura qu'une validité de *six mois* à compter de la date d'entrée en zone française. Ce visa est obligatoire sur les passeports. A l'expiration de chaque période de six mois, il pourra être renouvelé.

On est en conséquence plus sévère pour les Allemands que pour les autres étrangers. Et si les Allemands et leurs comparses, viennent fomentier des troubles dans

notre si beau Maroc, il faudra peut-être envisager des mesures plus sévères encore.

L'article 1^{er} de l'ordre du 9 novembre 1932, spécifie que : « Les étrangers habitants en zone française du Maroc sont tenus, en cas de changement de résidence, avant leur départ, de faire viser, en justifiant de leur identité, leur certificat d'immatriculation par les services de police ou, à défaut, par l'autorité locale de contrôle, et d'accomplir la même formalité dans leur nouvelle résidence dans les cinq jours de leur arrivée.

La brièveté du délai (5 jours), fixé pour cette formalité permet de considérer que le texte a été pris pour contrôler non seulement les changements de domicile, mais également et surtout les changements de résidence, autrement dit, les déplacements provisoires.

S'il n'était appliqué qu'aux changements de domicile, l'ordre de 1932 serait pratiquement inopérant à l'égard de nombreux étrangers qui ne font au Maroc que des séjours temporaires et dont il y a pourtant le plus grand intérêt à surveiller les déplacements même de très courte durée.

Ce sont les commandants de subdivision et les chefs de région qui assurent l'exécution des ordres concernant le séjour des étrangers au Maroc. Ces pouvoirs leur sont dévolus par l'ordonnance du 2 août 1914.

2^o Peines. Compétence.

L'article 5 de l'ordre du 13 novembre 1914 modifié par l'ordre du 17 décembre 1915 prévoit les peines applicables à ceux qui auraient négligé de remplir toutes ces formalités.

« Toute personne qui aurait négligé de remplir ces

formalités tombera sous le coup de notre ordre en date du 2 août 1914, relatif à l'état de siège et promulguant la loi martiale. Elle sera, en conséquence, traduite devant les tribunaux militaires du corps d'occupation et sera passible d'une amende de 20 francs à 100 francs et d'un emprisonnement de deux jours à un mois, ou de l'une de ces deux peines seulement ; elle pourra en outre être expulsée par les autorités militaires, par application des dispositions de l'article 3, § 2 de l'ordre du 2 août 1914 ».

« Les mêmes peines pourront être prononcées contre les étrangers qui auront fait sciemment une déclaration de résidence ou d'identification fausse ou inexacte » (Ordre, 9 novembre 1932, art. 2 § 2).

3° *Formalités prescrites aux tiers.*

a) *A quels tiers?* — « Il est interdit à tout employeur d'embaucher un étranger non muni du certificat d'immatriculation prévu par l'ordre du 13 novembre 1914, ou dont le certificat ne porte pas le visa prescrit par l'article 1^{er} de l'ordre du 9 novembre 1932 » (Ordre 9 novembre 1932, art. 3).

« Les propriétaires, hôteliers, logeurs, doivent signaler dans les 24 heures, aux services de police, ou à défaut, à l'autorité locale de contrôle, la présence des étrangers habitant leurs immeubles ou établissements. Il en est de même pour les propriétaires de pension de famille et pour tous ceux qui hébergent des étrangers.

« La déclaration doit indiquer le lieu, la date et le numéro de délivrance du certificat d'immatriculation présenté par l'étranger. S'il n'en possède pas, il y a lieu de spécifier et de signaler d'urgence ce fait aux services

précités, ou, à défaut, à l'autorité locale de contrôle». (Ordre 9 novembre 1932, art 4 § 1 et 2).

Il est bien évident que cette déclaration ne dispense pas les hôteliers et logeurs de se conformer à toutes autres dispositions réglementaires qui régissent l'exercice de leur profession.

b) *Compétence. Peines* (art. 5 et 6, ordre du 9 novembre 1932). — Les tribunaux militaires sont seuls compétents pour la répression des infractions à l'ordre du 9 novembre 1932.

Les peines prévues pour les infractions aux articles 3 et 4 imposant des formalités aux tiers, sont l'amende de 1 à 15 francs, l'emprisonnement de 1 à 15 jours, ou l'une de ces deux peines seulement. En cas de récidive, ces peines pourront être portées au double. Il y a récidive, lorsque, depuis moins de 12 mois, le contrevenant a déjà subi une condamnation pour la même infraction.

Critique.

Nous ferons la critique de la compétence des tribunaux militaires vis-à-vis des étrangers pour les infractions à la réglementation relative à leur séjour au Maroc et surtout vis-à-vis des Français hôteliers ou employeurs coupables d'avoir contrevenu aux articles 3 et 4 de l'ordre du 9 novembre 1932, lorsque nous étudierons tout spécialement la compétence des tribunaux au Maroc.

§ 2. Le problème de l'immigration ou problème de la main d'œuvre étrangère

Ce problème avait reçu un commencement de solution en 1931 (dahir du 20 octobre 1931). Depuis 1931, l'entrée des travailleurs au Maroc est donc strictement réglemen-

tée. La solution définitive est intervenue avec le *dahir du 15 novembre 1934*, qui, abroge le dahir de 1931 et réglemente l'immigration.

Les personnes voulant pénétrer au Maroc peuvent se diviser en trois catégories :

- 1^o les touristes ;
- 2^o les travailleurs salariés ;
- 3^o les personnes désireuses d'exercer une activité professionnelle pour leur propre compte.

1^o *Conditions imposées aux immigrants.*

Le dahir impose aux personnes immigrant en zone française pour y exercer une profession salariée ou y occuper un emploi au pair, l'obligation d'être munies d'un contrat de travail préalablement visé par le bureau du travail à Rabat (art. 2).

Le dahir soumet les personnes immigrant en zone française pour y exercer une activité professionnelle pour leur propre compte, à l'obligation d'obtenir du bureau du travail à Rabat, une autorisation préalable (art. 3 § 1).

Il est à noter que l'immigrant parvenu sans autorisation préalable dans un des ports de la zone française — au cas de voyage par mer — est rapatrié aux frais de la Compagnie de navigation qui a amené l'immigrant (art. 4 § 2).

L'article 11 du dahir prévoit les modalités d'entrée au Maroc, des membres de la famille rejoignant un travailleur résidant déjà en zone française. Sont considérés exclusivement comme membres de la famille du conjoint, les enfants âgés de moins de 18 ans révolus et les ascendants à la charge du travailleur. Ces derniers doivent

produire un certificat dûment visé de l'employeur du chef de famille.

Les enfants âgés de 18 ans révolus, travailleurs eux-mêmes, doivent être munis d'un contrat de travail dûment visé.

Notons enfin, que les domestiques, chauffeurs, gouvernantes, nurses, précepteurs et institutrices accompagnant leurs maîtres ne sont pas astreints à la production d'un contrat de travail dûment visé, lorsque le maître n'est pas domicilié en zone française (art. 15).

2^o *Sanctions.*

Les infractions au dahir du 15 novembre 1934, sont réprimées par les articles 12 et 13 du même dahir.

a) *Refoulement.* — On refoulera les personnes ayant pénétré clandestinement et ne remplissant pas les conditions fixées par le dahir.

On refoulera aussi l'immigrant qui aura exercé son activité professionnelle dans une région ou une ville autre que celle pour laquelle l'autorisation prévue par l'article 3 lui a été donnée.

Le refoulement est prononcé par voie d'arrêté, soit par l'autorité régionale du lieu d'entrée de l'immigrant, soit par l'autorité régionale du lieu de sa résidence (art. 12 § 2).

b) *Peines : amendes, prison.* — « Est passible d'une amende de 50 à 500 francs et d'un emprisonnement de un à trois mois, l'immigrant qui entre et séjourne en zone française par manœuvres frauduleuses, se soustrait à l'exécution d'un arrêté de refoulement ou qui, après avoir été refoulé ou rapatrié est revenu en zone française sans s'être conformé aux prescriptions du dahir sur l'immigration (art. 13 § 1) »

Une amende de 50 à 500 francs est prévue pour l'infraction à l'article 8 du dahir, c'est-à-dire au cas où l'immigrant prié de quitter le Maroc après notification du refus de visa de contrat de travail ou d'autorisation, par les soins de l'autorité municipale ou locale de contrôle du lieu de sa résidence n'a pas quitté la zone française dans le délai de huit jours.

En cas de récidive, l'amende sera de 500 à 5.000 francs et l'emprisonnement de trois mois à un an.

Il y a récidive lorsque dans les 12 mois antérieurs au fait poursuivi, le contrevenant a déjà subi une condamnation pour une infraction identique.

Toute personne condamnée à l'une des peines prévues par l'article 13, est refoulée dans les conditions déterminées par l'article 12 (art. 131, *in fine*).

« Tous officiers de police judiciaire ou agents de la force publique et, d'une façon générale, tous agents verbalisateurs assermentés ont qualité pour constater par des procès-verbaux, établis dans les formes ordinaires, les infractions au dahir sur l'immigration » (art. 17).

3° Critique du dahir.

Sont immigrants tous les étrangers au Maroc. Nous avons déjà spécifié que par étranger, il fallait entendre tout individu qui n'est pas sujet marocain. Les Français sont donc soumis au dahir sur l'immigration.

On comprend que le Maroc, dès 1931 ait été contraint de fermer ses portes à toute une catégorie d'immigrants. La période de la ruée, de l'aventure était finie depuis longtemps.

La crise économique mondiale ne l'a pas épargné. D'ailleurs tant que l'économie mondiale aura pour bases,

ses bases actuelles, il est de toute évidence que les soit-disant crises suivront les soit-disant périodes de prospérité. Juglar ne pourra-t-il donc jamais être démenti ?

Le Maroc qui voyait grandir le nombre de ses chômeurs n'a pas voulu que le problème du chômage prenne chez lui la douloureuse envergure qu'il a pris dans tous les autres pays ; il a réglementé l'immigration. Le dahir a posé un principe, mais son application diffère avec chaque cas d'espèce.

§ 3. *De l'expulsion*

Nous avons déjà étudié les modalités de l'immigration des étrangers au Maroc, nous avons indiqué les formalités auxquelles étaient soumis les étrangers non français séjournant au Maroc. Il nous reste à voir comment on peut quitter le Maroc, autrement que par sa propre volonté, autrement, qu'en usant du droit de libre sortie accordé à tout étranger en tout pays, lorsqu'il a rempli ses obligations locales, sauf le cas où il peut être régulièrement retenu (condamnation, etc.) conformément à la législation locale.

L'étranger peut être expulsé du Maroc. Le problème de l'expulsion est un problème très délicat concernant la liberté des étrangers en zone française de l'empire chérifien, et il mérite qu'on s'y attarde un peu.

1^o *De la théorie du droit d'expulsion* ¹.

L'expulsion est l'acte par lequel un Etat soumet et au besoin contraint un ou plusieurs individus étrangers se

1. A. de Lapradelle et J.P. Niboyet, *Répertoire de droit international*, t. VIII, p. 29.

trouvant sur son territoire à en sortir, dans un bref délai.

Suivant une première opinion, l'Etat de séjour est absolument libre d'expulser, selon son bon plaisir. L'expulsion ne relèverait que du droit interne. Dans certains pays, l'étranger aurait la garantie d'une réglementation ; dans d'autres, il n'y aurait qu'une simple mesure administrative.

Suivant d'autres auteurs, l'Etat de séjour, doit pour expulser les étrangers, alléguer de justes motifs, à faire valoir devant l'autorité judiciaire. Les étrangers ayant le droit de s'établir où ils veulent et d'y demeurer.

Enfin, selon un troisième point de vue, l'Etat est libre d'expulser, suivant le droit des gens, les étrangers qui troublent la tranquillité et l'ordre publics et dont la présence constitue un danger ou est susceptible de présenter des inconvénients soit au point de vue de l'ordre interne soit au point de vue des rapports internationaux.

D'après la jurisprudence, l'Etat de séjour n'a pas une liberté d'expulsion illimitée. Il a été décidé notamment (affaire Orazio de Attelis, sentence du 21 février 1842, Etats-Unis, Mexique, *Recueil Lapradelle-Politis*, t. I, p. 472). Que l'expulsion ne peut être faite arbitrairement lorsqu'il y a un traité assurant aux sujets respectifs « une protection spéciale » pour leur personne et leurs biens. Même en l'absence de traité, l'Etat n'a pas une faculté discrétionnaire d'expulsion.

Au Maroc, on expulse par simple mesure administrative ceux qui troublent l'ordre public, ceux dont la présence présente des inconvénients. On s'est rallié à la troisième opinion.

C'est là le principe. Nous verrons en étudiant le processus de l'expulsion que les « considérations » interna-

tionales et même nationales, (pour les Français) sont la source de délicates complications.

Toutefois, spécifions que pour les Américains protégés dans leurs biens et leur personne par le régime des capitulations, il y a lieu de tenir compte de l'arrêt rendu dans l'affaire : Orazio de Attelis, que nous avons cité, et conclure que l'expulsion ne peut être prononcée arbitrairement contre un sujet ou un protégé américain.

2^o Historique.

a) *L'édit de juin 1778*. — Jusqu'en décembre 1915, nos consuls pouvaient expulser du Maroc les Français indésirables.

Ils tenaient ce droit de l'article 82 de l'édit de 1778¹ : « dans tous les cas qui intéressent la police ou la sûreté du commerce de nos sujets dans les pays étrangers, nos consuls pourront faire arrêter et renvoyer en France, par le premier navire de la nation, tout Français, qui, par sa conduite et ses mauvaises critiques, pourrait être nuisible au bien général. Dans ce cas, nos consuls rendront un compte exact et circonstancié au secrétaire de l'Etat, ayant le département des Affaires étrangères des faits et des motifs, qui les auront déterminés ». Ce droit s'appliquait aussi aux protégés français. L'expulsion était de la compétence de l'autorité administrative. Aucune pénalité n'était encourue par le Français ou protégé français, qui, expulsé, rentrait au Maroc, malgré l'ordre d'expulsion.

b) *Le dahir du 8 décembre 1915*. — Le dahir du 8 décembre 1915 a réglementé le problème de l'expulsion

1. Izambert, *Recueil des anciennes lois de France*, t. XXV, p. 347.

pour tous les étrangers au Maroc, Français ou non Français.

L'article 1 du dahir donne compétence au commissaire résident général de la République française au Maroc pour interdire d'entrer dans la zone française de l'empire chérifien ou expulser de cette même zone :

1° Les individus expulsés de France, de territoires français ou de pays de protectorat français, en vertu des lois françaises du 3 décembre 1849 et du 8 août 1893 ;

2° Les individus interdits de séjour en France, en territoire français ou en pays de protectorat français par application de l'article 19 de la loi du 27 mai 1885 ;

3° Tous individus frappés de mesures consulaires de rapatriement, en vertu de l'article 82 de l'édit de juin 1778 ;

4° Les individus ayant été l'objet d'une mesure d'éloignement en vertu de l'article 3 de la loi martiale du 2 août 1914 (ordre du général commandant en chef des troupes d'occupation du Maroc).

Les mesures d'interdiction ou d'expulsion pourront être définitives ou temporaires ; elles s'appliqueront à la totalité ou à partie de la zone française du Maroc (art. 2).

Des pénalités sont prévues contre ceux qui enfreindraient les dispositions de l'article 1, par l'article 3 : un mois à un an de prison. L'article 463 du Code pénal est applicable. Le contrevenant sera, de plus, après la période de détention, expulsé à nouveau.

c) *L'éloignement*. — D'après tout ce que nous venons de voir, on ne pourrait guère expulser les indésirables non prévus par l'article 1^{er} du dahir de 1915. On remédie à cette lacune en *éloignant* les individus nuisibles au bien général. Ces mesures d'éloignement sont prises par

le général commandant en chef les troupes d'occupation du Maroc, en vertu de l'article 3 de la loi martiale du 2 août 1914

C'est là, le véritable procédé d'expulsion du Maroc.

3^o *Comment on expulse les indésirables.*

A. **Les Français.** — a) *La difficulté.* — Il est très difficile d'expulser un Français du Maroc, s'il n'est pas compris parmi les individus peu recommandables prévus en l'article 1^{er} du dahir de 1915 et même s'il tombe sous le coup de cet article.

Sous l'empire de l'édit de 1778 les consuls français pouvaient expulser du Maroc les Français « nuisibles au bien général » par simple mesure administrative. Ils devaient cependant rendre compte au secrétaire d'Etat des Affaires Etrangères.

De nos jours, si, en principe, le Français est soumis aux règles du dahir de 1915, en fait, il bénéficie partiellement du principe que les nationaux ne peuvent pas être expulsés.

Le Maroc est considéré comme étant un peu la France.

Sous l'empire de l'édit de 1778, on expulsait et puis on rendait compte.

Actuellement, on indique au ministre des Affaires Etrangères qu'il y aurait lieu d'expulser tel Français, on attend son avis, puis on expulse ou non, suivant les observations et l'avis du Ministre.

b) *L'édit de 1778 est-il encore applicable ?* — La jurisprudence a malheureusement répondu par l'affirmative.

Tout d'abord, la Cour d'Appel d'Alger, dans un arrêt

rendu le 23 juillet 1915 a décidé qu'en Tunisie, le décret beylical du 13 avril 1898 qui confère au premier ministre de la Régence le droit d'expulsion, n'avait pu avoir ni pour effet de modifier les dispositions des lois et règlements français qui définissent les rapports entre le résident général et les ressortissants français, une loi ou un règlement français ne pouvant être abrogé par un décret beylical (Affaire Ministère Public c/Amraoui Ahmed ben Rabah, *Revue Alg.*, 1915, 2^e partie, p. 169).

L'article 82 de l'édit de juin 1778 concernant les attributions judiciaires et de police des consuls de France dans les Echelles du Levant et de Barbarie était donc toujours applicable.

D'autre part, le Conseil d'Etat a conclu dans le même sens (arrêt du 4 décembre 1925, Colrat c/ Résident général de Tunisie, Sirey 1928, 3^e partie, page 51).

Cet arrêt considère que « l'arrêté du 2 février 1924, qui a ordonné l'expulsion du sieur Raymond Colrat, hors du territoire tunisien a été pris dans l'exercice des pouvoirs que le résident général de la République Française en Tunisie, tient des dispositions corroborées de l'Edit de juin 1778, de la loi du 26 mai 1936 et du décret du 23 juin 1885 ... que le décret beylical du 13 avril 1898 sur l'expulsion, ne pouvait avoir pour effet ni pour but de modifier les dispositions précitées de l'Edit de 1778 ... et que par suite, l'arrêté d'expulsion n'est pas entaché d'excès de pouvoirs, le résident général n'ayant pas usé de ses pouvoirs dans le but autre que celui pour lequel ils lui ont été conférés ».

L'infraction a un tel arrêté d'expulsion pris en vertu de l'édit de 1778 est dépourvue de toute sanction pé-

nale, car elle ne constitue pas le délit prévu par l'art. 45 du Code pénal. (Cour d'Alger 23 juillet 1915, arrêt cité).

Ceci pour la Tunisie.

Il est bien évident que si l'édit de 1778 est applicable en Tunisie, malgré le traité de protectorat et le décret beylical de 1898 sur l'expulsion il reste aussi applicable au Maroc, malgré le traité de 1912 et le dahir du 8 décembre 1915 sur l'expulsion.

Ce dahir de 1915 qui confère au résident général le pouvoir d'expulser tous les étrangers au Maroc, Français et non Français, établit même une sanction aux arrêtés d'expulsion pris en vertu de l'édit de 1778 (art. 1^{er}, al. 3). (Sans doute, le législateur a-t-il voulu viser les infractions aux arrêtés pris antérieurement au dahir).

Il n'empêche que nous ne partageons ni l'avis de la jurisprudence, ni l'avis — bien que hautement autorisé — de M. Cahen Salvador, commissaire du gouvernement, dans l'affaire Colrat.

S'il est en effet, hors de doute que l'édit de 1778 est toujours en vigueur dans les échelles du Levant et de Barbarie ; si, à n'en pas douter, avant la conquête, la Tunisie ou le Maroc, étaient au même titre que l'Egypte, l'Ethiopie, la Tripolitaine, des pays où l'édit de 1778 trouvait son application ;

si, à n'en pas douter encore, les attributions consulaires rentrent dans l'exercice des prérogatives et des fonctions des résidents généraux de Tunisie et du Maroc ;

il n'en est pas moins vrai que l'établissement des protectorats français de Tunisie et du Maroc a modifié la situation extérieure et intérieure des deux Etats protégés.

MM. Rectennwald et Larcher ont judicieusement critiqué l'arrêt de la Cour d'appel d'Alger (*Revue alg.*, 2^e partie, p. 171).

Ils ont par là même, par avance, répondu à la décision du Conseil d'Etat en date du 4 décembre 1925.

M. Larcher écrivait : « Le raisonnement qui étaye les affirmations (de l'arrêt rendu, Alger 1915) est incomplet, insuffisant ; c'est un anachronisme, ou un « anatopisme » si on veut bien me passer ce néologisme. En d'autres termes, il y a erreur de temps et de lieu ».

« Tout d'abord, il n'est plus possible de considérer la Tunisie (ou le Maroc), comme une « échelle de Barbarie », ajoute M. Larcher, et il est manifeste que du fait de l'établissement de nos protectorats et de l'institution des tribunaux français dans ces pays, la régence (et l'empire chérifien) ont cessé d'être pour la France des pays de capitulations ».

D'ailleurs rappelle M. Rectennwald, « lors de la discussion de la loi de 1836 (modifiant l'édit de 1778), « le ministre de la Marine, dans les attributions duquel rentrait la protection des Français et des protégés français dans les Echelles déclarait : ... « Quant à l'article 82, cette exception au droit commun fondée sur la loi et contre laquelle aucune réclamation ne s'est élevée jusqu'à ce jour, est indispensable au salut des Echelles, *dans un pays dont le gouvernement se laisse aller si facilement à faire retomber la faute d'un seul sur la totalité des nationaux et où le fait le plus léger, s'il n'était suivi d'une prompté séparation pourrait entraîner à l'instant même, une avarie générale* ».

« Dans cette déclaration, le ministre faisait toucher du doigt les *nécessités* du maintien de l'article 82 de l'édit.

Dire que ces nécessités existent encore en Tunisie ou au Maroc à l'heure actuelle reviendrait à nier toute l'œuvre accomplie par la France. Plus dure critique ne pourrait être portée à nos protectorats.

« Les nécessités, les raisons qui avaient dicté la mesure énoncée en l'article 82 de l'édit de 1778, disparaissent donc pour ce qui concerne la Tunisie (voire même le Maroc), écrivait déjà M. Rectennwald, et la mesure elle-même demeure sans raison, sans motif, et par suite, doit disparaître ». Il concluait : « Si donc les textes n'ont pas *explicitement* abrogé l'article 82 du moins, à notre avis, l'ont-il abrogé *implicitement* ; les Français, citoyens ou sujets ne peuvent être l'objet d'un arrêté d'expulsion ».

L'édit de 1778 est un anachronisme. Les nécessités, les raisons qui l'avaient dicté, ont disparu pour ce qui concerne nos protectorats de l'Afrique du Nord. Et c'est si vrai que M. Cahen-Salvador dans son rapport précise que : « les Français en Tunisie ne sont pas des étrangers » et sont sur ce territoire « assimilés à des nationaux ».

Les Français restent des étrangers par rapport au Maroc et à la Tunisie ... mais nos nationaux sont en quelque sorte *chez eux* dans ces pays de protectorat ... on ne doit donc pas plus pouvoir les en expulser qu'on ne peut les expulser de France.

« Un pays ne peut se débarrasser d'un de ses nationaux » estime très justement M. Cahen-Salvador. « Cette règle ajoute-t-il, est la sauvegarde des droits individuels contre l'arbitraire ou la violence ».

Nos pays de protectorats doivent-ils être des pays où sévissent impunément l'arbitraire et la violence. Nous ne le pensons pas et ne le penserons jamais.

« Ce qui est vrai en pays de capitulation ne l'est pas en pays de protectorat, conclut M. Larcher ».

Que le pouvoir du résident général en vertu d'un édit de 1778 dont les nécessités, les raisons ont disparu, est antinomique exorbitant, M. Cahen-Salvador n'en disconvient pas. « Il y a là, précise-t-il, un pouvoir spécial que ne possèdent ni le ministre de l'Intérieur de la métropole, ni le gouverneur général de l'Algérie, ni les gouverneurs de colonies ».

A notre humble avis, il semble que, contrairement à M. Cahen-Salvador, il faille en être surpris, d'autant plus, qu'on a établi, d'une part, l'absence des « nécessités » de l'édit en nos deux grands protectorats, et d'autre part, l'assimilation des Français aux nationaux de la Régence et du Mahgzen. « Un pays de protectorat reste un pays étranger », sans doute, mais *un pays de protectorat est un peu la France*, et ça n'est surtout plus un pays de capitulation, une Echelle de Barbarie ou du Levant ».

Pour conclure, nous estimons que si les textes tunisiens et marocains n'ont pas *explicitement* abrogé l'article 82 de l'édit de 1778 en ce qui concerne la Tunisie et le Maroc, ils l'ont abrogé *implicitement*. Comment l'auraient-ils fait explicitement puisqu'il n'est pas admis qu'un texte local « ait pour but ou pour effet de modifier les lois et règlements français ... » (Cour d'Alger, 1915, arrêt cité; Conseil d'Etat 1925, arrêt Colrat).

Une loi française devrait donc, le plus tôt possible, mettre fin à ces pouvoirs exorbitants de droit commun détenus par les résidents généraux du Maroc et de Tunisie en vertu d'un Edit dont la raison d'être a complètement disparu en ce qui concerne nos deux merveilleux protectorats nord-africains.

Même du point de vue pratique, l'édit de 1778 n'est plus nécessaire au Maroc. La loi martiale du 2 août 1914 (anachronisme inconcevable de nos jours) permet « les éloignements », qui sont, pour le moins, souvent critiquables.

c) *L'éloignement*. — D'autre part, le Maroc vit encore, on ne comprend plus pourquoi et nous nous expliquerons plus loin, sous un régime d'état de siège. L'article 3 § 2 de l'ordre du 2 août 1914, permet à l'autorité militaire d'éloigner (on emploie même le terme expulser) les repris de justice et tous individus dont les agissements peuvent nuire à la sécurité de l'armée et du protectorat. On dit bien « tous individus ». Il est évident que les « mauvais français » sont compris dans cette catégorie.

Cet article est assez large pour qu'on n'ait plus à se demander comment on rejettera hors du Maroc les indésirables. On appliquera cette disposition de la loi martiale qui est d'ailleurs sanctionnée par le dahir de 1915. L'article 82 de l'édit de 1778 n'est véritablement plus nécessaire ... même dans la pratique.

B. Les autres étrangers. — L'étranger non Français est expulsé par arrêté du résident général (art. 1^{er}, dahir du 8 décembre 1915).

Il faut néanmoins qu'il soit compris dans un cas prévu par l'article 1^{er} du dahir.

Si l'étranger indésirable n'est pas expulsable, en vertu du dahir on a recours au procédé de l'éloignement. En vertu de l'article 3, alinéa 2, de l'ordre du 2 août 1914, l'autorité militaire a le droit d'éloigner les repris de justice et les individus dont les agissements peuvent nuire à la sécurité de l'armée et du protectorat. L'indi-

vidu éloigné ne peut plus entrer au Maroc. S'il parvient à y revenir clandestinement, il sera alors expulsé par arrêté du commissaire résident général (dahir du 8 décembre 1915, art. 1^{er} § 4).

La loi martiale de 1914, encore en vigueur, permet donc d'expulser très facilement les étrangers indésirables.

En pratique, la direction du service de la sécurité prépare l'ordre d'éloignement et le commandant en chef des troupes d'occupation, signe, approuve la mesure. Ces éloignements sont assez fréquemment pris contre les étrangers condamnés par les tribunaux à des peines correctionnelles, sans interdiction de séjour, qu'il fût ou non possible de prononcer cette interdiction. Dans les cas où l'individu est interdit de séjour, il suffira d'appliquer l'article 1^{er} § 2 du dahir de 1915.

Ces mesures d'éloignement peuvent rendre aux services de sécurité d'excellents services ; nous les approuvons dans la mesure où elles sont prises en toute justice ; dans la mesure où il y a nécessité évidente à les prendre. Nous blâmons par contre ce procédé, lorsqu'il sert à assouvir certaines vengences politiques ou personnelles, d'autant plus qu'il n'y a *aucun recours possible* contre les ordres du général commandant en chef les troupes d'occupation du Maroc.

En Tunisie, l'arrêté d'expulsion est pris par mesure de police par le premier ministre de la régence. L'arrêté est toutefois contresigné par le ministre résident général. (art. 7 du décret de 1898).

Au Maroc, la loi martiale de 1914, dont nous avons dit que c'était un anachronisme inconcevable et dont nous faisons la critique page 68, et le dahir de 1915, donnant

compétence au résident général en matière d'expulsion portent atteinte à la souveraineté de l'Etat.

Le décret tunisien conserve à l'Etat sa souveraineté sans que les résultats pratiques de l'expulsion soient changés.

Ne pourrait-on pas avoir au Maroc un dahir établissant un régime similaire ?

Section II

L'inviolabilité du domicile

L'inviolabilité du domicile est une conséquence de la liberté de la personne, qui doit avoir dans sa maison un asile inviolable.

Elle consiste dans l'interdiction de pénétrer dans la maison ou l'appartement privé d'un individu sans son consentement (Const. an III, art. 359)

Elle est même impérative pendant la nuit, car sa violation troublerait alors davantage la tranquillité des habitants. La nuit, personne, pas même les agents de l'autorité, n'ont le droit de pénétrer dans l'intérieur d'une maison, sauf en cas de réclamation venant de l'intérieur ou en cas d'inondation ou d'incendie. L'interdiction ne s'applique pas aux salles ouvertes au public, comme les débits de boissons.

De jour, les agents de l'autorité ne peuvent pénétrer dans la maison d'un citoyen, qu'en vertu d'une décision de l'autorité judiciaire, telle qu'un mandat de perquisition ou un ordre d'exécution d'un jugement. Il n'y a d'exception qu'en cas de délit flagrant qui permet de

poursuivre l'auteur jusque dans un domicile privé sans attendre le mandat du juge d'instruction.

Cette inviolabilité du domicile est garantie par la responsabilité pénale des officiers de police judiciaire et de leurs auxiliaires qui la violeraient arbitrairement (art. 184 C.D.).

Elle supporte des dérogations :

a) les agents des Contributions indirectes peuvent pénétrer chez les marchands de vins, distillateurs, soumis à leur surveillance ou exercice ;

b) ils peuvent également pénétrer chez les particuliers soupçonnés de fraude fiscale à condition de se faire accompagner d'un maire ou d'un commissaire de police ou du juge de paix.

Section III

Sûreté des personnes

§ 1. *Le principe*

La loi garantit la liberté personnelle des individus.

La sûreté des personnes est sous la sauvegarde de l'autorité judiciaire. La loi qui vous avait déjà garanti l'inviolabilité de votre domicile vous assure que vous ne pourrez pas être l'objet d'une arrestation arbitraire.

Le problème du droit d'arrestation s'analyse dans trois règles fondamentales¹, à savoir que :

1° nul ne peut être arrêté ou détenu que dans les cas expressément déterminés par la loi ;

1. H. Nézard, *Eléments de droit public*, p. 35.

2° l'arrestation et la détention d'un individu ne peuvent être ordonnées en vertu de la loi que par des fonctionnaires déterminés qui présentent des garanties particulières d'indépendance ;

3° ceux qui permettent, ordonnent ou maintiennent une arrestation ou une détention illégales commettent un crime dont ils sont responsables.

Ce sont là des règles de droit pénal sur lesquelles il semble inutile d'insister trop longuement. Il nous suffira d'indiquer que les récentes modifications apportées au Code pénal et au Code d'instruction criminelle par les lois des 7 février 1933 et 25 mars 1935 sur les garanties de la liberté individuelle ont été rendues applicables au Maroc par le dahir du 23 novembre 1936 (*Bull. off.*, 15 janvier 1937).

Toutefois l'article 4 du dahir spécifie bien qu'au Maroc, les délais de 15 jours et d'un mois prévus par les articles 113 et 114 du Code d'instruction criminelle sur la mise en liberté provisoire, sont doublés.

On a voulu tenir compte des difficultés, non pas de communications, mais de procédure. La lenteur de la procédure pénale au Maroc peut s'expliquer :

1° par l'étendue de l'arrondissement judiciaire ;

2° par l'éloignement des tribunaux par rapport à la Cour d'appel qui a son siège à Rabat.

Le juge d'instruction est obligé de recourir à de nombreuses délégations et commissions rogatoires qui ont lieu dans le bled. Ceci n'est pas fait pour accélérer la marche de l'instruction. L'arrondissement judiciaire, des délits, duquel il a à informer, est bien plus étendu que n'importe quel arrondissement judiciaire d'un juge d'instruction de France.

La Cour d'appel est à plus de 500 kilomètres des Tribunaux de Marrakech ou d'Oudja. Cet éloignement explique aussi l'article 4 du dahir, article doublant les délais de 15 jours et d'un mois. Mais cet éloignement explique surtout l'article 6 du dahir qui modifie l'article 116 du Code d'instruction criminelle et autorise la chambre des mises en accusations de la cour, avant de statuer définitivement sur le maintien de la détention de l'inculpé, *si elle le juge nécessaire*, à entendre ce dernier et son conseil ou *celui-ci seulement*. L'article 116, alinéa 5 impose au contraire l'audition de l'inculpé.

1° *La liberté provisoire.*

Sans vouloir étudier la question de la détention préventive ou de la mise en liberté provisoire, ou sans vouloir encore insister sur le problème des garanties accordées à la défense vis-à-vis du juge d'instruction qu'il nous soit permis de rappeler brièvement les notions de procédure pénale concernant cette question.

Notre législation a beaucoup varié quant à la durée de la détention préventive.

Le Code d'instruction criminelle dans ses articles 113 et suivants s'était montré fort sévère. Une loi du 14 juillet 1865 se montra plus clémentine à l'égard des inculpés. Elle consacrait à côté de la mise en liberté sur la demande de l'inculpé le principe de la mise en liberté de droit dans certains cas. Puis, la loi du 7 février 1933, poussant le libéralisme à l'extrême, estime M. Hugueney¹, fit de la mise en liberté de droit, non plus l'exception, mais la règle.

1. A son cours.

Et M. Hugueney ajoute : « Cette loi généreuse dès le lendemain de sa promulgation apparut comme une loi néfaste ; elle paralysait l'instruction ; elle compromettait la défense sociale, et même en allongeant les procédures qu'elle s'était flattée d'abrégées, elle se retournait contre l'inculpé qu'elle voulait protéger ».

Cette remarque qui peut aussi s'appliquer à la loi de 1935, est d'autant plus vraie qu'il y a plusieurs inculpés. Par le jeu de la mise en liberté provisoire et par le jeu de la mise en liberté facultative, il peut se faire que la procédure s'éternise et que le juge d'instruction soit dans l'impossibilité d'informer, des semaines entières.

La loi du 25 mars 1935 a remanié une fois de plus les articles 113 et suivants du Code d'instruction criminelle.

Les modifications apportées par cette loi ont été rendues applicables au Maroc par le dahir du 23 novembre 1936 (*Bul. off.*, 15 janvier 1937). Jusqu'à cette date, seules les dispositions de la loi de 1865 étaient suivies, la loi de 1935 n'ayant reçu application dans l'empire chérifien que par le dahir précité du 23 novembre 1936.

Cette loi a simplement voulu qu'un inculpé négligent ou ignorant de la loi ne reste pas indéfiniment en détention préventive. Son importance au Maroc est, de ce point de vue là, plus grande qu'en France.

Cette loi a voulu aussi soumettre plus souvent le dossier de l'instruction à la juridiction d'appel, c'est-à-dire à la chambre des mises en accusation.

A l'heure actuelle, le juge d'instruction met l'inculpé en liberté provisoire 5 jours après la première comparution devant lui, dans le cas d'« hypothèse favorable », c'est-à-dire, dans le cas où les trois conditions prévues

par l'article 113, alinéa 1^{er} du Code d'instruction criminelle se trouvent réunies.

Dans l'« hypothèse défavorable », c'est-à-dire au cas, où, l'une des conditions requises par l'article 113, alinéa 1^{er} manquerait, ou même toutes les trois, la durée préventive est portée à un mois (au lieu de 15 jours en France). De plus, ce délai peut être prolongé d'un mois par le juge d'instruction par ordonnance motivée à laquelle on ne peut pas faire opposition ; puis dans les conditions requises en l'article 114 (loi 1935) d'un nouveau délai de *deux mois* dont on peut faire appel.

Au bout de ces quatre mois de détention préventive la chambre des mises en accusation peut prolonger la détention, soit d'un coup jusqu'à la clôture de l'information, soit pour une période qu'elle fixera en se réservant toutefois, la faculté d'accorder à l'expiration de cette période une nouvelle prolongation.

L'article 6 du dahir l'autorise, si elle le juge nécessaire, à se prononcer sans entendre l'inculpé (l'art. 116, C. instr., crim., al. 5, impose au contraire l'audition du prévenu). Nous avons déjà dit que cette dérogation s'expliquait par l'éloignement de la Cour d'appel de Rabat par rapport à certains tribunaux du Sud et de l'Est.

Enfin l'article 118 (loi de 1935), nouveau, prévoit la prolongation de plein droit résultant « de l'ordonnance de renvoi y compris de celle qui est prévue par l'article 133 ou de l'arrêt de renvoi, s'il n'en a été autrement disposé ».

On conclut facilement qu'avec toutes ces causes de prolongation, la liberté n'est de droit, que de mot, et que la détention préventive garde encore un champ d'application bien étendu. Ces formalités procédurières, l'obli-

gation de rendre une ordonnance motivée par le juge d'instruction par exemple, garantissent néanmoins les droits des inculpés et font peut-être, penser un peu plus à ceux qui sont en prison au cours de l'instruction.

A côté de la liberté de droit existe la liberté facultative qui constitue toujours le droit commun prévu par les articles 117 et suivants du Code d'instruction criminelle. Cette liberté est soumise à des formalités spéciales et peut être accordée, soit sur les conclusions du ministère public, soit par le juge d'instruction, soit par la chambre des mises en accusation, soit par la juridiction de jugement siégeant en chambre du conseil. Cette liberté sera ou ne sera pas au gré des juges, subordonnée à l'obligation de fournir un cautionnement.

2° *Sanctions.*

Des sanctions disciplinaires peuvent tout d'abord être prises contre les magistrats violant les mesures prévues pour la protection de la liberté individuelle (art. 112, al. 2, loi 1933). Mais ce sont des sanctions, estime M. Hugueney, qui, faute par la loi d'en avoir réglé le mécanisme, n'ont dans le passé, semble-t-il, jamais fonctionné, et qui, sans doute, ne fonctionneront pas beaucoup plus dans l'avenir ».

Des sanctions pénales sont prévues en cas de détention illégale, à la section des peines qui frappent les attentats à la liberté (art. 114 et suiv., C. pénal).

Enfin, des nullités sont prévues dans les cas d'inobservation des formalités ou dans les cas d'irrégularité des actes.

§ 2. *Exceptions au principe*

Quant à la sûreté des personnes, le principe de la liberté individuelle ne profite pas également à tous les individus.

Certains individus sont soumis à des règles spéciales, à un régime de police exceptionnel. Ce sont : les vagabonds et les mendiants ; les aliénés et les personnes placées sous le régime dit de la prostitution.

a) *Vagabonds et mendiants*. — Les articles du Code pénal concernant le vagabondage et la mendicité (art. 269 à 282), sont applicables au Maroc. Vagabonds et mendiants déjà condamnés pour mendicité peuvent être internés administrativement dans un dépôt de mendicité.

Les peines édictées contre le vagabondage par le Code pénal, sont applicables aux gens sans aveu (dahir du 27 mars 1914, art. 1).

b) *Aliénés*. — Les dispositions du Code civil, loi du 30 juin 1838, relatives aux aliénés sont applicables au Maroc.

Nous ne ferons pas la critique de cette loi. Trop d'auteurs en ont déjà réclamé la réforme. En effet, « si la loi de 1838 fut un progrès pour l'époque, en introduisant la notion que l'aliéné doit être protégé et soigné, elle a laissé trop de pouvoirs à l'administration et aux simples particuliers. Une meilleure répartition de l'expertise médicale, un contrôle médicolégal avant l'internement, l'augmentation de la garantie judiciaire, telles sont les bases d'une réforme dont nul ne peut nier la nécessité absolue conclut M. Moye ».

c) *Régime de la prostitution*. — Les femmes se livrant

à la prostitution sont soumises au Maroc, à une réglementation très sévère.

Dans chaque ville, le pacha est chargé, en vertu du dahir du 8 avril 1817 sur l'organisation municipale et ceux l'ayant modifié ou complété, de la police des mœurs¹. Les mesures qu'il prend dans ses arrêtés sont sanctionnées (dahir du 24 décembre 1918).

Il existe au Maroc, en dehors des maisons de rendez-vous prévues par les arrêtés, des quartiers réservés. Ces quartiers sont une des originalités touristiques du pays.

Les femmes sont soumises à une discipline très stricte, presque une discipline militaire. Elles ne peuvent quitter le quartier que certains jours, durant certaines heures. Elles sont soumises à des visites sanitaires méticuleuses.

La liberté individuelle de ces vendeuses d'amour est vraiment réduite au minimum.

1. A Rabat, l'arrêté du 14 mars 1923 complété par l'arrêté du 13 avril 1935, prévoit les dispositions relatives à la police des mœurs dans cette ville.

CHAPITRE II

LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE

1^o *Le principe. Définition*

La liberté de conscience est la faculté pour chaque individu de choisir ses croyances, de professer les doctrines qu'il croit les meilleures.

La liberté du culte dont nous traiterons plus loin, est le corollaire de cette liberté fondamentale qu'est la liberté de conscience. Elle est le droit de prendre part aux actes et cérémonies extérieurs par lesquels se manifeste une religion.

C'est encore la Révolution française qui a eu le mérite de proclamer en France la liberté de conscience et du culte. « Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses ». Ce principe s'est instauré dans tout pays civilisé. Et c'est une véritable atteinte à la dignité humaine que de vouloir s'y attaquer. Toutefois, il est bien évident que l'ordre public doit être respecté.

La France a fait preuve d'esprit de compréhension en faisant admettre au Maroc pour tous les étrangers la liberté de conscience. Il faut bien le dire, cette liberté n'a pas été acquise du premier coup. Durant la période

d'occupation militaire et même bien des années après, s'il était permis d'avoir « son opinion », il était difficile de la manifester. Raisons d'ordre public ! A l'heure actuelle il est permis à tous de penser librement et surtout d'exprimer librement sa pensée.

La liberté de conscience ne doit pas, cependant, par des manifestations extérieures dépasser les bornes. A juste titre, on réprime et l'on doit réprimer les atteintes au crédit de la République dans ce pays.

2° *Les applications*

La législation marocaine concernant les étrangers a laïcisé tous les services publics.

La liberté des funérailles est un fait.

Le droit public est sécularisé.

Les fonctions publiques sont accessibles à tous les Français, au Maroc. Aucune enquête religieuse n'est faite sur les candidats à ces fonctions.

L'enseignement public est neutre et laïque. L'instruction religieuse ne fait pas partie des programmes. Le personnel enseignant est laïque. Cependant, il est donné dans les lycées du Maroc, pour ceux qui veulent bien les suivre, des cours d'instruction religieuse. Ces cours sont enseignés par des prêtres.

3° *Les mariages religieux*

Enfin l'état civil est sécularisé. Il faut cependant préciser un point délicat : *celui des mariages religieux entre Français.*

L'article 199 du Code pénal interdit au prêtre de célé-

brer aucun mariage religieux avant qu'ait lieu le mariage civil. La première infraction à cet article est punie d'une amende de 16 à 100 francs.

En cas de première récidive, le prêtre sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans ; et pour la seconde de la détention.

Les articles 199 et 200 du Code pénal sont-ils applicables au Maroc ? Evidemment non. « Il convient à cet égard (mariage religieux) écrit M. Blanc du Collet, chef du service des Etudes législatives, de rappeler, en premier lieu, qu'il n'existe point dans la législation locale de disposition inspirée de celle de l'article 199 du Code pénal. D'où il semblerait possible d'inférer que rien ne s'oppose à ce que la célébration civile du mariage intervienne après la cérémonie religieuse ».

Il y a donc lieu de considérer comme abrogée la circulaire n° 28 A.G., du 4 février 1918 qui interdisait aux officiers de l'état civil chérifien de procéder à la célébration du mariage de deux personnes déjà unies par le ministre du Culte. Et cela d'autant plus que seul le mariage civil est valable.

La Cour de cassation par son arrêt du 3 mars 1937, a définitivement tranché la question des mariages religieux, en cassant et annulant un arrêt de la Cour d'appel de Rabat en date du 19 mai 1932. La Cour de cassation a décidé qu'il résultait de l'article 11 du dahir du 11-13 août 1913 sur la condition civile des Français et des étrangers dans le protectorat français au Maroc, que les Français et les étrangers n'ont option pour contracter mariage qu'entre les formes prescrites par leur loi nationale ou celles qui sont instituées par la législation marocaine sur l'état civil et ne peuvent recourir à aucune autre.

Le mariage religieux est donc nul chaque fois que la loi nationale des deux époux n'en dispose autrement (Affaire Lezam Isaac Amzam contre Dame Elbaz Clara, *Gazette des Trib.*, du 10 avril 1937, n° 723. p. 111).

Il s'agissait en l'occurrence d'un Israélite, citoyen français, qui avait épousé à Casablanca, en l'année 1927, devant le rabbin de cette ville, une Israélite marocaine. Celle-ci, l'année suivante, agit en divorce devant le Tribunal de première instance français de Casablanca ; cette juridiction, sur l'exception du mari, refuse de reconnaître la validité du mariage à briser et déclare sans objet l'action en divorce.

La Cour de Rabat, sur l'appel de la femme, proclame au contraire la validité de l'union consacrée *more judaico* et déclare recevable l'action en divorce.

Le mari se pourvoit devant la Cour de cassation qui, par arrêt précité du 3 mars 1937, casse l'arrêt de la Cour de Rabat.

« Il était temps que la plus haute juridiction de France, celle qui juge non les procès, mais les jugements, vienne sortir de l'incertitude juges et justiciables de ce pays, sur l'inexistence où la nullité du mariage purement religieux », écrit M. Lidon¹.

L'opinion de M. le professeur Niboyet était d'ailleurs déjà faite sur ce point depuis longtemps. « La loi française du statut personnel faisait-il observer, conserve au Maroc, vis-à-vis des Français, toute sa force impérative. Elle s'impose au juge français en vertu des règles de droit international privé marocain. Ce n'est pas au

1. « Mariages religieux, mariages nuls », remarquable article de M. Lidon conseiller à la Cour d'appel de Rabat (*Gaz. des tribunaux du Maroc*, 1^{er} mai 1937, p. 1.).

nom de l'ordre public, mais en vertu des règles normales du droit international privé que les juges français doivent appliquer à des Français leur loi nationale. Si donc l'acte souscrit était nul en France au regard des règles impératives du droit civil français de la personne et de la famille, il serait également nul au Maroc » (*Revue de droit international privé*, 1934, p. 127).

« L'arrêt de la Cour suprême a consacré et ne pouvait manquer de consacrer ces principes impérativement formulés », approuve M. Lidon.

« Les obsèques du mariage religieux ont été, à la vérité, solennelles ».

4^o *Sanction de la liberté de conscience*

La liberté de conscience n'est sanctionnée par aucun texte. C'est un droit individuel garanti par les principes généraux du droit.

« Au point de vue administratif, l'offense à la liberté de conscience doit être considérée comme une violation de la loi et comme donnant ouverture au recours pour excès de pouvoir dit très justement M. Moye »¹.

1. Op. cit., p. 196.

CHAPITRE III

LA LIBERTÉ DES CULTES

Dans son article 10, la Déclaration des Droits de l'Homme proclame que : « Nul ne sera inquiété pour ses opinions, mêmes religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public ».

Il est donc permis à chacun de croire dans le Dieu qu'il voudra et même de ne pas croire du tout. Il est permis à chacun de pratiquer sa religion. Chaque croyance s'accompagne de manifestations extérieures plus ou moins solennelles, plus ou moins publiques. Dans un sens très large, c'est ce qu'on appelle le Culte. Le culte est libre ... pourvu qu'il ne trouble pas l'ordre public.

Vouloir étouffer par la violence une religion quelconque, c'est vouloir porter l'atteinte la plus grave à la liberté de conscience, à la liberté de penser. C'est tout juste digne de chefs trop imbus de leur personne, se croyant eux-mêmes des demi-dieux et qui peut-être, à tout bien réfléchir, ne sont que de grands fous.

Vouloir imposer une religion n'est pas non plus signe d'intelligence.

En France, la loi du 9 décembre 1905, qui a établi la séparation de l'Eglise et de l'Etat, assure la liberté de

l'Eglise vis-à-vis de l'Etat et un régime d'égalité entre tous les cultes.

L'article 2 précise que « la République ne reconnaît, ne salarie, ne subventionne aucun culte ».

Au Maroc, l'Etat chérifien impose à ses nationaux une religion : la religion musulmane. Mais l'Etat chérifien laisse à tous les nationaux étrangers, résidant sur son territoire, la liberté d'appartenir à telle ou telle religion, de célébrer tel ou tel culte, et enfin, d'être athée.

Cette liberté du culte a une base internationale.

*Base internationale de la liberté du culte au Maroc*¹

M. Auxfées a rédigé à ce sujet, un article complet, précis, remarquable.

Nous le reproduisons ici :

« Nous savons le caractère international du Maroc et par suite le libéralisme qui existe à l'égard de tous, Français et étrangers sont sur un pied d'égalité. L'acte d'Algésiras a donné à tous le droit de trafiquer librement. Les divers codes publiés au Maroc ne contiennent aucune disposition spéciale à l'égard des étrangers. Chacun peut même se faire juger, pour certaines matières, suivant sa loi personnelle. « Tout ce statut découle des divers et nombreux accords internationaux conclus avec le Maroc par les puissances, et comme le Maroc et ensuite la France ont pris l'engagement de n'établir aucun traitement différentiel entre les ressortissants des différentes puissances, ce statut, garanti par des traités internationaux, s'applique à tous.

1. *Le Maroc catholique*, avril 1933.

« Ces garanties que les puissances ont recherchées en matière juridique, fiscale, commerciale, douanière, ont été également prises pour l'exercice des cultes. Chaque puissance, en traitant avec le Maghzen a fait connaître pour ses ressortissants le droit de pratiquer librement leur religion. La liberté des cultes au Maroc ne repose donc pas sur un règlement de souveraineté interne, mais sur une base internationale. C'est une situation qui n'a pas été souvent signalée, nous allons l'exposer brièvement.

I

« Sans remonter aux traités capitulaires qui reconnaissent la liberté du culte pour les ressortissants des nations de civilisation chrétienne, nous énumérerons les divers traités, qui subsistent encore de nos jours et qui ont prévu dans un ou deux de leurs articles la liberté des cultes.

« Le traité du 9 décembre 1856 entre la Grande-Bretagne et le Maroc stipule dans son article 5 « tous les sujets anglais qui désirent résider dans les Etats du sultan seront libres d'exercer leur religion sans aucune entrave ».

« Les dispositions de ce traité demeurent entières. L'Angleterre dans l'accord du 8 avril 1904, avec la France, déclarant que le gouvernement britannique n'entravera pas l'action de la France au Maroc, énonce, dans l'article 2 § 3, que cette action laissera intacts les droits dont, en vertu des traités, conventions et usages, la Grande-Bretagne jouit au Maroc ». Et c'est ainsi que les Anglais profitent encore de nos jours des privilèges capitulaires.

« Le traité signé à Madrid le 20 novembre 1861 entre l'Espagne et le Maroc prévoit également dans son arti-

cle 6 « que l'exercice de la religion catholique sera permis librement à tous les sujets de la Reine d'Espagne dans les domaines de S.M. marocaine et ils en pourront célébrer les offices dans leurs maisons et dans leurs églises ».

« Comme avec l'Angleterre, la France dans son accord avec l'Espagne signé à Paris le 3 octobre 1904 a reconnu (art. 11) « que les Espagnols continueraient de jouir au Maroc des droits que leur assurent les traités, conventions et usages en vigueur et que les écoles et les établissements espagnols existant au Maroc seraient respectés ».

II

« Cette liberté pour l'exercice des cultes n'a pas été réservée aux seuls Anglais et Espagnols mais en vertu de la clause au traitement de la nation la plus favorisée, insérée dans tous les traités, elle a été accordée à tous les ressortissants des nations qui ont passé des accords avec le Maroc.

« Ainsi l'article 24 du traité de 1836, conclu avec les Etats-Unis prévoit que : « toute faveur en matière commerciale ou autre qui viendrait à être accordée à une autre puissance s'appliquera également aux citoyens des Etats-Unis ».

« De même le traité d'amitié conclu le 4 janvier 1862 à Tanger « la protégée de Dieu », avec la Belgique spécifie que « les sujets belges » jouiront dans l'empire du Maroc de tous les avantages qui ont été ou qui, par la suite, seraient accordés à la nation la plus favorisée.

Enfin l'article 17 de la convention de Madrid, convention qui intéresse 14 Etats, déclare que : « le droit au

traitement de la nation la plus favorisée est reconnue par le Maroc à toutes les puissances représentées à la Conférence de Madrid ».

III

« Au moment d'exercer le protectorat sur le Maroc, la France et l'Espagne ont pris formellement l'engagement de faire respecter cette liberté des cultes. En effet, dans la convention franco-espagnole conclue à Madrid le 27 novembre 1912, précisant la situation respective de la France et de l'Espagne à l'égard de l'empire chérifien, l'article 8 énonce : « que les deux gouvernements s'engagent à faire respecter la liberté et la pratique extérieure de tout culte au Maroc ».

« Donc si la France a promis dans le traité du protectorat du 30 mars 1912 « de sauvegarder la situation religieuse du sultan et l'exercice de la religion musulmane, il ne faut pas oublier qu'elle a également pris l'engagement, ainsi que l'Espagne, de faire respecter la liberté de tous les cultes au Maroc. C'est un engagement que certains journalistes passent aisément sous silence.

« C'est dans cette même convention franco-espagnole de 1912, qu'il est prévu les dispositions suivantes : « le gouvernement de S.M. d'Espagne en ce qui le concerne fera en sorte que les privilèges exercés actuellement par le clergé régulier et séculier espagnol ne subsistent plus dans la zone française. Toutefois, dans cette zone, les missions espagnoles conservent leurs établissements et propriétés actuels, mais le gouvernement de S. M. le roi d'Espagne ne s'opposera pas à ce que les religieux de nationalité française y soient affectés. Les nouveaux établissements

que ces missions fonderaient seront confiés à des religieux français ».

« C'est pour faire suite à ce traité que la France et l'Espagne se sont mises d'accord par l'arrangement du 2 octobre 1922, pour demander au Saint-Siège, la division du Maroc en deux vicariats apostoliques, un pour chaque zone.

« C'est en vertu de ce même traité du 27 novembre 1912 que sont exemptés des droits de douane, les objets destinés au culte pour les missions espagnoles (voir, *Traité de législation financière du Maroc* de M. Marchal). Et c'est pour ne pas créer une inégalité envers les missionnaires français que cette franchise a été étendue aux objets cultuels destinés à toutes les missions, sans distinction de nationalité.

« Le dernier accord pris pour la liberté des cultes au Maroc est contenu dans la convention internationale de 1923, relative à l'organisation du statut de la zone de Tanger, dont l'article 11 dit que sous réserve du respect de l'ordre public le libre exercice des différents cultes est assuré dans la zone de Tanger.

IV

« La liberté des cultes au Maroc n'est donc pas garantie seulement par les principes généraux de droit : principes de liberté, d'égalité devant la loi ou encore par des règlements de souveraineté interne, mais par des accords internationaux, accords contractuels qu'il n'appartient pas à l'une seule des parties contractantes de modifier à son gré et ce, au même titre que la liberté en matière économique prévue par l'acte d'Algésiras ou les privilèges

capitulaires. Et l'autorité locale doit respecter ces accords dans les règlements qu'elle prend pour établir et protéger cette liberté qui, en particulier, comporte logiquement et nécessairement le droit d'enseigner ».

Il existe au Maroc presque tous les cultes européens. Des synagogues, des temples, des églises, des cathédrales ont été bâtis dans les villes. Chaque religion a ses rabbins, ses pasteurs, ses prêtres.

La liberté du culte existe véritablement au Maroc.

Dans chaque ville la police du culte est entre les mains du pacha. Ce dernier prend des arrêtés réglementaires contre lesquels l'exception d'illégalité peut être soulevée.

Aucune disposition particulière n'a été prise en ce qui concerne les sonneries de cloches et l'habit des représentants des diverses églises. Les processions sont par contre strictement réglementées. On ne les tolère pas à travers la ville. Des arrêtés du pacha fixent l'itinéraire à suivre. Cela à juste titre, car les musulmans pourraient s'en formaliser. Toutefois, il faut bien spécifier que les convois funèbres ne sont pas considérés comme des processions, et il en est ainsi, alors même qu'on y ferait figurer les bannières et les emblèmes des confréries dont le défunt était membre (Cr., 8 janvier 1910, *Bul. crim.*, n° 13).

CHAPITRE IV

LA LIBERTÉ DE LA PRESSE PRINCIPES GÉNÉRAUX

La liberté de la presse, c'est le droit de manifester sa pensée sous toutes les formes écrites : livres, brochures, revues, affiches, journaux, etc.

Elle était considérée dans la Déclaration de 1789 comme un « des droits les plus précieux de l'homme ».

En France, sous l'ancien régime, aucun livre ou journal ne pouvait être imprimé sans l'approbation préalable des censeurs royaux commis par le grand chancelier. L'Assemblée Constituante proclama le principe de la liberté de la presse.

« La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme porte la Déclaration des Droits (art. 11); tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi ». Et la Constitution de 1791, garantit, comme droit naturel, « la liberté à tout homme de parler, d'écrire, d'imprimer et publier ses pensées, sans que ses écrits puissent être soumis à aucune censure ni inspection avant leur publication ».

La Révolution a voulu que le peuple de France devienne plus libre. En donnant à la liberté de la presse son caractère de droit naturel, elle a facilité l'évolution des esprits.

Au Maroc, la presse n'est libre qu'en principe. En fait, elle est soumise, on sait trop pourquoi, à la censure, aux interdictions les plus diverses ... toujours prises dans l'intérêt général et pour protéger l'ordre public !

Cette soumission de la presse à une loi martiale qui s'expliquait, peut-être, durant la guerre et même quelques années après 1919, n'a plus à l'heure actuelle aucune raison d'être.

Etre soumis à un régime d'état de siège, en 1937, en période de tranquillité et de paix confinerait à la plaisanterie si cette triste réalité n'était préjudiciable au développement de la presse au Maroc.

(Nous ferons plus loin la critique des pouvoirs de l'autorité militaire en matière de presse).

Section I

Imprimerie et librairie

1. *Nom de l'imprimeur.*

« L'imprimerie et la librairie sont libres » (art. 1 du dahir du 27 avril 1914).

« Tout imprimé rendu public, à l'exception des ouvrages dits de ville ou de bilboquets portera l'indication du nom et du domicile de l'imprimeur, à peine contre celui-ci d'une amende de 5 à 15 francs ».

« La peine de l'emprisonnement pourra être prononcée si, dans les douze mois précédents, l'imprimeur a été condamné pour contravention de même nature » (art. 2).

2. Dépôt.

Au moment de la publication de tout imprimé, il en sera fait, par l'imprimeur, sous peine d'une amende de 16 à 300 francs, un dépôt de deux exemplaires destinés aux collections chérifiennes. Ce dépôt sera fait aux archives du gouvernement chérifien.

Les publications faites en dehors de Rabat devront être adressées franco de port et sous pli recommandé, à l'archiviste, par le premier courrier qui suivra la publication.

L'acte de dépôt mentionnera le titre de l'imprimé et le chiffre du tirage.

Sont exemptés de cette disposition les bulletins de vote, les circulaires commerciales ou industrielles et les ouvrages dits de ville ou bilboquets.

« Les dispositions qui précèdent seront applicables à tous les genres d'imprimés ou de reproduction destinés à être publics ».

3. *Responsabilité de l'imprimeur en matière de diffamation* (arrêt Cour d'appel de Grenoble, *Gazette des Trib.*, n° 594 ; Affaire Léon Poncet contre Imprimerie Ouvrière du centre).

La Cour déclare que si la loi du 29 juillet 1881, qui dispose dans son article 43 que l'imprimeur d'un article diffamatoire ou injurieux ne pourra pas être poursuivi comme complice en vertu de l'article 60 du Code pénal, pour faits d'impression, la loi ne statue qu'au point de vue de la répression criminelle et n'apporte aucune dérogation aux principes de droits civils qui rendent chacun responsable du préjudice causé par sa faute ou sa négligence.

Cet arrêt fera jurisprudence.

Section II

Presse périodique

La presse périodique était soumise au Maroc à une réglementation très sévère. Les chaînes qui l'empêchaient de se développer se sont desserrées et la presse a conquis une parcelle de liberté.

Qu'est-ce que la presse périodique ? — Le dahir de 1914 ne définit pas le caractère de périodicité. Avec de nombreux auteurs nous pensons que la périodicité peut être quelconque, même annuelle, pourvu que son caractère de répétition régulière soit certain :

I. *Droit de publication*

Quatre formalités à remplir :

- 1^o un cautionnement à verser ;
- 2^o une déclaration préalable à faire ;
- 3^o un gérant à désigner ;
- 4^o un dépôt spécial réglementaire à effectuer.

A. Le cautionnement. — Cette formalité n'existe plus en France depuis la loi du 29 juillet 1881.

Au Maroc, la formalité du cautionnement est obligatoire.

a) *Montant à acquitter.* — « Un cautionnement de 6.000 francs est établi pour les journaux publiés au Maroc ; ce cautionnement est réduit à 3.000 francs pour les journaux paraissant une fois par semaine ou à des périodes moins fréquentes, ainsi que pour les journaux exclusivement scientifiques, artistiques, techniques ou

littéraires » (art. 4, al. 1, modifié par le dahir du 9 février 1918).

Ecrits dispensés. — En sont exceptées les feuilles ayant pour unique objet la publication des avis, annonces, affiches judiciaires, arrivages maritimes, mercuriales, prix courants, le cours de la Bourse et des fondoucks et marchés (art. 4, al. 4).

b) *Conditions dans lesquelles doivent être réalisés les cautionnements exigés.* — Un dahir du 12 janvier 1918 (*Bul. off.*, 275, p. 66), précise dans ses huit articles, toutes les conditions requises pour qu'un cautionnement soit bien fait. Nous n'entrerons pas dans le détail et nous nous contenterons de renvoyer au *Bulletin officiel* traitant de la question.

c) *A quoi sert le cautionnement.* — C'est une garantie.

« Le cautionnement sera affecté par privilège et dans l'ordre suivant, au paiement des frais, dommages-intérêts et amendes auxquels les propriétaires gérants ou auteurs des articles incriminés pourront être condamnés.

« Il pourra être grevé tout ou en partie du privilège de secondaire au profit des bailleurs de fonds qui auront accompli les conditions exigées en pareil cas » (art. 4, al. 3 et 4).

« Tout journal ou écrit périodique qui aura encouru dans la personne de son gérant ou dans celle de l'auteur de l'article incriminé, une condamnation à l'amende et à des réparations civiles affectant son cautionnement sera tenu dans un délai de 15 jours à partir de la condamnation et nonobstant appel, opposition ou recours en cassation, de consigner, à titre de complément du cautionnement, le montant des réparations civiles et des amen-

des. A défaut de consignation dans ce délai, la publication cessera » (art. 5 du dahir du 27 avril 1914).

Ce complément de cautionnement devra obligatoirement être réalisé en numéraire, spécifie l'article 8 du dahir du 12 janvier 1918.

d) *Pénalités.* — Toute infraction aux dispositions des articles 4 et 5 du dahir sur la presse, sera punie d'une amende de 100 à 2.000 francs et d'un emprisonnement de 6 jours à 6 mois ou de l'une de ces peines. Celui qui aura publié un journal ou écrit périodique et l'imprimera sera solidairement responsable des amendes (art. 6).

B. Déclaration préalable. — a) *Déclaration.* — « Avant la publication de tout journal ou écrit périodique, il sera fait au Parquet du procureur commissaire du gouvernement pour les publications en langue européenne, une déclaration contenant :

1° le titre du journal, écrit périodique et son mode de publication ;

2° le nom, le domicile et la nationalité du gérant ;

3° l'indication de l'imprimerie où il doit être imprimé ;

4° l'indication de la langue dans laquelle sera faite la publication ;

5° un certificat du trésorier général des Finances, constatant le dépôt du cautionnement pour les publications qui y sont soumises.

Toute mutation dans les conditions ci-dessus énumérées devra être déclarée dans les cinq jours qui la suivra (art. 9 du dahir du 27 avril 1914).

Les déclarations seront faites par écrit et signées des gérants. Il en sera donné récépissé.

Il est à noter que l'obligation du papier timbré n'existe pas.

Pour les publications en langue arabe ou hébraïque, la déclaration devra être déposée au secrétariat général du gouvernement chérifien.

Cette déclaration a pour but d'informer les autorités administratives et judiciaires de la naissance d'un nouvel écrit périodique. Le parquet doit en donner récépissé.

b) *Pénalités.* — Pour les infractions à cet article le propriétaire, le gérant ou à défaut, l'imprimeur, seront passibles d'une amende de 50 à 500 francs.

Si malgré le prononcé d'un jugement de condamnation pour infraction aux articles 9 et 10, la publication continue de paraître, une amende de 100 francs sera prononcée solidairement contre les mêmes personnes pour chaque numéro publié à partir du jour de la prononciation du jugement de condamnation, si le jugement est contradictoire ou du 3^e jour qui suivra sa notification, s'il a été rendu par défaut, et ce, nonobstant appel ou opposition.

Le condamné, même par défaut, peut interjeter appel ; la Cour statuera dans les trois jours (art. 11 du dahir, avril 1914).

C. Le gérant. — « Tout journal ou écrit périodique aura un gérant (art. 8, al. 1).

« Si le journal ou écrit périodique est publié en langue française, le gérant devra obligatoirement être Français.

« Si le journal est publié dans toute autre langue européenne, il aura un gérant de la nationalité correspondant à la langue ».

Un étranger ne peut pas être gérant d'un journal publié en tout ou partie en langue arabe. Seul, un individu de nationalité marocaine peut remplir la fonction de gérant dans ce cas là.

Le gérant devra être domicilié au Maroc, avoir la jouissance de ses droits civils et n'avoir encouru aucune condamnation le privant de ses droits civiques (art. 8 *in fine*).

Les femmes peuvent être gérantes d'un journal.

Les faillis non réhabilités, étant privés de leurs droits civiques (Const. 22 frimaire an VIII, art. 22), ne peuvent être gérants d'un journal (Cass. Chambre réunies, 22 juin 1887).

Le gérant fera la déclaration préalable du journal.

Le gérant aura son nom imprimé au bas de tous les exemplaires à peine contre l'imprimeur de 16 à 100 francs d'amende par chaque numéro publié en contravention à cette disposition (art. 13).

Le gérant est responsable pénalement du contenu du journal. Il personnifie aux yeux de l'autorité, la feuille publique mise en vente. Il permet à tous les soit-disant écrivains ou rédacteurs politiques qui n'ont le courage de leurs opinions que sous le couvert de l'anonymat, d'avoir la honte de voir quelqu'un condamné en leur lieu et place.

Il y a d'ailleurs là une entorse au principe de la responsabilité pénale, qui est une responsabilité spécifiquement personnelle.

D. Le dépôt légal. — Une quatrième formalité est enfin imposée à tous les périodiques : le dépôt légal.

a) *Où et comment est fait le dépôt ?* — « Au moment de la publication de chaque feuille ou livraison du journal ou écrit périodique, il sera remis au procureur commissaire du gouvernement ou de la justice de paix, dans les villes autres que Rabat et celles où siègent un tribunal de

première instance, deux exemplaires, signés du gérant.

« Pareil dépôt sera fait au secrétariat général du gouvernement chérifien.

« Ce dépôt s'effectuera par les soins du gérant.

« Les gérants de journaux ou écrits périodiques publiés hors de Rabat enverrons au secrétariat général sous pli recommandé, franco de port et par le premier courrier qui suivra la publication, deux exemplaires de chaque feuille de livraison » (art. 12, al. 1 et 2).

b) *Pénalités*. — « Chacun des dépôts sera effectué sous peine de 50 francs d'amende contre le gérant » (art. 12 *in fine*).

II. *Le droit de réponse*

Très souvent (actuellement plus que jamais) les journaux insèrent des nouvelles erronées, des imputations fausses. Pour faire rectifier l'erreur volontaire ou non, l'intéressé possède le droit de réponse, c'est-à-dire, le droit d'obliger le journal à insérer la réclamation qu'il produit dans des conditions identiques à celles où a paru l'article critiqué.

On laisse ainsi le lecteur juger le différend, on le laisse se faire une opinion impartiale. Il a lu l'attaque, mais il a lu aussi la riposte.

Le droit de réponse ne s'applique qu'aux périodiques ; à toute espèce de périodiques y compris les revues (affaire de la *Revue des Deux-Mondes*, Cour de Paris, 5 avril 1898). « L'article 14 du dahir parle d'ailleurs de journal ou d'écrits périodiques ».

Il existe deux sortes de rectifications imposables au

gérant d'un journal suivant que la riposte vient d'un fonctionnaire, dépositaire de l'autorité publique ou d'un particulier quelconque.

A. Rectification des fonctionnaires dépositaires de l'autorité publique. — « Le gérant sera tenu d'insérer gratuitement en tête du prochain numéro du journal ou écrit périodique, toutes les rectifications qui lui seront adressées par un dépositaire de l'autorité publique au sujet des actes de sa fonction qui auront été inexactement rapportés par ledit journal ou écrit périodique.

« En cas de contravention, le gérant sera puni d'une amende de 100 à 1.000 francs » (art. 14 du dahir du 27 avril 1914).

Deux conditions sont donc nécessaires pour obtenir la rectification prévue par l'article 14 :

1° être fonctionnaire dépositaire de l'autorité publique ;

2° que la rectification ait pour but de répondre à un écrit concernant les actes de la fonction de l'intéressé.

La rectification est d'un usage assez rare.

Par contre le droit de réponse, ou rectification adressée à un journal ou écrit périodique par un particulier est plus fréquent.

B. Rectification des particuliers. — « Le gérant sera tenu d'insérer dans les trois jours de leur réception, ou dans le plus prochain numéro, s'il n'en était pas publié avant l'expiration des trois jours¹, les réponses de toute

1. En France, en période électorale, le délai est réduit à vingt-quatre heures. Les élections au 3^e collège revêtent au Maroc les mêmes formes que peuvent affecter les élections en France. Un dahir devrait imposer ce délai de 24 heures pour le droit de réponse en ces périodes électorales.

personne nommée ou désignée dans le journal ou écrit périodique, sous peine d'une amende de 50 à 500 francs, sans préjudice des autres peines et dommages-intérêts auxquels l'article pourra donner lieu ».

Pour les hebdomadaires, la rectification doit, en principe, être insérée dans le plus prochain numéro à paraître. Cependant, il a été jugé qu'il appartient, au juge du fait, de rechercher s'il y a lieu de tenir compte pour le gérant, de l'impossibilité matérielle de satisfaire à la réquisition d'insertions, lorsqu'elle n'a point paru sur le numéro de l'hebdomadaire suivant le cas (affaire Normandin contre journal *Clarté*, Trib. Rabat, 30 avril 1937). Le tribunal a dit, avec raison, qu'il y avait lieu de tenir compte du matériel et du personnel restreint, aidant à la parution du périodique.

Cette insertion devra être faite à la même place et en mêmes caractères que l'article qui l'aura provoquée.

Elle sera gratuite si les réponses ne dépassent pas le double de la longueur dudit article. Si elles le dépassent le prix d'insertion sera dû pour le surplus seulement et sera calculé au prix des annonces judiciaires (art. 15).

Lorsque plusieurs articles ont paru successivement, le demandeur en insertion a le droit d'envoyer pour chaque article paru une réponse n'excédant pas 200 lignes pour les articles d'une longueur supérieure, mais il ne peut cumuler en une réponse unique, la totalité des lignes que la loi lui accorde pour chaque article séparé (Trib. corr. de la Seine, 11 avril 1933).

Le droit de réponse est éminemment personnel ; il faut, et il suffit d'avoir été nommé et désigné dans la feuille publique.

Le droit de réponse est reconnu à un homonyme (Cham-

bre crim. de la Cour de cassation, arrêt du 15 décembre 1934, Affaire Me Eugène Lamour contre journal *Gringoire*).

En France, la loi du 29 septembre 1919 autorise les époux et héritiers à user du droit de réponse en cas d'attaques par voie de la presse contre la mémoire des morts.

Le droit de réponse n'est pas absolu, en ce sens qu'il ne doit pas donner lui-même naissance à de nouvelles difficultés.

Ainsi le gérant doit refuser les réponses délictueuses, injurieuses et surtout mettant des tiers en cause.

Le gérant ne peut pas dénaturer ou tronquer la réponse insérée.

Il faut enfin ajouter que malgré l'insertion du droit de réponse, le journal reste responsable pénalement et civilement.

III. *Publications interdites*

En principe, la presse est libre de tout publier, mais en principe seulement. Des restrictions, justifiées d'ailleurs, sont apportées à cette liberté.

Tout d'abord, il est interdit de publier de mauvaise foi, des fausses nouvelles de nature à troubler la paix publique (art. 29 du dahir sur la presse, 27 avril 1914). Cette disposition est restée et reste plus que jamais lettre morte.

Tous les périodiques insèrent, très souvent volontairement, de mauvaise foi, des fausses nouvelles. Le lecteur ne s'y reconnaît plus. Et pourtant, Dieu sait le mal que ces « canards » peuvent occasionner puisque, parfois, ils

poussent à l'assassinat d'hommes d'Etat, jetant ainsi le plus grand trouble dans l'esprit public qui ne demande qu'à être éclairé et non pas berné.

D'autre part, il est interdit de publier certaines pièces judiciaires.

« Il est interdit de publier les actes d'accusation et tous actes de procédure criminelle ou correctionnelle avant qu'ils aient été lus en audience publique » (art. 42).

Une peine de 50 à 1.000 francs d'amende est infligée à ceux qui passeraient outre à cette interdiction.

Il est interdit, au surplus, de rendre compte des « procès en diffamation dans lesquels la preuve des faits diffamatoires n'est pas autorisée¹ ; de ceux dans lesquels le huis clos aura été prononcé (la plainte en diffamation seule pourra être publiée par le plaignant), des délibérations intérieures des Cours et des tribunaux » (art. 43).

L'article 43 autorise aussi les Cours et tribunaux à interdire le compte rendu de procès dans toute affaire civile. Néanmoins les arrêts et jugements pourront toujours être publiés.

Les infractions aux dispositions de l'article 43 sont punies d'une amende de 100 à 2.000 francs (art. 43, § 3).

L'article 32 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse interdit toute reproduction des débats sur les *instances en divorce et en séparation de corps* sous peine de l'amende de 100 à 2.000 francs.

Aucune disposition semblable n'existe dans le dahir sur la presse au Maroc.

1. Ne tombent pas sous le coup de cette prohibition les comptes-rendus des affaires d'injures, Rennes, 17 novembre 1902, *Journal des Parquets*, 1903.2.79. — Des procès pour diffamation envers un directeur d'entreprise faisant publiquement appel à l'épargne ou au crédit, Riom, 7 juillet 1901, *Journal des Parquets*, 1902.2118.

Ces interdictions ont pour but d'éviter qu'une trop grande publicité soit faite à des procès sans intérêt véritable pour le public. Mais l'exploitation du scandale est une source d'enrichissement de certains journaux et la peine de l'amende ne les effraie pas outre mesure. L'accroissement du tirage compense et au delà la peine à encourir.

Enfin, « il est interdit d'ouvrir ou d'annoncer publiquement des souscriptions ayant pour objet d'indemniser des amendes, frais et dommages-intérêts prononcés par des condamnations judiciaires en matière criminelle ou correctionnelle, sous peine d'un emprisonnement de 8 jours à 6 mois et d'une amende de 100 à 1.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement » (art. 44, dahir du 27 avril 1914).

Cette prohibition ne s'applique pas seulement aux journaux, elle s'étend à tout acte patent et notoire ayant pour but de provoquer les citoyens à indemniser un individu condamné judiciairement. On a voulu que par le geste de souscripteur, l'individu ne s'oppose publiquement à une sentence rendue. C'est juste et normal. Il est vrai qu'il y a tant d'autres moyens de s'opposer à une sentence inique !

IV. *Le principe de la libre circulation des périodiques*

1° Cas des journaux imprimés au Maroc.

En principe, les journaux peuvent paraître et circuler librement au Maroc, si toutes les formalités préventives et fiscales ont été remplies.

Les journaux jouissent au Maroc comme en France, d'un tarif réduit de l'Administration des Postes.

2° Cas des journaux publiés en dehors de l'empire chérifien.

La circulation au Maroc de journaux ou écrits périodiques publiés en dehors de l'empire chérifien, pourra être interdite par décision spéciale contresignée par le commissaire résident général de la République française au Maroc.

Les périodiques métropolitains sont soumis à cette interdiction comme publiés « en dehors de l'empire chérifien ». Il est assez pénible pour des Français du Maroc de ne pas pouvoir lire tous les journaux de leur pays, d'autant plus que les ordres d'interdiction sont souvent pris on ne sait trop pourquoi.

« L'impression, la mise en vente ou la distribution faite au mépris de l'interdiction, seront punies d'une amende de 16 à 1.000 francs, en cas de récidive, d'un emprisonnement de 6 jours à 3 mois » (art. 16).

La presse imprimée en langue arabe ou hébraïque est soumise au même régime d'interdiction que la presse étrangère.

V. Des pouvoirs de l'autorité militaire en matière de presse

En vertu de l'ordre du 2 août 1914 (modifié par l'ordre du 7 février 1920), relatif à l'état de siège, en vertu de l'ordre du 25 juillet 1924 (modifié par l'ordre du 29 février 1929) relatif aux pouvoirs de l'autorité militaire, le général commandant supérieur des troupes du Maroc, a le pouvoir d'interdire toute brochure, tout journal, toute affiche, qu'il estime pouvant porter atteinte à la sécurité du corps d'occupation et troubler l'ordre public.

Les bulletins officiels du protectorat sont remplis

d'ordres d'interdiction pris par l'autorité militaire ..., en vertu de mesures relatives à l'état de siège. C'est là un anachronisme incompréhensible. En 1937, l'état de siège existe encore au Maroc ... et cela après 25 ans de protectorat. Il semble inutile d'insister sur l'absence de tout fondement juridique du pouvoir de l'autorité militaire en matière de presse, si l'on admet, comme cela doit être, que le principe même de l'état de siège ne doit plus exister au Maroc.

Tous les termes de ces ordres, toutes les mesures prises en vertu de ces ordres, rappellent les premiers pas de la colonisation d'un pays. On ne nous empêchera pas de penser que depuis 1912, nous avons accompli une œuvre pacificatrice énorme, et que le Maroc pourrait très bien être géré sans avoir recours aux moyens ultimes et très graves découlant de la proclamation d'état de siège.

Rien ne serait peut-être changé, répondra-t-on, car, si l'on ôte le pouvoir d'interdiction à l'autorité militaire, on devra l'accorder à l'autorité administrative. Sans doute, en sera-t-il ainsi, mais à tout le moins, si ces mesures n'auront pas toujours leur raison d'être elles auront l'avantage de ne pas être le produit d'un pouvoir législatif spécial qui ne doit être accordé qu'à bon escient. L'état de siège ne se décrète pas à la légère. Et puis, il n'est pas impossible de penser que lors du transfert des pouvoirs de censure à l'autorité civile, on n'envisage de relâcher un peu les entraves empêchant la presse d'être vraiment libre.

Un très prochain dahir se doit d'enlever à l'autorité militaire, le pouvoir exorbitant et surtout incompréhensible qu'elle détient en vertu de l'article 3 de l'ordre du 2 août 1914, ordre qui est, rappelons-le, relatif à l'état de siège.

Section III

De l'affichage et du colportage

§ 1. *De l'affichage*

La loi française du 29 juillet 1881 a réglementé l'affichage, manifestation écrite et publique de la pensée, avec une libéralité louable. Le dahir marocain ne pouvait prétendre en 1914 à une telle largesse d'esprit.

1. *Affiches officielles.*

Dans chaque municipalité, le président de la Commission municipale et dans les autres localités, le pacha ou le caïd, désigne par arrêtés, les lieux exclusivement destinés à recevoir les affiches des lois et autres actes de l'autorité publique. Il est interdit d'y placarder des affiches particulières.

Les affiches des actes émanés de l'autorité sont seules imprimées sur papier blanc et exemptées du timbre.

Ces dispositions doivent être strictement respectées. Toute infraction à l'article 17 du dahir sur la presse est punie d'une amende de 16 à 300 francs.

2. *Affiches publicitaires.*

a) *Où peut-on apposer des affiches publicitaires ?* — Le dahir du 23 décembre 1926, dont les articles 1 et 2 ont été modifiés par les dahirs du 10 mai 1927, du 14 octobre 1931 et du 12 octobre 1936, et dont l'article 10 a été complété par le même dahir du 12 octobre 1936, constitue la réglementation générale de cette matière.

« Les affiches dites panneaux réclames, affiches,

écrans ou affiches sur portatif spécial et d'une manière générale, *toutes affiches*, quels qu'en soient la nature et le caractère imprimées, peintes ou constituées au moyen de tout autre procédé, à l'exception des affiches officielles, ne pourront être apposées :

« 1^o sur le domaine public de l'Etat et ses dépendances ;

« 2^o à l'intérieur des médina et sur les murailles ou les remparts qui les entourent ;

« 3^o sur les monuments historiques et les sites classés par application du dahir du 3 février 1914 ;

« 4^o sur les édifices religieux de toute nature (art. 1, dahir du 25 décembre 1926, *Bul. off.*, 740, p. 2479).

« A l'intérieur du périmètre municipal des villes nouvelles, ainsi que dans les agglomérations non érigées en municipalités, l'apposition des affiches visées à l'article ci-dessus ne pourra se faire que dans les conditions qui seront déterminées par arrêtés du pacha ou caïd, qui pourra l'interdire sur tout ou partie du domaine public et de ses dépendances.

« Toutefois, en ce qui concerne les voies ou places publiques soumises au régime de l'ordonnance architecturale, conformément aux prescriptions de l'article 2 de notre dahir du 1^{er} avril 1924, relatif au contrôle du service des Beaux-Arts sur certaines demandes en autorisation de bâtir, l'apposition d'affiches sera soumise aux règles édictées à cet effet par arrêté du directeur général de l'Instruction publique, pris sur la proposition du chef du service des Beaux-Arts, après avis conforme du directeur des Affaires indigènes, du directeur de l'Administration municipale ou du chef du service du Contrôle civil ».

Toutes ces affiches sont évidemment soumises à la formalité du timbre.

L'article 3 du dahir de 1926 précise les timbre à coller sur chacune des affiches. Les articles 4 et 5 complètent les dispositions sur les taxes à payer.

b) *Pénalités*. — « Il est dû pour toute affiche non timbrée un droit en sus égal au montant de la taxe annuelle exigible, sans que cette pénalité puisse être inférieure à 500 francs ».

Les droits et amendes sont dus solidairement par les auteurs des affiches et par les propriétaires des murailles sur lesquelles elles se trouvent placées ; le recouvrement des droits et amendes a lieu comme en matière de timbre (art. 6).

« Les infractions aux articles 1 et 2 ou aux arrêtés pris pour leur exécution, rendent leurs auteurs passibles d'une amende de 25 à 1.000 francs (art. 8, décret du 25 décembre 1926), modifié par les dahirs du 10 mai 1927 et 12 octobre 1936.

« Le dahir de 1926 avait voulu punir les contrevenants aux dispositions des articles 1, 2, 3 et suivants, indépendamment des pénalités prévues à l'article 6, dont nous avons parlé ».

Le législateur marocain par son dahir du 10 mai 1927 a pensé qu'il y avait lieu d'éviter la superposition des amendes fiscales et correctionnelles prévues par les articles 6 et 8 du dahir du 25 décembre 1926, pour les infractions aux articles 3 et suivants dudit dahir, lesquels ont pour objet exclusif de majorer l'impôt du timbre afférent aux affiches sur portatif spécial.

On ne peut que l'en féliciter.

L'article 10 du dahir de 1926, ajoute qu'un arrêté du directeur général des Finances déterminera le mode d'application des dispositions dont on a parlé plus haut.

Un dahir du 12 octobre 1936 complétant cet article 10 précise que toute contravention aux dispositions de cet arrêté sera punie d'une amende fiscale de 500 francs.

L'arrêté du directeur général des Finances en date du 25 décembre 1926 (*Bul. off.*, 740, p. 2980), régit l'application du dahir précité.

Il spécifie qu'une déclaration au bureau de l'Enregistrement de la circonscription duquel les affiches doivent être placées est nécessaire.

Il spécifie en outre, qu'on doit au préalable acquitter le droit de timbre prévu.

« La déclaration préalable rédigée en double minute est datée et signée, soit par celui ou ceux dans l'intérêt de qui l'affiche doit être apposée, soit par l'entrepreneur d'affichage ».

Elle doit contenir les énonciations suivantes :

1° le texte d'affiche ;

2° les noms, prénoms et domicile de celui ou de ceux dans l'intérêt desquels l'affiche doit être établie ;

3° les noms, prénoms et domicile de l'entrepreneur d'affichage, etc.

3. *Affiches électorales et politiques.*

a) *Ecrits politiques.* — Le dahir sur la presse, par son article 19, interdit d'afficher, de placarder dans la rue, place ou autres lieux publics, des écrits contenant des nouvelles politiques ou traitant de sujets politiques, sous peine d'une amende de 25 à 500 francs et d'un emprisonnement de 6 jours à un mois, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Si l'on devait réprimer toutes les contraventions à cet article, je crois qu'il y aurait fort à faire, aujourd'hui.

b) *Affiches électorales.* — En période électorale (élections du 3^e Collège), des panneaux placés en des endroits déterminés de la ville se couvrent d'affiches électorales. Chaque candidat a son panneau. Il n'a pas le droit de faire de la propagande par affiches en dehors des quelques mètres carrés de planches qui lui sont octroyés. Toutefois, il est autorisé à user du procédé, assez coûteux peut-être, mais combien utile, du prospectus. De jeunes indigènes courent les rues et distribuent à tout venant des morceaux de papiers verts, jaunes, rouges, vous suppliant de voter pour tel ou tel candidat qui, naturellement, est le seul capable de tout remettre en ordre.

§ 2. *De la liberté de la distribution et du colportage*

Il semblerait logique d'assimiler à la librairie la vente sur la voie publique, ce qu'on appelle le colportage. Par une anomalie, difficilement compréhensible, on exige du colporteur ou du distributeur, une autorisation préalable des présidents de municipalités, dans les villes ou des autorités du contrôle civil dans les autres endroits.

« Nul ne pourra exercer même temporairement, dit l'article 20 du dahir du 27 février 1914, la profession de crieur, de vendeur ou de distributeur sur la voie publique ou dans les lieux ou réunions publics, d'écrits, dessins ou emblèmes, sans autorisation préalable des présidents de municipalités, dans les villes ou des autorités de contrôle local dans les autres endroits ».

Cette autorisation n'est pas accordée d'office. Elle est dispensée au gré des personnes chargées de la donner.

Elle comportera la délivrance d'une carte ou d'un insigne qui devra être présenté à toute réquisition des

agents de l'autorité. Elle pourra être retirée à tout moment (al. 2, art. 20, dahir 1914, modifié par le dahir du 26 juin 1936).

Ceux qui contreviendront à cette formalité, seront condamnés à une amende de 5 à 15 francs ; ils pourront être condamnés, en outre, à un emprisonnement de 1 à 5 jours inclusivement.

En cas de récidive, l'emprisonnement sera nécessairement prononcé.

La déclaration adressée aux autorités dont nous venons de parler, contiendra les nom, prénoms, profession, domicile, âge et lieu de naissance du déclarant qui recevra récépissé de sa déclaration (art. 21).

Les journaux et généralement tous écrits ou imprimés distribués ou vendus sur la voie publique ne pourront être annoncés que par leur titre, sous peine pour le crieur, le distributeur ou le vendeur, d'une amende de 1 à 15 fr. et, en cas de récidive, d'un emprisonnement de 1 à 5 jours (art. 22).

Toutefois, des arrêtés de pacha ou caïds pourront interdire aux crieurs, distributeurs ou vendeurs, d'annoncer, même par leur titre, les écrits, journaux ou imprimés à peine des sanctions prévues plus haut ¹ (art. 22, complété par le dahir du 26 juin 1936).

Inutile de dire que cette disposition n'est pas rigoureusement respectée. Ce qui fait le charme de nos petits vendeurs est, justement, leur façon tout à fait particulière d'annoncer les journaux qu'ils vendent.

1. Exemple : un arrêté du chef des services municipaux de Rabat, en date du 19 décembre 1936 interdit aux crieurs, distributeurs ou vendeurs de journaux, d'annoncer le journal intitulé *Clarté*, la criée de ce journal pouvant troubler le bon ordre et la sécurité publique. On ne voit pas comment, mais...

En conséquence, il est interdit au Maroc, d'annoncer les journaux et autres revues par leur prix.

Il n'est pas possible d'entendre les crieurs jeter dans l'air, l'opinion politique du journal qu'ils essaient de vendre. Nos petits vendeurs ne sont pas autorisés, enfin, à prononcer le nom des auteurs ou des rédacteurs du journal ou de l'écrit vendu sur la voie publique.

Enfin, l'article 23 du dahir sur la presse précise que les colporteurs ou distributeurs de tout écrit ou publication, de tout dessin ou gravure d'un caractère délictueux, seront poursuivis et punis.

Section IV

De la responsabilité civile et pénale en matière de presse

§ 1. *Provocation à commettre des crimes ou des délits*

A. *Provocation suivie d'effet.*

1^o *Eléments constitutifs.* — Outre la publicité et l'intention coupable, la provocation doit, pour tomber sous le coup de l'article 24 du dahir du 27 avril 1914 sur la presse au Maroc, réunir plusieurs conditions. Il faut :

1^o qu'elle ait pour objet un crime ou délit ;

2^o qu'elle ait été suivie d'effet ;

3^o qu'elle soit directe.

Il faut établir :

a) que si la provocation n'a pas été la seule cause qui ait déterminé l'auteur du crime ou du délit à agir, elle a du moins exercé à cet égard une influence appréciable ;

b) que le provocateur avait réellement la volonté de pousser à l'action ;

Le même article 24 fait un *distinguo* entre le crime et le délit.

Pour le crime, il suffit qu'il ait été tenté (art. 24, al. 2).

Le délit n'est punissable au contraire que s'il est consommé.

Cependant, la provocation suivie d'une tentative de délit de vol est punie par l'article 25 du même dahir, comme provocation non suivie d'effet.

2° *Nature de l'infraction. Compétence.* — La provocation suivie d'effet constitue un acte de complicité. « Seront punis comme complices ... » (art. 23).

Le tribunal correctionnel est compétent pour tous les délits de presse (art. 47, 27 avril 1914).

3° *Peines.* — Tout coupable de provocation sera puni en tant que complice du crime ou du délit effectué.

B. *Provocation non suivie d'effet.*

1° *Eléments constitutifs.* — Lorsque la provocation n'a pas été suivie d'effet, le provocateur en l'absence de fait principal auquel son action puisse être rattachée, ne peut plus être considéré comme complice.

Néanmoins, cette provocation est un délit spécial (art. 25, dahir du 27 avril 1914) et elle réunit outre la publicité et l'intention coupable les deux conditions suivantes :

Il faut :

« 1° qu'elle ait eu pour effet d'inciter au vol, soit aux crimes du meurtre, du pillage, de l'incendie, soit à l'un des crimes punis par l'article 435 du Code pénal français, soit à l'un des crimes ou délits contre la sûreté extérieure

de l'Etat prévus par les articles 75 et suivants, jusques et y compris l'article 85 du même Code, soit à l'un des crimes contre la sûreté intérieure de l'Etat prévus par les articles 86 et suivants jusques et y compris l'article 101 du Code pénal français» (art. 25, al. 1 et 2) ;

« 2° qu'elle ait été directe.

2° *Peines.* — La peine prévue pour ce délit de provocation est l'emprisonnement de 1 an à 5 ans et l'amende de 100 à 3.000 francs (art. 25, fin de l'al. 1).

C. *Apologie du vol et de certains crimes.*

1° *Eléments du délit.* — L'apologie est le fait de représenter un acte comme digne d'éloges et d'en féliciter ou d'en glorifier l'auteur.

L'article 25 § 3 du dahir du 27 avril 1914 assimile l'apologie à la provocation non suivie d'effet.

1° Si l'apologie faite est celle du vol, des crimes de meurtres, de pillage, d'incendie ou de l'un des crimes prévus par l'article 435 du Code pénal.

2° Si elle s'est manifestée par l'un des moyens spécifiés dans l'article 24 du dahir sur la presse ;

3° S'il y a enfin intention coupable.

2° *Peines.* — Emprisonnement de 1 an à 5 ans et amende de 100 à 3.000 francs (art. 25, § 1 et 3).

D. *Provocation à des militaires.*

1° *Eléments du délit.* — Cette provocation spéciale, pour être un délit, exige les quatre éléments suivants :

1° qu'il y ait provocation ;

2° que cette provocation ait été faite dans une intention coupable ;

3° qu'elle s'adresse à des militaires des armées de terre ou de mer ;

4^o qu'elle ait pour but de détourner ces militaires de leurs devoirs militaires ou de l'obéissance qu'ils doivent à leurs chefs dans tout ce qu'ils commandent pour l'exécution des lois et règlements militaires, soit encore d'empêcher ou de retarder le départ de jeunes soldats, ou de détourner de leurs obligations militaires tous ceux qui, n'étant pas encore appelés par application à la loi militaire (art. 26, dahir du 27 août 1914).

2^o *Peines.* — La peine applicable dans ces cas de provocation à des militaires soit pour les pousser à la désobéissance, soit pour les faire contrevenir aux règles du devoir militaire, soit enfin pour les inciter à l'insoumission est de 2 à 5 ans de prison et une amende de 100 à 3.000 francs (art. 26).

E. Provocation à des retraits de fonds de caisses publiques.

« Sera puni d'un mois à un an d'emprisonnement et 500 à 1.000 francs d'amende, quiconque, par des faits faux ou calomnieux, servis à desseins dans le public, ou par des voies ou moyens frauduleux quelconques, aura provoqué ou tenté de provoquer des retraits de fonds des caisses publiques ou établissements obligés par la loi à effectuer leurs versements dans les caisses publiques » (art. 30, dahir du 27 avril 1914).

Le dahir sur la presse fait, de cette provocation, un délit contre la chose publique ... mais sans résultat, car de nos jours, toutes les attaques contre la chose publique sont couvertes d'une impunité scandaleuse. Spéculer, provoquer aux retraits de fonds des caisses publiques, exporter des capitaux, tout cela est admis, voire même protégé ... et cela pendant que la France traverse une

crise difficile. Comme le fait justement remarquer M. Hugueney (à son cours) : « la légalité des peines et l'égalité des peines, ces deux conquêtes de la Révolution, ont été battues en brèche, ont été « grignotées ».

§ 2. *Offenses et outrages*

Nous avons déjà parlé de la provocation de militaires à la désobéissance, à l'indiscipline, ou à l'insoumission. Nous n'y reviendrons pas.

Il nous reste à parler des articles 27, 28, 29, 31 et 32 du dahir sur la presse.

A. *L'offense.*

Premier cas. — Offenses envers le Président de la République, Sa Majesté chérifienne, et les princes de sa famille.

1° *Eléments constitutifs.* — Pour que le délit d'offense, prévu par les articles 27 et 28 du dahir du 27 avril 1914, existe, il faut :

1° qu'il y ait une expression outrageante, ou terme de mépris ou une invective, renfermant ou non l'imputation d'un fait déterminé ;

2° qu'elle soit dirigée contre la personne même du Président de la République, de Sa Majesté le Sultan, des princes de sa famille ; mais peu importe qu'elle intervienne à l'occasion de la vie publique ou de la vie privée de ces personnes ;

3° qu'elle ait été commise par l'un des moyens spécifiés dans les articles 24, 31 et 32 du dahir sur la presse.

2° *Remarques.* — Il est à noter que les attaques impersonnelles contre les actes de gouvernement de ces chefs

d'Etat ne constituent pas l'offense prévue par les articles 27 et 28.

L'article 27 a voulu, de plus, assurer aux droits et pouvoirs de la République française au Maroc, une place spéciale. Toute attaque contre ces droits et ces pouvoirs est considérée comme une offense au même titre que l'offense dirigée contre le Président de la République.

Le dahir sur la presse ne réprime pas l'offense par geste. Elle laisse ce soin à l'article 223 du Code pénal.

Remarquons enfin que la preuve de la vérité des imputations offensantes n'est jamais admise, même si l'offense a le caractère d'une diffamation. Cette règle se comprend fort bien.

3^o *Peines*. — Le délit d'offense est puni d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de 100 à 3.000 francs ou de l'une des deux peines seulement (dahir du 27 avril 1914, art. 27).

Deuxième cas. — Offenses envers les chefs d'Etat étrangers (art. 40).

« L'offense commise publiquement envers les chefs d'Etat étrangers sera punie d'un emprisonnement de 3 mois à un an et d'une amende de 100 à 3.000 francs ou de l'une des deux peines seulement ».

Il n'est pas nécessaire qu'un des moyens prévus par les articles 24, 31 et 32 ait été employé. L'offense existe dès qu'elle a été « commise publiquement ». Les termes généraux de l'article 40 comprennent toute sorte d'offense, même celle commise par geste.

La preuve de la vérité de l'imputation offensante n'est jamais admise.

B. *Outrages.*

L'outrage est toute expression de mépris de nature à diminuer le respect des citoyens pour l'autorité morale du fonctionnaire et le caractère dont il est revêtu et tendant dès lors à inculper son honneur et sa délicatesse.

1^o *Les cas d'outrages prévus par le dahir sur la presse.*

— L'outrage est en principe puni en application des articles 222 et 225 du Code pénal ; toutefois, vu la gravité spéciale de certains outrages, le législateur a voulu dans certains cas en faire des délits spéciaux.

L'article 41 prévoit l'outrage commis envers les agents diplomatiques étrangers. Les articles 31 et 32, répriment l'outrage aux bonnes mœurs.

2^o *Protection des agents diplomatiques ou consulaires étrangers.* — « L'outrage commis publiquement envers les agents diplomatiques ou consulaires étrangers, officiellement accrédités ou commissionnés près de Sa Majesté chérifienne, sera puni d'un emprisonnement de 8 jours à un an et de 50 à 2.000 francs d'amende ou de l'une de ces deux peines seulement » (art. 41, dahir du 27 avril 1914).

Il est à noter qu'à la différence de l'article 37 de la loi française du 29 juillet 1884, l'article 41 du dahir sur la presse, protège de l'outrage les agents consulaires étrangers. Cela se conçoit.

La Cour de cassation décide que l'outrage est punissable bien qu'il ne soit pas adressé à l'agent diplomatique à l'occasion de ses fonctions.

3^o *Protection des bonnes mœurs.* — Eléments du délit.

a) L'article 31. Il faut :

1^o que la publication par l'un des moyens énoncés à

l'article 24 du dahir sur la presse ait un caractère obscène ou contraire aux bonnes mœurs ;

2° l'intention, c'est-à-dire la conscience du caractère de l'acte. Peu importe le mobile qui a fait agir l'inculpé.

b) Peines. — Un emprisonnement d'un mois à deux ans et une amende de 16 à 2.000 francs sont appliqués au coupable d'outrage aux bonnes mœurs commis par l'un des moyens de l'article 24 (art. 31).

4° *Outrages aux bonnes mœurs par des imprimés, gravures, objets, etc.* — Instruments du délit :

L'article 32. — Les affiches, dessins, gravures, peintures, emblèmes, objets, images, écrits et imprimés autres que le livre. Les prospectus entrent dans la catégorie des écrits et imprimés.

Que faut-il entendre par livre ? — Nous nous reportons pour répondre à cette question aux indications fournies par M. Poitevin dans le tome III, p. 408 (note 5) de son *Dictionnaire des Parquets*.

« La loi ne donne pas la définition de ce mot ; mais comme le disait M. Duvoux, rapporteur de la loi du 2 août 1882, sur l'outrage aux bonnes mœurs : le bon sens, l'usage, la pratique suffiront à diriger l'appréciation du magistrat et à déjouer toutes les ruses, sous quelque forme que cherche à se dissimuler le délit », *Journ., off.*, du 26 juillet 1882. Il a été jugé qu'on ne peut considérer comme un livre, une brochure de dix pages contenant 250 vers (Trib. Seine, 25 décembre 1882, *Gazette du Palais* 83.1.196). Un écrit consistant en une livraison isolée de quelques pages, destinée à former plus tard un volume avec une longue série de livraisons analogues (Cass., 26 mars 1891, Sirey, 93.1.398).

5^o *Modes de perpétration.* — Le délit est commis :

1^o par la vente ou la mise en vente ou l'offre, même non publique ;

2^o par l'exposition ou l'affichage ;

3^o par la distribution gratuite ou non gratuite sur la voie publique ou dans les lieux publics.

La publicité n'est plus ici (art. 32), un élément du délit dans tous les cas. La vente ou la mise en vente ou l'offre des écrits, imprimés, objets, etc., obscènes ou contraires aux bonnes mœurs, reste un délit même si elles n'ont pas été faites publiquement. Par contre, l'exposition, l'affichage, ou la distribution ne seront punissables qu'autant qu'ils se sont produits sur la voie publique ou dans un lieu public.

L'article 32 du dahir sur la presse n'a pas envisagé comme la loi du 2 août 1882, la *distribution à domicile*.

§ 3. *Diffamation et injure*

A. *Preliminaires.*

1^o *Définitions.* — On définit la diffamation, toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne du corps auquel elle est imputée (art. 33, § 1, dahir 1914).

L'injure consiste dans une expression outrageante, un terme de mépris ou une invective qui ne renferme l'imputation d'aucun fait (art. 33, al. 2, dahir du 27 avril 1914).

2^o *Publicité.* — La diffamation et l'injure constituent des délits quand elles sont publiques. Lorsque la publicité fait défaut, elles deviennent des contraventions de la compétence des tribunaux de simple police.

Les moyens de publicité sont ceux spécifiés dans les articles 24, 31 et 32 du dahir sur la presse.

La diffamation ou l'injure peuvent être verbales ou écrites.

La diffamation ou injure verbale ne constituent un délit que si elles ont été rendues publiques suivant un des moyens énoncés par les articles 24, 31 et 32. Il faut donc :

1° qu'elles soient produites par discours, cris ou menaces ;

2° que ces discours, cris ou menaces aient été *proférés* et non pas seulement tenus ;

3° qu'ils aient été proférés dans les lieux ou réunions publics.

La publicité de la diffamation ou de l'injure par écrit résulte :

1° de la publication à l'aide d'écrits, d'imprimés, de dessins, de gravures, de peintures, d'emblèmes, de placards ou d'images ;

2° de la vente, de la distribution ou de la mise en vente ou encore de l'exposition dans les lieux ou réunions publics de l'instrument de publication.

La publicité fait défaut si la diffamation est contenue dans un acte notoire (Riom, 29 décembre 1903, *Journal des Parquets*, 1906.2.29).

Notons que la circonstance de lieu ou réunion public ne s'applique qu'à l'exposition. La vente, la mise en vente et la distribution suffisent par elles-mêmes à constituer la publication.

D'ailleurs, on trouvera toutes les explications utiles dans l'article 24 qui contient en somme tous les moyens de publicité.

B. *Diffamation.*

1^o *Éléments du délit.* — Le délit de diffamation suppose quatre éléments essentiels, outre la publicité dont nous avons parlé plus haut :

1^o l'allégation ou imputation d'un fait déterminé ;

2^o cette circonstance que ce fait est de nature à porter atteinte à l'honneur ou à la considération d'une personne ou d'un corps ;

3^o l'imputation à une personne ou à un corps déterminé ;

4^o l'intention coupable.

Remarques. — Tout d'abord, notons que le moyen de constater les caractères d'une imputation est de se demander si la *vérité* ou la *fausseté* peut en être établie par une preuve. Si cette preuve est impossible il n'existe point de diffamation.

En second lieu, spécifions que pour que la diffamation porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel il est imputé, il n'est pas nécessaire de rechercher si la victime de l'imputation est honorable et considérée. Ainsi, le fait d'accuser une fille publique de se livrer à la prostitution constitue le délit de diffamation.

D'autre part, si la diffamation doit s'adresser soit à une personne, soit à un corps déterminé, il n'est pas nécessaire que la personne ou le corps soit expressément nommés, mais il faut qu'ils soient suffisamment désignés, pour que le public puisse comprendre contre qui le propos ou l'écrit diffamatoire est dirigé.

Enfin, il faut une intention coupable. Cette intention est présumée, c'est au prévenu de rapporter la preuve contraire.

2° *Diffamation envers les particuliers.* — a) Peines. — « La diffamation commise envers les particuliers par l'un des moyens énoncés aux articles 24, 31 et 32 sera punie d'un emprisonnement de 5 jours à 6 mois et d'une amende de 25 à 2.000 francs ou de l'une de ces deux peines » (art. 36, dahir du 27 avril 1914).

b) Compétence. — Le tribunal de première instance jugeant correctionnellement est compétent.

c) Poursuites. — « Dans le cas de diffamation envers les particuliers prévu par l'article 36 du présent dahir la poursuite n'aura lieu que sur la plainte de la personne diffamée » (art. 48, al. 2).

L'article 60 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse, prévoit que le désistement du plaignant arrêtera la poursuite. Et un arrêt de la Cour de cassation du 3 juillet 1885 (Daloz, 86.1.477), admet que ce désistement produit effet alors même qu'il intervient à l'audience de la Cour d'assises saisie de l'appel.

Le dahir sur la presse ne contient pas de disposition similaire. Il faut en conclure que même s'il y a retrait de plainte, les poursuites continuent comme pour tous les autres délits.

3° *Diffamation envers les corps constitués, les fonctionnaires publics, les jurés et les témoins* (art. 34, 35 et 48, dahir sur la presse). — a) Peines. — « Sera punie d'un emprisonnement de 8 jours à un an et d'une amende de 100 à 3.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, toute diffamation commise par l'un des moyens énoncés en les articles 24, 31 et 32 ; envers les Cours et tribunaux, les armées de terre et de mer, les corps constitués et les administrations publiques tant de France que du Maroc ; et toute diffamation commise à raison

de leurs fonctions ou de leur qualité, envers un ou plusieurs membres du ministère, un ou plusieurs membres de la Chambre, un fonctionnaire public, un dépositaire ou agent de l'autorité publique, un citoyen chargé d'un service ou d'un mandat public temporaire ou permanent, un assesseur ou un témoin à raison de leur déposition ».

b) *Compétence.* — Les tribunaux de première instance jugeant correctionnellement sont compétents (art. 47).

C. *Injures.*

1° *Éléments constitutifs du délit.* — Il faut :

1° qu'il y ait une expression outrageante ou un terme de mépris ou une invective ;

2° que cette expression ou cette invective s'adresse à une personne ou un corps déterminé ;

3° qu'il y ait intention coupable.

Il faut d'ailleurs que l'injure ait été commise verbalement ou par écrit ; l'injure publique par geste ne tombe sous l'application d'aucun texte (Alger, 16 août 1890, loi du 27 décembre 1890).

Le dahir de 1914, pas plus que la loi de 1881 n'a déterminé quelles expressions on doit regarder comme outrageantes ou comme constituant l'invective et le terme de mépris. C'est donc une question de fait, laissée à l'appréciation des tribunaux.

M. Poitevin fait remarquer :

1° qu'il n'est pas indispensable, pour qu'une expression constitue une injure, qu'elle soit de nature à porter atteinte à l'honneur ou à la considération ; le caractère outrageant peut résulter simplement de sa violence ou de sa grossièreté ;

2° qu'il faut tenir compte, dans l'appréciation des expressions employées, du sens qui leur est donné dans la localité ;

3° qu'un mot tout à fait inoffensif ou indifférent en soi peut, suivant l'intention de l'auteur, le public auquel il s'adresse et les idées que ce public y attache, constituer une véritable injure.

De même que la diffamation, l'injure doit s'adresser aux corps et personnes désignés par les articles 34 et 35.

Elle doit avoir été entourée des moyens de publicité prévus en les articles 24, 31 et 32. Nous avons déjà parlé de cette publicité.

« Si l'injure n'est pas publique, elle ne sera punie que de la peine prévue par l'article 479 § 8 du Code pénal français » (art. 37, al. 3). L'injure est alors une contravention de tapage injurieux et devient de la compétence des tribunaux de simple police.

2° *Injures envers les particuliers.* — a) Conditions. — Il faut que l'injure ne soit précédée d'aucune *provocation*.

Caractère de la provocation :

Il appartient aux tribunaux de statuer souverainement sur l'existence des faits d'où l'on veut la faire résulter. Mais la Cour de cassation a le droit d'apprécier si ces faits ainsi déclarés constants peuvent constituer l'excuse de provocation (Cass., 28 février 1890, Sirey, 91.141).

b) Peines. — « L'injure commise par l'un des moyens énoncés en les articles 24, 31 et 32, envers les particuliers, lorsqu'elle n'aura pas été précédée d'aucune provocation, sera punie d'un emprisonnement de 5 jours à deux mois et d'une amende de 16 à 300 francs ou de l'une de ces deux peines seulement » (art. 37, § 2).

3° *Injures envers les corps constitués et les fonctionnaires publics.* — Peines. — « L'injure commise par l'un des moyens énoncés en les articles 24, 31 et 32, envers les corps et les personnes désignées par les articles 34 et 35 (Voir *infra*, à diffamation, p. 86), sera punie d'un emprisonnement de 6 jours à 3 mois et d'une amende de 16 à 500 francs ou de l'une de ces deux peines seulement » (art. 37, § 1).

D. Preuve du fait diffamatoire.

Précisons, tout d'abord, qu'en aucun cas le prévenu ne peut être admis à prouver la vérité des injures, sauf si l'imputation injurieuse est établie contre les directeurs ou administrateurs de toute entreprise industrielle, commerciale ou financière, faisant publiquement appel à l'épargne et au crédit.

Ajoutons ensuite que la preuve du fait diffamatoire ne peut être rapportée contre de simples particuliers.

« La vérité du fait diffamatoire *mais seulement quand il est relatif aux fonctions*, pourra être établie par les voies ordinaires dans le cas d'imputation contre les corps constitués, les armées de terre et de mer, les administrations publiques et contre les personnes énumérées en l'article 35, c'est-à-dire envers les membres du ministère, un ou plusieurs membres de la Chambre, un fonctionnaire public, un dépositaire ou un agent de l'autorité publique, un citoyen chargé d'un service ou d'un mandat public temporaire ou permanent, un assesseur ou un témoin à raison de déposition » (art. 38 § 1).

« Si la preuve est rapportée, le prévenu est renvoyé des fins de la plainte » (art. 37 § 3).

L'article 37, dans son § 3, laisse aussi au poursuivant la possibilité de rapporter la preuve contraire.

Notons enfin, que si le fait imputé est l'objet, soit de poursuites commencées à la requête du ministère public, soit d'une plainte du prévenu, il est, durant l'instruction qui doit avoir lieu, sursis à la poursuite et au jugement du délit de diffamation.

La preuve des faits diffamatoires est interdite à l'égard :

- 1° des simples particuliers ;
- 2° du président de la République ;
- 3° de Sa Majesté chérifienne et des princes de sa famille ;
- 4° des chefs d'Etat et agents diplomatiques ou consulaires étrangers ;

Elle est permise à l'égard des corps constitués, des personnes protégées par les articles 34 et 35, et des directeurs d'entreprises industrielles, commerciales ou financières, suivant les règles tracées par l'article 38.

L'article 39. — Diffamations et injures dans les correspondances postales ou télégraphiques circulant à découvert.

« Quiconque aura expédié par l'Administration des Postes et Télégraphes une correspondance à découvert, contenant une diffamation, soit envers des particuliers, soit envers les corps ou les personnes désignées aux articles 27, 28, 34, 35, 40 et 41, sera puni d'un emprisonnement de 5 jours à 6 mois et d'une amende de 25 à 3.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

« Si la correspondance contient une injure, cette expédition sera punie d'un emprisonnement de 5 jours

à 2 mois et d'une amende de 16 à 300 francs ou de l'une de ces deux peines seulement » (art. 39, dahir du 27 avril 1914).

§ 4. *Fausses nouvelles*

1° *Éléments du délit.*

Quatre conditions doivent être remplies pour que le délit prévu par l'article 29 du dahir du 27 avril 1914 puisse exister.

Il faut :

1° qu'il s'agisse, soit de fausses nouvelles, soit de pièces fabriquées, falsifiées ou mensongères attribuées à des tiers ;

2° qu'il y ait eu publication ou reproduction ;

3° que cette publication ou cette reproduction soit *de nature à troubler la paix publique* ;

4° que cette publication ou reproduction ait été faite de mauvaise foi, c'est-à-dire que le prévenu ait eu l'intention de publier la nouvelle et qu'il ait su que la nouvelle était fausse.

Tout d'abord, notons que la publicité doit être faite soit verbalement, soit par écrit, mais que peu importe le moyen par lequel elle a été réalisée.

D'autre part, spécifions au sujet de la reproduction, qu'il importe peu que celui qui a lancé la nouvelle l'ait lancée le premier dans la circulation ou qu'un autre l'eut déjà fait avant lui.

Enfin, remarquons que « le trouble apporté à la paix publique, doit s'entendre non seulement d'un *trouble matériel*, d'une émeute, d'une rixe etc..., mais encore d'un *trouble moral* assez profond pour impressionner

gravement l'esprit public et pour s'accuser par certains faits extérieurs, notamment par un arrêt des transactions, par une baisse des fonds publics, etc... ».

2^o *Peine.*

Ce délit est puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 50 à 1.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement (art. 29).

Remarque.

Des textes spéciaux du Code pénal continuent à punir les fausses nouvelles, propagées dans le but d'opérer la hausse ou la baisse des prix (art. 419 et 420), d'obtenir des versements ou des souscriptions (art. 15, l. 24 juillet 1867).

Si le fait tombe à la fois sous l'application de l'article 29 du dahir sur la presse et de la loi spéciale, c'est en vertu de cette dernière que la poursuite doit être exercée, puisqu'il est de principe, que, à moins d'abrogation expresse, les lois spéciales dérogent aux lois générales même postérieures.

§ 5. *Règles sommaires de procédure*

« La poursuite (des délits de presse) aura lieu conformément aux dispositions du chapitre du titre 1^{er} du livre II du Code d'instruction criminelle, sauf les modifications suivantes... ».

Voilà ce que précise l'article 48 § 1 du dahir du 27 avril 1914 sur la presse au Maroc. Tout ce qui concerne la procédure des délits de presse relève donc du droit pénal et il nous suffira de renvoyer aux textes sans avoir à trop insister sur cette question.

Néanmoins, l'article 48 dans la fin de son 1^{er} paragraphe ajoute : « Sauf les modifications suivantes ».

Brièvement, essayons d'étudier ces dérogations qui sont en principe une garantie supplémentaire de la liberté de la presse.

On a déjà dit que le délit de presse est un délit de publicité. En étudiant la responsabilité du gérant, nous avons précisé que seul, il était poursuivi en cas de diffamation contenue dans son journal. Nous avons ajouté combien il était regrettable que l'écrivain n'endosse pas une part de la responsabilité dans l'expression de sa pensée et combien il était lâche pour un écrivain rédigeant un article diffamatoire, de se calfeutrer derrière l'anonymat. Et cela d'autant plus que souvent le gérant a pu ne pas avoir connaissance de l'article qui sera incriminé.

En principe donc, la poursuite est dirigée contre le gérant ou l'éditeur ; l'auteur, l'écrivain ou le dessinateur seront punis comme complices, s'ils ont signé leurs actes. L'imprimeur, lui, est entièrement irresponsable. On suppose qu'il ne lit pas ce qui sort de ses presses. Toutefois, sous peine d'amende, et même de prison en cas de récidive (art. 2), l'imprimeur est tenu de mentionner son nom et son domicile sur tout ce qui sort de ses presses.

Le droit de poursuite. — Voyons maintenant à qui appartient le droit de poursuite.

Le ministère public et le droit de poursuite. — Comme pour toutes les infractions, le ministère public est l'organe de la poursuite. Il y a cependant d'importantes exceptions. Nous les étudierons plus loin.

Le ministère public agit librement lorsqu'il s'agit de publications interdites, d'outrages aux bonnes mœurs,

d'offense envers le président de la République, Sa Majesté chérifienne ou les princes de sa famille, les ministres, dans les cas d'attaques visant les droits et les pouvoirs de la République française au Maroc et enfin dans les cas de provocation aux crimes et aux délits.

Dans tous ces cas, le parquet peut mettre l'action judiciaire en mouvement sans même qu'une plainte préalable soit déposée. Le parquet reste toutefois subordonné à l'autorité du Garde des Sceaux.

Diffamation envers les particuliers. — « Dans le cas de diffamation envers les particuliers, prévu par l'article 36 du dahir de 1914 sur la presse et dans le cas d'injure prévu par l'article 37 § 2, la poursuite n'aura lieu que sur la plainte de la personne diffamée ou injuriée » (art. 48 § 2).

Diffamation envers les Cours, tribunaux, armées, etc. — « Dans le cas d'injure ou diffamation envers les Cours, les tribunaux et autres corps indiqués en l'article 34, la poursuite n'aura lieu que sur une délibération prise par une *assemblée générale* et requérant les poursuites, ou, si le corps n'a pas d'assemblée générale, sur la plainte du chef duquel ce corps relève » (art. 48 § 3).

Le corps constitué forme une individualité indépendante de ses membres (Cass., 2 avril 1878).

Diffamation envers les fonctionnaires publics, les dépositaires ou agents de l'autorité et les citoyens chargés d'un service ou d'un mandat public. — « La poursuite aura lieu soit sur leur plainte, soit sur celle du chef dont leur service relève » (art. 48 § 4).

Diffamation envers un assesseur ou un témoin. — « La poursuite n'aura lieu que sur la plainte de l'assesseur ou du témoin » (art. 48 § 5).

Offense envers les chefs d'Etats et agents diplomatiques étrangers. — « Dans le cas d'offense ou outrage prévu par les articles 40 et 41 du dahir du 27 avril 1914 sur la presse au Maroc, la poursuite aura lieu, soit à la requête de l'offensé ou de l'outragé, soit d'office, sur la demande adressée au ministre des Affaires étrangères de la République française ou au Commissaire Résident Général à Rabat ».

Les pouvoirs du ministère public sont donc bien réduits par les nombreux cas dans lesquels la plainte préalable est nécessaire. Souvent il est plus intéressant pour la victime d'une diffamation ou d'une injure de garder le silence, soit que ces dernières soient fondées, soit même qu'elles ne le soient pas. Il suffira qu'il y ait dans la diffamation une part de vérité, comme c'est presque toujours le cas, pour que le diffamé préfère ne pas l'entendre étaler à la barre.

Comme le fait remarquer M. Moye¹ « ici encore, la liberté de la presse passe avant les intérêts privés et l'on peut même dire que le législateur estime la protection du journaliste et de l'écrivain plus importante que celle du fonctionnaire et même des particuliers ».

Au fond, il vaut bien mieux dans l'intérêt même du diffamé que le parquet ne puisse pas intervenir de son plein gré. La plainte préalable n'est sûrement pas une mauvaise chose.

1. *Op. cit.*, p. 141.

Spécifions enfin, que la plainte préalable n'est soumise à aucune forme ; elle doit seulement être écrite.

Procédure introductive d'instance. — La plainte ayant été déposée que se passe-t-il ?

Une citation devant le tribunal de première instance, jugeant correctionnellement, devra être faite avant que 5 mois se soient écoulés (la prescription en matière de délit de presse est de 5 mois (art. 53).

« La citation (qu'elle émane du parquet ou de la partie civile), précisera et qualifiera le fait incriminé. Elle indiquera le texte du dahir applicable à la poursuite, le tout à peine de la nullité de ladite poursuite » (art. 49 dahir du 17 avril 1914).

Des cas où la preuve du fait diffamatoire est possible. — On sait que l'article 38 § 1 autorise la preuve du fait diffamatoire, mais seulement quand il est relatif aux fonctions dans le cas d'imputation contre les corps constitués, les armées de terre et de mer, les administrations publiques, le, ou les membres du ministère, le, ou les membres de la Chambre, un fonctionnaire public, un dépositaire ou agent de l'autorité publique, un citoyen chargé d'un service ou d'un mandat temporaire, un assesseur ou un témoin à raison de leur déposition.

On sait aussi que l'article 38 § 2 autorise à prouver la vérité des imputations diffamatoires et injurieuses contre les directeurs ou administrateurs de toute entreprise, industrielle, commerciale ou financière, faisant publiquement appel à l'épargne ou au crédit.

Dans ces cas, prévus par l'article 38 § 1 et 2 « le prévenu devra, dans les 5 jours qui suivront la notification de la

citation, faire signifier au ministère public, près le tribunal, ou au plaignant, au domicile par lui élu, suivant qu'il est assigné à la requête de l'un ou de l'autre :

« 1^o les faits articulés et qualifiés dans la citation desquels il entend prouver la vérité ;

« 2^o la copie des pièces ;

« 3^o les noms, professions et demeures des témoins par lesquels il entend faire sa preuve.

« Cette signification contiendra élection de domicile près le tribunal, le tout à peine d'être déchu du droit de faire la preuve » (art. 50, dahir du 27 avril 1914).

Le délit de presse est, nous l'avons déjà dit, de la compétence des tribunaux de première instance, statuant en matière correctionnelle. La procédure à l'audience est la même que pour les délits correctionnels. Le jugement est rendu par ces tribunaux en la forme ordinaire des jugements correctionnels.

Appel peut être interjeté devant la Cour dans le délai de 10 jours. Si le tribunal a rendu un jugement de défaut, le prévenu peut faire opposition à ce jugement.

La Cour statue en dernier ressort.

Le prévenu peut, en tout dernier lieu, se pourvoir en cassation.

Nous n'insisterons pas plus longtemps sur la procédure des délits de presse puisque, après le jugement du tribunal de première instance, cette procédure est identique à celle suivie pour tous les délits correctionnels.

Notons en dernier lieu, que : « l'action civile résultant des délits de diffamation prévus au dahir du 27 avril 1914 sur la presse, ne pourra, sauf dans le cas de décès de l'auteur incriminé, ou d'amnistie, être poursuivie séparément de l'action publique » (art. 52).

§ 6. *Peines et prescriptions*

En France, la loi de 1881 sur la presse précise :

1^o que la récidive n'existe pas en matière d'infraction de presse (art. 63) ;

2^o que le juge, s'il y a des circonstances atténuantes, ne doit pas prononcer une peine excédant la moitié de celle édictée par la loi (art. 64), c'est-à-dire la moitié du maximum déterminé par le texte applicable.

Ce sont là deux exceptions aux règles du droit pénal, en faveur de la presse.

Au Maroc, rien de tel. La sévérité est la règle. Néanmoins, « l'article 463 du Code pénal est applicable dans tous les cas du présent dahir », dit l'article 51.

La prescription. — Le législateur a volontairement établi une prescription courte. En France, elle n'est que de trois mois (art. 65, loi de 1881). Au Maroc, l'« action publique et l'action civile résultant de crimes, délits, contraventions prévues en matière de presse, se prescrira après cinq mois révolus, à compter du jour où ils auront été commis, ou du jour du dernier acte de poursuite s'il en a été fait » (art. 53, dahir du 27 avril 1914).

On a voulu en restreignant la durée de la prescription, éviter de faire de la publicité à certaines affaires diffamatoires, étouffer des scandales passés et déjà oubliés.

Il est évident que tout acte de poursuite interrompt automatiquement cette prescription.

§ 7. *Immunité de certaines publications*

En France, l'article 41 de la loi de 1881 sur la presse prévoit un certain nombre de cas où le délit de presse ne peut pas se commettre, aussi violents et injurieux que soient les paroles prononcées ou les écrits publiés.

Aucune action n'est possible à raison des discours et écrits parlementaires. C'est là une application de l'immunité constitutionnelle. Elle ne s'applique qu'au Parlement.

Une même impunité est accordée aux comptes rendus des séances publiques des deux Chambres, faits de bonne foi dans les journaux.

Enfin, la loi de 1881 couvre d'une impunité différente, les débats judiciaires.

Au Maroc, l'article 45 du dahir du 27 avril 1914 sur la presse n'accorde l'impunité qu'à la publication des débats judiciaires.

Principe. — « Ne donneront lieu à une action en diffamation, injure ou outrage, ni le compte rendu fidèle, fait de bonne foi, des débats judiciaires, ni les discours prononcés ou les écrits produits devant les tribunaux ».

Cette impunité est accordée pour sauvegarder les droits de la défense. L'avocat peut, en principe, tout dire sans crainte. Il peut, en plaidant, faire les allégations les plus graves et la presse peut reproduire tout ce qu'il dit.

Restriction. — Heureusement que l'article 41 s'il établit le principe y apporte une légère restriction.

« Pourront néanmoins, les juges saisis de la cause et statuant sur le fond, prononcer la suppression des discours injurieux, outrageants, diffamatoires, et condamner qu'il appartiendra à des dommages-intérêts ». De plus :

« Les juges pourront aussi, dans le même cas, faire des injonctions aux avocats et même les suspendre de leur fonction ».

La durée de suspension ne pourra excéder deux mois et six mois en cas de récidive dans l'année (art. 41 § 2).

D'autre part, « les faits diffamatoires étrangers à la cause, pourront donner ouverture, soit à l'action publique, soit à l'action civile des parties, lorsque les actions leur auront été réservées par les tribunaux et, dans tous les cas, à l'action civile des tiers » (art. 41 § 3).

En résumé, l'article 45 assure la plus grande garantie possible au droit de la défense, mais n'accorde pas tout de même le droit de faire du mal à autrui sans raison d'être.

La peine prévue au § 2 de l'article 45 contre l'avocat assez lâche pour diffamer publiquement, volontairement, de mauvaise foi, le tiers sans défense ou même son adversaire, pourrait sensiblement être augmentée.

Un barreau propre n'a que faire de ceux qui se battent contre le vent.

§ 8. *Compétence*

Le juge naturel des délits de presse est le tribunal de première instance.

« Toutes les infractions prévues par le dahir sur la presse et réprimées de peines supérieures à 15 francs d'amende et à 5 jours d'emprisonnement seront de la

compétence des tribunaux de première instance jugeant correctionnellement » (art. 47).

Il est permis, ici, de faire valoir la règle de compétence instaurée par le dahir de 1914 et de critiquer la formule du jury imposée par la loi de 1881 en France.

Si les hommes jugent peut-être plus humainement que les juristes, lors d'assises criminelles, il est certain qu'ils jugent — il ne peut pas en être autrement — partialement lorsqu'il s'agit de délits de presse. Le magistrat, lui, est, en principe, au-dessus de ce doute de partialité.

Conclusion. — En France, la loi de 1881, puis celle de 1907, ont fait disparaître les mesures fiscales et les mesures préventives qu'avait établies l'ancienne législation sur la presse. On n'a conservé que les mesures répressives, destinées à punir les délits commis en cette matière.

Au Maroc, le dahir de 1914 et les dahirs ayant modifié le dahir fondamental ont conservé les mesures fiscales, les mesures préventives et les mesures répressives existant, d'une manière générale, dans la législation française sur la presse avant 1881.

Dès lors, on comprendra qu'il nous est difficile de conclure à l'existence complète de la liberté de la presse dans ce pays.

Si par impossible, on croit ne pas devoir supprimer la mesure fiscale représentée par le cautionnement ; si par impossible, on croit ne pas devoir toucher à la réglementation préventive, n'est-il pas profondément utile de réorganiser les méthodes répressives en matière de presse au Maroc.

Nous avons déjà dit combien nous sommes satisfait de la formule marocaine, accordant aux tribunaux correc-

tionnels de première instance, la compétence des délits de presse. Nous avons déjà dit combien nous voulons voir réprimer sévèrement les fausses nouvelles, les atteintes au crédit de l'Etat ainsi que tous les délits commis par voie de presse. Et nous n'insisterons pas.

Mais à côté des sanctions pénales, il y a les sanctions militaires. L'autorité militaire a pleins pouvoirs en matière de presse. L'article 3 de l'ordre du 2 août 1914 sur l'état de siège est susceptible d'interprétations tellement nombreuses. Nous voudrions, s'il n'est pas possible d'accorder à la presse au Maroc, la liberté qu'elle possède en France, que l'on donnât à la pensée une possibilité d'expansion un peu plus grande, un peu plus libre. La pensée ne se développe et n'atteint au génie qu'en terre libre. On ne la commande pas, on ne la dirige pas non plus.

En période d'état de siège, la liberté de pensée ne peut pas exister. Lorsque l'état de siège est nécessaire, il faut y recourir, même si la pensée en souffre.

Mais si l'état de siège n'est pas utile, il faut laisser à la pensée toutes ses possibilités de développement, toute sa liberté.

CHAPITRE V

LA LIBERTÉ DE L'ENSEIGNEMENT

Dès les débuts du protectorat on eut à se poser et à résoudre quatre problèmes scolaires :

1° donner aux Français le même enseignement que celui qui est donné dans la métropole ;

2° assimiler, franciser, les Européens non Français en leur donnant le même enseignement qu'aux Français ;

3° développer l'enseignement musulman tout en respectant les coutumes et la culture traditionnelle de nos protégés ;

4° diriger l'instruction des israélites en donnant satisfaction à leur appétit de connaissances.

Nous ne traiterons dans ce chapitre que de l'enseignement donné aux étrangers, c'est-à-dire aux Français et aux Européens non Français.

Soulignons cependant, en passant, la grande œuvre accomplie par la France dans le domaine de l'enseignement musulman. Des collèges viennent encore d'être inaugurés cette année par le Général Noguès, résident général, que la question de l'enseignement préoccupe au plus haut point.

Il n'empêche qu'il reste encore beaucoup à faire dans ce domaine, car il semble inutile de dire que nous sommes de ceux qui pensent qu'on ne colonise qu'en instruisant, qu'en éduquant, qu'en assimilant.

En effet, malgré le nombre grandissant des jeunes indigènes allant à l'école (2.827 en 1920 ; 17.863 en 1936), il n'en reste pas moins vrai que la proportion d'enfants instruits par rapport à la population d'enfants indigènes est plus qu'infime.

L'enseignement israélite confié à l'Alliance israélite (convention du 19 juillet 1924, modifiée en 1928) reste sous le contrôle de la direction générale de l'Instruction publique. Les effectifs scolaires qui s'élevaient à 5.863 en 1923-1924 atteignaient en 1935-1936 14.822.

Néanmoins, 10.000 enfants réclament encore une place à l'école. Comment les accueillir et les éduquer ? C'est un des gros problèmes de l'heure présente.

Section I

Exposé sommaire de l'enseignement public européen au Maroc¹

Sauf de légères modifications de détail, c'est l'échelle scolaire de France avec ses programmes officiels qu'on a mis à la disposition de tous les Européens du Maroc.

a) *Enseignement européen du premier degré.*

Des écoles de garçons et de filles ont été créées dans

1. Sur ce sujet l'excellente *Revue Nord-Sud*, numéro de Noël 1936, *L'oeuvre d'éducation et d'enseignement au Maroc*.

tous les centres de peuplement européens. Les grandes villes possèdent plusieurs écoles de ce genre.

L'importance de cet enseignement peut facilement s'évaluer à l'accroissement formidable de ses effectifs scolaires de 1912 à 1935 (1.000 à 29.000 élèves).

Cette progression énorme a posé à la direction générale de l'Instruction publique des problèmes nombreux à savoir :

1° *L'établissement de la carte scolaire du Maroc.* — Pour les enfants de colons et de certains agents isolés dans le bled des « internats » primaires ont été créés à Rabat, Berkane, Mechra-bel-Ksiri, Meknès, Fez, Casablanca, Mazagan.

2° *Le recrutement et la formation du personnel.* — Actuellement, le recrutement se fait, en principe, au Maroc même, grâce à l'organisation, depuis 1928, de sections normales dans les lycées de Rabat.

3° *L'adaptation de l'enseignement aux réalités marocaines.* — Les conclusions de la *Revue Nord-Sud* à propos de cet enseignement sont d'une grande exactitude. Nous les reproduisons bien volontiers ici : « L'essentiel a été fait pour l'enseignement primaire et si, grâce à une politique scolaire hardie adaptée au pays, grâce à la qualité et au dévouement du personnel, grâce à une attention constante, à un emploi judicieux des crédits, le niveau des études est excellent et en tous points comparable à celui qu'on peut trouver en France dans les départements les plus favorisés, il reste néanmoins beaucoup à faire encore. Il convient de faire sur ce point confiance au gouvernement ; l'instruction primaire est aujourd'hui indispensable à tous, surtout dans un pays où les Européens et en particulier les Français, se doivent d'être

intellectuellement et moralement au moins les égaux de nos protégés. Et il n'est point de dépenses plus utiles, — au sens élevé du mot — et d'une générosité plus clai-voyante que celles qui sont consacrées aux enfants ».

b) *L'enseignement du second degré.*

Cet enseignement est donné dans les lycées ou collèges.

De même que dans l'enseignement du premier degré, la poussée des effectifs fut prestigieuse, énorme (2.039 en 1920, 9.220 en 1936).

« Cet enseignement a pris, dès le départ, un développement disproportionné au regard des autres. On n'avait, malheureusement pas assez tenu compte des aptitudes des enfants et cet engouement a valu à nos sections secondaires une clientèle nombreuse certes, mais peu apte à profiter de l'enseignement qu'on y donne. Il a fallu freiner ; on ne conseillera jamais assez aux parents de bien réfléchir avant d'orienter leurs enfants dans telle branche ou telle autre de l'activité scolaire ».

On a créé des sections : pratiques, commerciales, industrielles, ménagères, qui se développent avec rapidité.

Notons que les diverses branches de l'enseignement du second degré se pénètrent les unes les autres et qu'il est possible aux bons élèves de l'enseignement primaire d'entrer de plein pied dans l'enseignement secondaire.

Le Maroc a fait preuve d'initiative heureuse, puisque sur ce point, il était en avance sur la France.

Du point de vue de leur aménagement, nos lycées ou collèges (externats ou internats), n'ont rien à envier à ceux de France. Le contraire se comprendrait presque.

Quant au personnel, il est recruté dans les mêmes condi-

tions qu'en France, parmi les licenciés et les agrégés d'Universités.

Dans l'enseignement du second degré, il faut faire entrer aussi l'enseignement professionnel, qu'on donne surtout dans l'excellente Ecole industrielle et commerciale de Casablanca. Nous avons déjà précisé que des sections pratiques, industrielles et commerciales existaient aussi dans certains collèges.

c) *L'enseignement supérieur.*

Pour un pays en voie de peuplement rapide comme le Maroc et pourvu d'un système complet d'enseignement du premier et du second degré, il était tout à fait utile de prévoir un enseignement supérieur.

Cet enseignement est plutôt consacré à la propagation de connaissances d'intérêt local (langue arabe, berbère, ethnographie, histoire, etc.) du Maroc.

Cet enseignement est donné à Rabat à l'Institut des Hautes Etudes marocaines. Il existe à cet institut une section d'Etudes juridiques qui prépare à la capacité en droit et à la licence en droit. De l'avis des professeurs des Facultés de France venant faire passer les examens de droit, en juin, les étudiants du Maroc feraient dans les Facultés françaises figure d'assez bons élèves.

Il n'y a qu'une session d'examen, la session de juin. Nous osons espérer que très prochainement on fera droit aux doléances de la jeunesse universitaire marocaine, et qu'une session d'octobre aura lieu à Rabat.

Enfin une classe de première supérieure dirigée par M. Beurieux, existe au lycée de Rabat. Elle prépare à certains certificats de licence de lettres. A Casablanca, une classe de mathématiques spéciales a été créée. M. Alméras en est le professeur.

Peut être aura-t-on bientôt à Rabat une préparation au P.C.B., c'est-à-dire au certificat permettant de poursuivre les études médicales et pharmaceutiques (lors de son passage à Rabat, en mars 1937, M. le sous-secrétaire d'Etat aux recherches scientifiques, M. Jean Perrin, nous le laissait espérer).

Signalons en passant, que parallèlement à l'Institut des Hautes Etudes marocaines, l'Institut scientifique chérifien organisé en mars 1921, centralise les recherches de sciences naturelles, relatives au Maroc : géologie, météorologie, botanique, zoologie, etc.

Une bibliothèque générale fort importante, et en voie d'accroissement continu, a été installée dans le voisinage de l'Institut des Hautes Etudes marocaines.

Section II

L'enseignement privé européen au Maroc

L'enseignement privé au Maroc a été réglementé par les dahirs des 14 octobre 1919, 14 septembre 1921, 29 octobre 1921.

A. L'enseignement du premier degré.

Il peut être créé ou entretenu au Maroc, par tout particulier ou association des écoles primaires privées à l'usage des étrangers (art. 1, dahir du 14 octobre 1919). Le principe est bien établi : la liberté de l'enseignement du premier degré existe dans l'empire chérifien.

1° *Les conditions d'ouverture d'une école privée.* — L'ouverture d'une école privée doit être autorisée par arrêté du grand vizir, après avis du Conseil de l'enseigne-

ment. Ce conseil institué par dahir du 15 octobre 1919 est présidé par le directeur général de l'Instruction publique et composé d'universitaires, de magistrats, de fonctionnaires et de représentants de l'enseignement privé.

Les articles 3 à 7, 17 à 21 indiquent les conditions de diplômes, d'âges, de moralité, etc., nécessaires pour obtenir cette autorisation.

2° *Le contrôle du directeur général de l'Instruction publique.* — Les directeurs d'écoles privées sont tenus d'adresser, chaque année, à la direction de l'enseignement, des renseignements statistiques sur le nombre de leurs élèves et leur répartition par classe et par nationalité, ainsi que sur la composition du personnel de leur école (art. 11).

Les écoles privées sont soumises à l'inspection et au contrôle des mêmes autorités que les écoles publiques (art. 12).

Toutefois, l'inspection ne porte que sur la moralité, l'hygiène, la salubrité. Les inspecteurs doivent néanmoins vérifier si l'enseignement donné n'est pas contraire à la morale ou aux lois et si l'enseignement spécial de langue française est donné dans les conditions prescrites aux articles 8 et 9 du dahir.

Cette obligation d'enseigner la langue française a été une excellente chose. Surtout si l'on pense aux nombreuses écoles privées italiennes ou autres.

Les inspecteurs contrôlent aussi la tenue des registres prévus à l'article 10.

Ils dressent procès-verbal des infractions qu'ils constatent.

Le directeur général de l'Instruction publique peut exercer un contrôle d'autant plus efficace qu'il possède le

droit de prendre des sanctions disciplinaires contre les membres de l'enseignement privé : blâmes, avertissement, suspension temporaire (art. 29).

Seul, le directeur d'école nommément désigné et autorisé à agir comme tel, est responsable aux yeux du directeur général de l'Instruction publique. Le directeur général ne veut et ne peut connaître que les directeurs de chacune des écoles privées.

3° *Sanctions d'ordre pénal.* — A côté des sanctions disciplinaires prévues par les articles 29 à 31, il existe des sanctions pénales.

Quiconque ouvre ou dirige sans autorisation une école primaire privée est puni d'une amende de 100 à 1.000 fr. S'il y a récidive, l'amende est de 500 à 3.000 fr. et il peut y être ajouté un emprisonnement de 6 jours à un mois. Dans tous les cas, l'école est fermée (art. 22).

Des sanctions sont prévues contre les directeurs refusant de se soumettre à l'inspection des autorités compétentes ; contre les directeurs employant un personnel ne remplissant pas les conditions requises pour enseigner, etc.

« Les tribunaux français sont seuls compétents pour connaître de la répression des infractions au dahir sur la liberté de l'enseignement privé. L'article 463 du Code pénal peut être appliqué en toute hypothèse » (art. 28).

Tous les directeurs d'école d'enseignement privé, les membres de cet enseignement, sont donc justiciables des tribunaux français pour toutes les infractions au dahir du 14 octobre 1919. L'article 28 n'admet aucune autre interprétation.

B. *Les établissements d'éducation privés* (dahir du 14 septembre 1921, complété par celui du 29 septembre 1921).

Ces établissements prennent la forme d'internats ou d'externats surveillés. L'enseignement primaire et élémentaire peut être y donné sous réserve des conditions réglementaires prévues par le dahir du 14 octobre 1919, ainsi que les répétitions, les cours particuliers, conférences et préparation d'examen. Le cas échéant, l'enseignement religieux peut y être donné.

Pour les élèves faisant des études du second degré et voulant être admis comme internes ou externes dans ces établissements d'éducation privés, il y a obligation formelle d'inscription préalable dans un établissement d'enseignement public. De plus ils doivent fréquenter régulièrement l'établissement d'enseignement public.

L'établissement d'éducation privée ou maison d'éducation, le plus typique, est l'Ecole Charles de Foucauld de Rabat. C'est une école catholique donnant une instruction primaire et élémentaire.

Les élèves sont, soit externes libres, externes surveillés, demi-pensionnaires ou internes. Ceux qui suivent les cours du second degré professés au Lycée Gouraud de Rabat, sont conduits en rang de leur école privée à l'établissement public et inversement.

Nous n'insisterons pas sur les conditions d'ouverture de ces maisons d'éducation, sur le contrôle exercé par le directeur général de l'Instruction publique et sur les sanctions pénales prévues par le dahir de 1921 ; les dispositions du dahir du 14 octobre 1919 ont été intégralement reproduites dans le dahir du 14 septembre 1921.

n'importe comment, ou presque, donnât un enseignement aussi délicat que l'enseignement du second degré. Il aurait peut-être, admis la liberté de l'enseignement secondaire à la condition d'imposer au personnel enseignant les mêmes conditions de diplôme que celles requises pour les professeurs de lycées ou collèges. Je dis bien peut-être, car sa préoccupation essentielle était de ne pas voir les petits Français désunis, séparés, élevés à part.

Enfin, il est une préoccupation dominante qui a empêché et qui empêche d'accorder au Maroc la liberté totale de l'enseignement ; c'est la politique. Il est bien évident que les petits Italiens (je parle d'eux parce que ce sont les plus nombreux) ne sont pas élevés dans le saint amour des principes républicains, ou même dans l'admiration de la France. La direction générale de l'Instruction publique a le contrôle de la moralité de ces écoles privées. Elle se doit de l'exercer strictement et de ne pas laisser porter atteinte au prestige de la France au Maroc.

A Tunis, l'Italie, usant de droits acquis, possède un collège de forte importance. Les résultats, du point de vue politique, ne sont pas tellement favorables au protectorat français.

Au Maroc, Lyautey a vu clair tout de suite ; les résidents généraux qui lui succédèrent, utilement conseillés par les trois grands directeurs généraux de l'Instruction publique au Maroc (MM. Loth, 1913-1919 ; Hardy, 1920-1926 et Gotteland depuis 1927), ont persévéré dans la voie qui leur avait été tracée, et qui était la bonne voie.

CHAPITRE VI

LA LIBERTÉ D'ASSOCIATION

Section I

L'association. Principe

Les groupements de personnes qui veulent associer d'une façon permanente leur activité ou leurs connaissances sont soumis en zone française, depuis l'instauration du protectorat, aux prescriptions du dahir du 29 mai 1914 (remplacé par le dahir du 5 juin 1933), qui les régit avec les principes généraux du droit.

Cette législation de droit commun a servi de cadre aux groupements les plus divers qui se sont constitués dans ce pays, affirmant de bonne heure un sens social très averti, tout en conservant des attaches étroites avec les pouvoirs publics.

Le régime de la loi française du 1^{er} juillet 1901 fut adopté par le dahir marocain, sauf en ce qui concerne les associations non déclarées.

Enfin, l'évolution des idées, le développement du mouvement ouvrier au Maroc a imposé au législateur

marocain la reconnaissance des syndicats professionnels (D. 24 décembre 1936).

Est-il besoin de rappeler combien l'association qui implique l'idée de travail collectif, de travail continu, est hautement recommandable, grandement utile.

L'union fait la force, écrivait La Fontaine. L'union fait plus. Elle crée l'enthousiasme et souvent fait naître l'amour du prochain. C'est pourquoi les apôtres de l'union sont toujours les bienvenus. Mais palabrer ne suffit pas. Prêcher l'union c'est bien, unir c'est mieux.

Section II

Des différentes catégories d'association

Le dahir du 24 mai 1914 et même celui du 5 juin 1933, ne prévoient que deux catégories d'association : celles déclarées et celles reconnues d'utilité publique.

On n'a pas voulu admettre au Maroc les associations non déclarées. Celles-ci auraient été, en réalité, secrètes, sinon clandestines. Etant donné la force sociale des collectivités, la mesure de publicité imposée aux associations au Maroc, nous semble justifiée. Le système de la clandestinité n'est pas toujours favorable aux vraies idées de liberté, écrit justement M. Moye.

Nous diviserons cette section en quatre paragraphes :

- § 1. Des associations déclarées ;
- § 2. Des associations reconnues d'utilité publique ;
- § 3. Des sanctions applicables aux associations ;
- § 4. Des syndicats professionnels.

§ 1. Associations déclarées

(Dahir du 5 juin 1933, *Bull. off.*, 29 septembre, modifiant le dahir du 24 mai 1934)

1° *Les formalités. La déclaration préalable*

Il n'y a pas au Maroc d'association non déclarée.

Toutes personnes voulant former une association doivent en faire la déclaration préalable.

Cette déclaration est adressée à l'autorité municipale ou à l'autorité locale de contrôle et au procureur commissaire du gouvernement de leur circonscription judiciaire.

La déclaration doit indiquer :

1° le nom et l'objet de l'association ;

2° les noms, prénoms, âge, date et lieu de naissance, profession et domicile des fondateurs et spécialement de ceux qui doivent représenter l'association comme président, directeur, administrateur ou sous quelque qualification que ce soit ;

3° le siège de l'association ;

4° le nombre et le siège de ses succursales, filiales ou établissements détachés, par elle créés, fonctionnant sous sa direction ou en relations constantes avec elles et dans un but d'action commune.

Les statuts et la liste des membres chargés de la direction ou de l'administration de l'association doivent être joints à la déclaration. Trois exemplaires de chacune des pièces seront déposées à l'autorité municipale ou à l'autorité locale de contrôle et un exemplaire au Parquet. Il sera donné récépissé de tout dépôt.

Enfin, « la déclaration et les pièces y annexées doivent

être signées et certifiées conformes par l'auteur de la déclaration et sont assujetties au timbre de dimension ».

Le dahir de 1933 spécifie ensuite que : « toute modification aux statuts d'une association ou tout changement dans le personnel de direction ou d'administration, toute création de succursales, filiales, établissements détachés doivent faire l'objet d'une déclaration aux mêmes autorités et dans les mêmes formes qu'il a déjà été exposé » (art. 3).

2° Autorisation ou refus.

« Dans le délai de deux mois à partir de la date figurent sur le dernier récépissé, le gouvernement peut s'opposer à la constitution d'une association ainsi qu'à toute modification aux statuts, à tout changement dans le personnel de direction ou d'administration, à toute création de succursales, filiales, établissements détachés, d'une association existante ».

Le dahir de 1914 avait prévu dans son article 3 que : « le défaut de réponse dans les trois mois (c'était le délai prescrit à cette époque), impliquait autorisation ». Le dahir du 5 juin 1933 n'insiste pas sur ce point, mais laisse entendre que le défaut de réponse implique acceptation tacite.

En effet, « à l'expiration du délai de deux mois, toute association régulièrement déclarée, peut, sans autorisation spéciale, ester en justice », etc. (art. 5).

L'article 4 du dahir du 5 juin 1933, réserve au gouvernement le droit de s'opposer à la constitution d'une association, à la modification des statuts, à tout changement dans le personnel de direction ou d'administration et à la création de succursales, filiales, établissements détachés.

Il est imparti au gouvernement un délai de deux mois pour manifester son opposition. Le défaut d'opposition équivaut à un acquiescement.

3^o *Les pouvoirs de l'association déclarée* (art. 5, dahir du 5 juin 1933).

A l'expiration du délai de deux mois, imparti au gouvernement pour faire opposition, toute association régulièrement déclarée possède ce que l'on appelle *la petite personnalité civile*. Il y a tout d'abord des actes qu'elle peut faire sans autorisation spéciale (presque tous les actes nécessaires à sa vitalité), et d'autre part, les actes pour lesquels une autorisation spéciale est nécessaire.

I. — Elle peut sans autorisation spéciale :

a. *Ester en justice*. — *Qui représente l'association en justice ?* — « A défaut de toute précision contraire ou spécialement des statuts et sans que cette disposition puisse préjudicier à l'exercice des poursuites répressives, les actions intéressant les associations (déclarées ou d'utilité publique), seront valablement exercées par les président, directeur ou chef de quelque dénomination qu'il soit qualifié. Elles seront en tout cas valablement exercées contre les président, directeur ou chef ».

Si une action étant engagée contre une des associations déclarées ou d'utilité publique, les directeur, chef ou président ou encore les administrateurs contestent la qualité en laquelle ils sont pris ou se dérobent par un artifice quelconque, un mandataire *ad litem* sera nommé à l'association par ordonnance du président de la juridiction saisie et il sera valablement procédé contre ce mandataire.

« Un administrateur sequestré pourra être, le cas

échéant, nommé à l'association » (art. 18, dahir du 24 mai 1914).

b. *Acquérir à titre onéreux.* — On n'a pas voulu conférer aux associations déclarées la capacité complète des personnes morales du droit administratif. C'est pourquoi on leur refuse le droit d'acquérir à titre gratuit. Mais en fait, il y a de tellement grandes concessions, que la vie de l'association ne souffre pas de cette défense.

c. *Posséder et administrer en dehors des subventions de l'Etat et des municipalités.*

1. Les cotisations de ses membres ou les sommes au moyen desquelles ces cotisations auront été admises, ces sommes ne pouvant être supérieures à 500 fr.

2. Les locaux destinés à l'administration et à la réunion de ces membres.

En résumé, défense est faite aux associations déclarées de recevoir des dons et legs mobiliers (exception faite des cotisations et des subventions administratives).

Ces défenses sont sanctionnées uniquement par la nullité des actes intervenus. Aussi les faits fugitifs, comme les dons manuels, échappent pratiquement à toute sanction.

II. — « L'association peut enfin, avec *autorisation spéciale* du secrétaire général du protectorat, acquérir à titre onéreux, posséder et administrer les immeubles strictement nécessaires à l'accomplissement du but qu'elle se propose ».

Cette réserve n'a d'autre explication que la crainte de voir à nouveau se former des biens de mainmorte de trop grande importance.

4^o *La gestion de l'association.*

L'association déclarée possède donc un patrimoine. Ce patrimoine peut être des plus grands. Notons tout de suite que l'emploi de ce fonds n'est soumis à aucune restriction légale, et que, spécialement il n'est nulle obligation de placer le capital social en titres immatriculés ou autres. Nous verrons que sur ce point les associations reconnues d'utilité publique possèdent moins de liberté puisque l'article 13 du dahir du 24 mai 1914, les oblige à placer toutes leurs valeurs mobilières en titres immobiliers.

Il ne faut pas oublier, en étudiant le patrimoine d'une association, que le patrimoine social forme une entité juridique parfaitement distincte du patrimoine des associations. C'est là une chose qu'il convient de ne pas perdre de vue en pratique, surtout lorsqu'il s'agit de considérer les droits des créanciers sur l'association.

Le patrimoine sera géré conformément aux statuts, en principe, par le trésorier et son adjoint qui reçoivent mandat à cet effet. Des commissaires aux comptes ont un droit de contrôle permanent sur la tenue financière des registres de comptes.

Il ne faut pas oublier aussi que l'association déclarée n'est nullement soumise à la règle administrative, dite de *la spécialité*, en vertu de laquelle un établissement public peut entreprendre de gérer un service déterminé, et celui-là seulement. L'association jouit de la capacité légale pour tous les cas d'activité prévus dans ses statuts.

L'article 19 du dahir du 25 juin 1914 prévoit que les gérants responsables des associations déclarées ou reconnues d'utilité publique doivent tenir une comptabilité

exacte de leur gestion sous peine d'une amende de 50 à 1000 fr.

L'association est civilement responsable. L'article 463 du Code pénal est applicable.

§ 2. *Associations reconnues d'utilité publique*

1° Par qui et comment une association est reconnue d'utilité publique ?

« Toute association peut être, après enquête préalable de l'autorité administrative sur son but et ses moyens d'actions, reconnue d'utilité publique par dahir de Notre Majesté chérifienne ».

« Il en est de même des établissements d'assistance ou d'enseignement, soit dirigés par une seule personne, soit groupant autour d'un directeur, quelle qu'en soit la dénomination, l'activité de plusieurs personnes » (art. 10 § 1, 2).

C'est donc par dahir qu'est accordée la reconnaissance d'utilité publique. C'est aussi par dahir que cette reconnaissance peut être retirée.

2° Ses pouvoirs.

L'association reconnue d'utilité publique peut faire tous les actes permis à l'association déclarée. Elle peut, en outre, posséder les biens, meubles ou immeubles nécessaires au but qu'elle poursuit ou à l'accomplissement de l'œuvre qu'elle se propose, dans les limites fixées par le dahir de reconnaissance. La quotité ainsi déterminée est toujours revisable par décision du secrétaire général du gouvernement chérifien.

Ces associations peuvent, de plus, dans les conditions prévues par leurs statuts et après autorisation par le

secrétaire général du gouvernement chérifien, acquérir à titre gratuit entre vifs ou par testament et acquérir à titre onéreux, qu'il s'agisse de deniers, valeurs, objets mobiliers ou immeubles. Mais elles ne peuvent posséder ou acquérir d'autres immeubles que ceux nécessaires au but qu'elles se proposent. « Tout immeuble compris dans une donation entre vifs ou testamentaire qui ne serait pas nécessaire au fonctionnement de l'association, sera aliéné dans les formes et les délais prescrits par l'acte d'autorisation, pour le prix en être versé à la Caisse de l'association et être employé, ainsi que le prévoit l'article 13, à l'achat de titres immatriculés » (art. 14 du dahir du 24 mai 1914).

Enfin, « aucune association ne peut accepter une donation mobilière ou immobilière avec réserve d'usufruit au profit du donateur.

Il est cependant spécifié que : « Toutes les valeurs mobilières d'une association devront être placées en titres immatriculés au nom de l'association » (art. 13 du dahir du 14 mai 1914).

L'aliénation de ces valeurs, leur convention, leur emploi en autres valeurs ou en immeubles ne pourra avoir lieu qu'après autorisation du secrétaire général du gouvernement chérifien.

3^o *Gestion.*

On peut répéter ici tout ce qui a été dit à propos du patrimoine des associations déclarées, mais en remarquant la liberté moins grande laissée à la gestion des associations reconnues d'utilité publique. L'article 13 lui impose de placer toutes ces valeurs immobilières en titre immatriculés au nom de l'association.

L'article 19 du dahir du 24 mai 1914 sur la comptabilité leur est applicable.

§ 3. *Sanctions civiles et pénales*

1° *Sanctions civiles.*

Elles sont prévues par l'article 7 du dahir du 5 juin 1933 complété par le dahir du 9 mai 1936.

« En cas d'infraction aux dispositions des articles 2 et 3 (sur les formalités de la déclaration préalable et les modifications apportées à l'association) ou d'infractions aux statuts, l'association peut être dissoute, soit par jugement de condamnation sur la réquisition du ministère public, soit par la juridiction civile à la requête de toute partie intéressée, soit par arrêté du grand vizir ».

« Si l'activité d'une association révèle que celle-ci est fondée sur une cause ou en vue d'un objet illicite, contraire aux lois ou aux bonnes mœurs ou qu'elle a pour but de porter atteinte à la sûreté de l'Etat ou à l'ordre public, la dissolution est prononcée dans les mêmes conditions » (dahir du 9 mai 1936).

Notons que les actions en dissolution formées d'office par le ministère public sont introduites au moyen d'une assignation donnée à ceux qui sont chargés de la direction ou de l'administration de l'association.

Le grand vizir dissout les associations par simple arrêté. En France, un décret du président de la République rendu en Conseil des ministres est obligatoire.

2° *Sanctions pénales.*

C'est l'article 8 du dahir du 5 juin 1933 qui prévoit les peines applicables au cas d'infractions aux dispositions des dahirs sur les associations au Maroc.

a) *Association irrégulièrement constituée ou qui ne se conformerait pas aux statuts.* — « Seront punis d'une amende de 16 fr. à 2.000 fr., les chefs, présidents, directeurs, administrateurs, quelle que soit leur dénomination, les chefs ou administrateurs de succursales filiales ou établissements détachés, d'une association irrégulièrement constituée ou qui ne se conformerait pas à ses statuts » (art. 8 § 1).

« En cas de récidive dans le délai de l'article 58 du Code pénal, l'amende pourra être portée à 4.000 fr. ».

b) *Local fourni pour la réunion des membres d'une association dissoute.* — « Sera puni des mêmes peines, tout individu qui, sans la permission de l'autorité municipale ou de l'autorité locale de contrôle, aura accordé et consenti, en tout ou partie, l'usage d'un local dont il dispose, pour la réunion des membres d'une association irrégulièrement constituée ou d'un groupement de ses membres ».

c) *Maintien ou reconstitution d'une association dissoute.* — « Seront punis d'une amende de 100 à 5.000 fr. et d'un emprisonnement de six jours à un an, les fondateurs, président, directeur, administrateur, quelle que soit leur dénomination, d'une association qui, après sa dissolution, dans quelques conditions qu'elle soit intervenue, se serait maintenue ou reconstituée ».

Sera puni de la même peine tout individu qui, sachant une association dissoute, aura contribué à sa reconstitution ou à son maintien par quelque moyen que ce soit, notamment, en favorisant la réunion des membres de l'association ou en consentant à ces membres l'usage d'un local dont il dispose.

d) *Provocation aux crimes et délits* (art. 9 du dahir

du 5 juin 1933). — « Si par des discours, exhortations, invocations ou prières en quelque langue que ce soit, ou par lecture, affiche, publication, distribution, exposition d'écrits quelconque, il a été fait dans les réunions tenues par une association régulièrement ou irrégulièrement constituée, quelques provocations à des crimes ou à des délits, la peine sera de 200 à 5.000 fr. d'amende, et de trois mois à deux ans d'emprisonnement contre tous chef, directeur, administrateur de l'association, sans préjudice des peines plus fortes qui seraient portées par la loi contre les individus personnellement coupables des provocations. Dans aucun cas, ces derniers ne pourront être punis de peines moindres que celles infligées aux chef, directeur, administrateur de l'association ».

Ce n'est là qu'une application du principe tendant à réprimer la provocation par publicité. L'article 9 a prévu des peines très sévères et à juste titre, car c'est en petit comité que la provocation a le plus d'effet. Quant à punir le provocateur, au moins autant sinon plus que le responsable de l'association, on ne peut voir là qu'une mesure toute pleine de sagesse.

§ 4. *Les syndicats professionnels* (Dahir du 24 décembre 1936)

Le 24 décembre 1936, le législateur marocain offrait aux travailleurs du Maroc un gentil et utile cadeau de Noël.

Le dahir sur les syndicats professionnels a donné aux syndicats existants la légalité. Le législateur reconnaissait, dans l'exposé des motifs du dahir « qu'aujourd'hui, dans un pays qui avait connu une évolution aussi rapide,

les travailleurs européens effectuant le même travail, exerçant des métiers similaires ou des professions libérales représentaient un élément suffisamment homogène pour constituer, sous un régime approprié, des groupements d'une nature spéciale et ayant exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts de leur profession ou de leur métier ».

Les syndicats professionnels pouvaient exister légalement.

Le dahir précise tout d'abord l'objet de ces syndicats et leur constitution, traite ensuite de leur capacité civile, puis, après avoir indiqué ce qu'il fallait entendre par marques syndicales, édicte les pénalités dont seront passibles ceux qui contreviendront à ses dispositions.

Les syndicats ou associations professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles de leurs adhérents.

Pour être syndiqué, il faut être Européen, et exercer une profession depuis un an au moins au Maroc.

La liberté syndicale n'est pas accordée aux indigènes. Le principe même, le but de ces syndicats voudrait qu'on leur reconnaisse cette liberté. Des craintes de caractère uniquement politique ont empêché le législateur marocain de faire véritablement une « importante réforme ».

Le caractère professionnel du syndicat est rappelé tout le long du dahir et dans le chapitre des pénalités on précise qu'à la requête du ministère public, tout syndicat qui enfreindrait les dispositions du dahir, qui s'écarterait de son rôle corporatif ou professionnel, pourra être dissous par autorité de justice.

De plus, les syndicats peuvent être dissous par arrêté du grand vizir pour raison d'ordre public (Dieu, que l'ordre public a bons dos !).

Toutes les actions, répressives ou civiles, en matière de syndicats professionnels, sont de la compétence en premier ressort du tribunal de première instance.

CHAPITRE VII

LA LIBERTÉ DE RÉUNION **DÉFINITION. CARACTÈRE**

Parmi les moyens de publicité prévus par l'article 24 du dahir sur la Presse, nous trouvons les discours. Tout comme les écrits, les discours servent, en effet, à la libre communication de la pensée.

La réunion est justement le fait de plusieurs personnes qui s'assemblent, momentanément dans un même lieu pour entendre le discours prononcé par l'une d'elles, l'exposé des opinions contenues dans ce discours, avec ou sans débat contradictoire.

Le discours n'aurait pas la publicité sans la réunion.

Il convient de distinguer tout d'abord la réunion de l'association. La réunion est temporaire et comprend un nombre indéterminé d'auditeurs. L'association est permanente et comprend un nombre déterminé d'adhérents.

Du point de vue juridique, il convient aussi de distinguer les réunions qui se tiennent dans une salle ou un local clos, de celles qui ont lieu sur la voie publique. Les premières sont des réunions publiques ou privées, les der-

nières, celles qui ont lieu sur la voie publique, portent le nom d'attroupements.

Une réglementation spéciale existe pour chacune de ces trois catégories de réunions. C'est pourquoi nous diviserons notre étude de la liberté de réunion en trois sections :

Section I : les réunions publiques ;

Section II : les réunions privées ;

Section III : les attroupements.

Section I

Les réunions publiques

I. *Principe.*

Le dahir du 26 mars 1914 portant réglementation des réunions publiques commence ainsi :

« Louange à Dieu seul !

« A nos serviteurs intègres, les caïds et les pachas de notre empire fortuné,

« que l'on sache par les présents, puisse Dieu Très haut en illustrer la teneur !

« que Notre Majesté chérifienne,

« considérant que le droit de réunion est *un droit légitime* qu'Elle reconnaît à ses sujets et aux habitants de l'empire chérifien ;

« qu'il importe toutefois, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics d'en réglementer l'usage » ;

A décrété ce qui suit : ...

Dans ses préliminaires, le dahir reconnaît la légitimité du droit de réunion.

Cette liberté fut reconnue en France par la Constitution de 1791, titre I, qui inaugurait « la liberté » aux citoyens de s'assembler paisiblement et sans arme, en satisfaisant aux lois de police.

Elle remplaçait le régime de l'arbitraire de l'administration qui sévissait sous l'ancien régime.

Nous n'insisterons pas sur l'historique du droit de réunion en France. L'histoire de la France depuis 1789 fut un peu l'histoire du droit de réunion et c'est toute cette histoire qu'il faudrait revoir.

Après maintes vicissitudes, la liberté de réunion fut votée par les Chambres le 30 juin 1881. La loi du 30 juin 1881 est très libérale.

Une loi du 28 mars 1907 a encore étendu la libéralité du principe admis. En effet, la plus importante restriction qui existait jusqu'en 1907 à la liberté de réunion était celle qui résultait de l'obligation imposée aux organisateurs d'une réunion de faire une déclaration préalable à l'administration. Cette obligation a disparu. En effet, la loi du 28 mars 1907 dans son article 1 a déclaré que « les réunions publiques quel qu'en soit l'objet, pourront être tenues sans déclaration préalable ».

Au Maroc, le législateur n'a pas voulu aller aussi loin que le législateur français l'a fait en 1907. Il s'est contenté des libertés de la loi de 1881 qu'il a presque entièrement reproduites dans son dahir du 20 mars 1914.

II. *Réglementation des réunions publiques.*

« Les réunions publiques sont libres. Elles peuvent avoir lieu sans autorisation préalable, sous réserve, toutefois, des prescriptions suivantes » (art. 1).

Ces prescriptions sont au nombre de cinq. Ce sont :

1° la déclaration préalable ;

2° les lieux et heures de réunion ;

3° le bureau sans lequel une réunion n'est pas possible ;

4° la responsabilité des organisateurs et des membres du bureau ;

5° la présence aux réunions d'un fonctionnaire délégué.

a) *Les prescriptions à suivre.* — 1° La déclaration préalable. « Toute réunion publique sera précédée d'une déclaration indiquant le jour, l'heure de la réunion. Cette déclaration spécifiera l'objet de la réunion ».

« Elle sera signée par deux personnes domiciliées dans la localité où la réunion devra avoir lieu, et indiquera les noms, qualités, adresses des signataires ».

« Elle sera remise à l'autorité administrative de contrôle de la circonscription.

« Il sera délivré récépissé constatant le jour et l'heure de la déclaration, récépissé destiné à être présenté à toute réquisition des agents de l'autorité.

« Si les déclarants ne peuvent l'obtenir, l'empêchement ou le refus pourra être l'objet d'un constat ou d'une attestation de deux personnes domiciliées dans la localité ».

« La réunion ne pourra avoir lieu qu'après un délai minimum de 24 heures » (art. 2, dahir du 26 mars 1914, sur les réunions publiques).

Cette formalité facilite le maintien de l'ordre public et il n'est pas à regretter que le dahir marocain l'ait conservée.

2° Lieux et heures de réunion. « Les réunions ne peuvent être tenues sur la voie publique, ni se prolonger au

delà de l'heure fixée par l'autorité compétente pour la fermeture des lieux publics (art. 3, dahir du 26 mars 1914).

« En conséquence, les réunions doivent être tenues dans une salle ou dans un local clos et ne doivent en aucune façon empiéter sur la voie publique ».

Quant à la question de l'heure, l'intransigeance n'est pas de règle.

3° Bureau. « Chaque réunion doit avoir un bureau composé d'un président et de deux assesseurs au moins » (art. 4, dahir du 26 mars 1914).

4° Responsabilité des organisateurs et des membres du bureau. « Le bureau est chargé de maintenir l'ordre, d'empêcher toute infraction aux lois, d'interdire tout discours contraire à l'ordre public, aux bonnes mœurs, ou contenant provocations à un crime ou à un délit. Aucune discussion étrangère à l'objet de la réunion ne devra être tolérée » (dahir du 26 mars 1914, art. 5).

5° Présence aux réunions d'un fonctionnaire délégué. Son rôle. « Un fonctionnaire de l'ordre administratif pourra assister à la séance. Il aura le droit d'en prononcer la dissolution, mais il ne pourra exercer ce droit que s'il en est requis par le bureau ou s'il se produit des collisions ou des voies de fait, ou bien encore si le bureau bien qu'avisé, laisse discuter contrairement à l'article 5 du présent dahir, des questions étrangères au but de la réunion ».

b) *Sanctions*. — « Des sanctions pénales sont prises pour infractions aux prescriptions que nous venons de citer.

« Toute infraction au dahir du 26 mars 1914 sur les réunions publiques, sera punie d'une amende de 16 à

100 fr., et d'un emprisonnement de 6 jours à un mois, ou de l'une de ces deux peines seulement, sans préjudice des poursuites qui pourraient être exercées pour les crimes ou délits commis dans ces réunions » (art. 7, dahir du 26 mars 1914).

La loi de 1881 n'avait prévu que deux peines de simple police pour sanctionner les dispositions qu'elle contenait. Le législateur marocain, a voulu, dans ce pays où les réunions étaient à craindre, se montrer plus sévère.

En étudiant la provocation aux crimes et délits dans le chapitre concernant la presse nous avons vu que cette provocation pouvait être commise par discours, cris ou menaces, etc. (art. 24 du dahir du 27 avril 1914).

Nous savons au surplus que l'article 25 du même dahir punit très sévèrement ces actes de provocation.

Notons avant d'en finir avec la réglementation des réunions publiques, que l'article 8 du dahir du 26 mars 1914 interdit à tout porteur d'armes de pénétrer dans l'enceinte où se tient la réunion et que l'article 9 du même dahir punit des peines de 16 à 100 fr. d'amende et d'un emprisonnement de 6 jours à un mois, ou de l'une de ces deux peines seulement, tout porteur d'armes secrètes ou prohibées, et seulement d'une amende de 16 à 100 fr., tout porteur d'armes apparentes, qui refusera de se retirer dès qu'il en sera requis et cela sans préjudice de poursuites qui pourront être exercées contre les délinquants pour port d'armes prohibées.

L'article 463 du Code pénal (sur les circonstances atténuantes) est applicable aux infractions prévues par le présent dahir (dahir du 26 mars 1914, art. 10).

Aucune disposition spéciale ne visant la prescription, il faut en déduire que ce sont les règles du droit commun

en cette matière qui devront être appliquées. La prescription est de 3 ans.

(En France, la loi de 1881, art. 11 sur les réunions publiques, spécifiait au contraire que la prescription de l'action publique et de l'action civile est de six mois seulement).

III. *Manifestations sur la voie publique.*

L'article 3 du dahir du 26 mars 1914 interdit, nous l'avons vu, les réunions sur la voie publique. Cet article restait vague. Les réunions sur la voie publique n'avaient pas encore atteint le stade de gravité qu'elles connaissent depuis 1934 au moins.

Les réunions sur la voie publique devinrent d'usage courant. Il fallut alors, dans l'intérêt même de la sécurité et de l'ordre publics, réglementer ces manifestations.

En France, le décret du 23 octobre 1935 (*J. off.*, du 24 octobre 1935) prit les mesures nécessaires pour renforcer le maintien de l'ordre public.

Au Maroc, un dahir du 20 juillet 1936 (*Bul. off.*, p. 1094) reproduisant presque entièrement le décret français réglemente les manifestations sur la voie publique.

Considérant, dit le dahir, que les manifestations sur la voie publique n'ont fait l'objet, jusqu'à ce jour, d'aucune réglementation ;

Considérant, ajoute-t-il, qu'il importe, en vue d'assurer le maintien de la tranquillité et de la sécurité publiques, de prévoir à leur égard des mesures spéciales ;

A décidé ce qui suit :

« *Principe. — Article 1.* — Les réunions sur la voie publique demeurent interdites dans les conditions prévues

par l'article 3 du dahir du 26 mars 1914 sur les réunions publiques ».

Voilà le principe.

Néanmoins, on peut manifester sur la voie publique si l'on se soumet à diverses obligations prévues par le dahir.

La déclaration préalable. — « Sont soumis à l'obligation d'une déclaration préalable, tous cortèges, défilés et d'une façon générale, toutes manifestations sur la voie publique » (art. 1, § 2).

Il est évident que cette mesure a surtout été prise pour empêcher les manifestations à caractère politique ou revendicatif. Il est de toute évidence que ces cortèges ont plutôt à l'égard des populations indigènes des effets désastreux. Il est indiscutable que pour le pauvre des villes ou le fellah des campagnes, il est pénible de voir défiler à Rabat ou ailleurs, colons ou fonctionnaires allant réclamer en haut lieu, plus, toujours plus, alors qu'eux n'ont le droit de rien demander (toutefois, il est bien évident que nous ne voulons pas, par là, mettre en doute la légitimité des revendications des petits fonctionnaires marocains).

« Cependant sont dispensées de cette déclaration les sorties sur la voie publique conformes aux usages locaux » (art. 1 § 3).

Il eut été vraiment inepte d'assimiler le cortège politique et le cortège religieux musulman. On a voulu laisser aux musulmans l'entière liberté de mouvement pour la continuation de leurs usages locaux. Nous n'avons fait d'ailleurs que tenir un des engagements pris dans le traité de protectorat du 20 mars 1912 : « Ce régime sauvegarde l'exercice de la religion musulmane et des institutions religieuses... ».

« La déclaration est remise à l'autorité régionale de contrôle, trois jours francs au moins et 15 jours francs au plus, avant la date de la manifestation. Cette autorité délivre immédiatement récépissé de la déclaration » (art. 2 § 1).

« La déclaration fait connaître les noms, prénoms et domicile des organisateurs ; elle est signée par trois d'entre eux qui font élection de domicile dans la localité où la manifestation doit avoir lieu. Elle indique le but de celle-ci, le lieu, la date et l'heure du rassemblement des groupements invités à y prendre part, et, s'il y a lieu, l'itinéraire projeté » (art. 2 § 2).

« Si l'autorité de contrôle estime que la manifestation projetée est de nature à troubler l'ordre public, elle l'interdit par notification adressée aux signataires de la déclaration, au domicile élu » (art. 3).

Peines. — « Seront punis d'un emprisonnement de 15 jours à 6 mois et d'une amende de 16 à 2.000 fr. :

« 1^o Ceux qui auront fait une déclaration incomplète ou inexacte de nature à tromper sur les conditions de la manifestation projetée, ou qui, soit avant le dépôt de la déclaration prescrite à l'article 2, soit après l'interdiction de la manifestation, auront adressé, par un moyen quelconque, une convocation à y prendre part ;

« 2^o Ceux qui auront participé à l'organisation d'une manifestation non déclarée ou qui aura été interdite ».

Des peines plus sévères encore sont édictées contre les porteurs d'armes. Et cela se conçoit.

Les individus composant ces attroupements sont, peut-être pris individuellement, d'excellentes personnes, incapables de faire feu sur qui que ce soit.

Pris collectivement, poussés par cette furie que font

naître les chants et les cris, ils peuvent tirer et tuer ou blesser d'autres personnes. C'est pourquoi : « Seront punis d'un emprisonnement de 3 mois à 2 ans, et d'une amende de 5 à 1.000 fr., sans préjudice des peines plus sévères prévues au dahir du 6 mars 1914 sur les attroupements (nous en parlerons en étudiant le dahir), quiconque aura été, au cours d'une manifestation, trouvé porteur d'une arme apparente ou cachée ou d'un engin dangereux pour la sécurité publique (art. 5).

« En cas de récidive, l'interdiction de séjour et l'interdiction des droits mentionnés à l'article 42 du Code pénal pourront, en outre, être prononcées pour une durée de cinq ans au moins et de dix ans au plus » (art. 6 § 2).

Pour finir, notons que pour toutes ces infractions, l'article 463 du Code pénal permettant d'accorder les circonstances atténuantes *n'est pas applicable* (art. 6 § 1).

Jusqu'où va la sévérité !

Compétence. — « Les infractions au présent dahir sont de la *compétence exclusive* des juridictions françaises et sont portées, en premier ressort devant les tribunaux de première instance, statuant correctionnellement » (art. 7).

Section II

Des réunions privées

Les réunions privées ne sont soumises à aucune réglementation.

La jurisprudence reconnaît le caractère privatif de la réunion, au fait que les membres y assistant, sont réunis sur des invitations personnelles ou individuelles et que le public ne puisse pas pénétrer sans un contrôle précis des cartes d'invitation.

Si les invitations restent à la disposition du public, notamment si elles sont déposées dans des lieux publics, la réunion perd son caractère privé, même si les organisateurs se sont réservés le droit d'exclure telle personne que bon leur semble.

Par contre, si des invitations nominatives sont utilisées par d'autres que leurs titulaires, par fraude ou négligence, ce fait ne suffirait pas à lui seul pour transformer la réunion en réunion publique ; il en est de même *a fortiori* quand les individus s'introduisent par la violence dans une assemblée privée.

L'annonce d'une réunion par journaux ou affiches n'influe pas sur son caractère. C'est uniquement à la facilité d'admission à la porte que l'on reconnaît la publicité.

Il est toutefois bien entendu que les délits de parole ou autres commis au cours de l'assemblée, restent punis par la loi ; seulement le plus souvent le caractère de non publicité empêchera de mettre en jeu les principes du dahir sur la presse. En matière de spectacles, le fait d'admettre sur invitation personnelle n'empêche pas la poursuite éventuelle de certaines scènes licencieuses pour outrage public à la pudeur.

Section III

Des attroupements

(*Dahir du 6 mars 1914, Bul. off., du 27 mars 1914*)

Toujours dans l'intérêt de l'ordre public, le législateur marocain a considéré que les rassemblements tumultueux, armés ou non, sont de véritables menaces pour la tranquillité publique. Par un dahir du 6 mars 1914,

il a tenu à réprimer sévèrement toute manifestation de ce genre.

« Tout attroupement armé formé sur la voie publique est interdit » (par voie publique, il faut entendre les rues, places publiques et, en général, les voies de communication à l'exclusion des autres lieux publics) (Trib. Seine, 3 février 1906, D., 1906.5.17).

« Est également interdit sur la voie publique, tout attroupement non armé qui pourrait troubler la tranquillité publique » (art. 1).

Pour étudier rapidement et le plus clairement possible cette question, nous utiliserons le plan déjà établi par M. Poitevin (*Dictionnaire des parquets*).

1^o *Distinction entre l'attroupement armé et l'attroupement non armé.*

« L'attroupement est réputé armé dans les cas suivants :

« a) quand plusieurs des individus qui le composent sont porteurs d'armes apparentes ou cachées ;

« b) quand un seul de ces individus, porteur d'armes apparentes, n'est pas immédiatement expulsé de l'attroupement par ceux-là même qui en font partie » (art. 2).

L'attroupement se distingue aisément de la manifestation sur la voie publique que permet en partie le dahir du 20 juin 1936 ; il s'en distingue par le but et par la forme.

2^o *Mesures pour rétablir l'ordre et dissiper l'attroupement.*

« Lorsqu'un attroupement armé se sera formé sur la voie publique, le commissaire de police, ou tout autre agent dépositaire de la force publique et du pouvoir exécutif, portant les insignes de ses fonctions, se rendra

sur le lieu de l'attroupement. Un roulement de tambour ou une sonnerie de clairon, de trompette, annoncera l'arrivée du magistrat » (art. 3 § 1).

En principe, c'est le commissaire divisionnaire ou tout autre commissaire de police qui se porte rapidement sur les lieux. Mais il est ordonné au procureur de la République, au cas où il n'y a pas de commissaire de police ou lorsqu'il croit nécessaire d'agir lui-même, de se rendre immédiatement sur les lieux.

Le roulement de tambour ou la sonnerie de clairon ou de trompette et l'écharpe tricolore, insigne des fonctions, sont prescrits à peine de nullité.

« Si l'attroupement est armé, le magistrat lui intimera l'ordre de se dissoudre et de se retirer. Si cette première sommation reste sans effet, une seconde, précédée des mêmes roulements ou sonneries, sera faite par le magistrat. En cas de résistance, l'attroupement sera alors dissipé par la force » (art. 3, § 2).

« Si l'attroupement est sans armes, le magistrat, après le premier roulement ou les sonneries exhortera les citoyens à se retirer. S'ils ne se retirent pas, trois sommations seront successivement faites. En cas de résistance, l'attroupement sera alors dispersé par la force. Les sommations seront faites dans ces termes : *Obéissance à la loi (On va faire usage de la force ; que les bons citoyens se retirent)* » !

Chaque sommation sera précédée d'un roulement de tambour ou d'une sonnerie de clairon ou trompette (art. 3, § 3, 4 et 5).

3° *Emploi de la force.*

On doit recourir à la force comme prévu à l'article 3

du dahir du 6 mars 1914, après la seconde sommation, quand l'attroupement est armé, et après la troisième, quand l'attroupement est sans arme.

Une instruction résidentielle du 30 avril 1936, rédigée en application des articles 1 et 4 du décret du 3 octobre 1926, et ayant pour objet d'adapter au Maroc les dispositions de l'instruction interministérielle du 12 octobre 1934, traite de la participation de l'armée et des forces supplétives organisées (goums) au maintien de l'ordre public.

L'armée n'agit qu'en vertu de réquisitions, à elle adressées, par les autorités compétentes.

L'emploi de la force armée est toujours l'ultime moyen auquel il faut avoir recours. Il est toujours grave de faire tirer sur la foule.

4^o Attroupement armé. Peines.

L'article 4 du dahir du 6 mars 1914 prévoit les différentes peines applicables à ceux qui ont fait partie d'un attroupement armé :

Premier cas. — L'attroupement s'est dissipé après la première sommation et sans avoir fait usage de ses armes.

La peine sera d'un mois à un an d'emprisonnement.

Si l'attroupement est formé pendant la nuit, la peine sera d'un an à 3 ans d'emprisonnement.

Néanmoins, il ne sera prononcé aucune peine, pour fait d'attroupement, contre ceux qui, en ayant fait partie, sans être personnellement armés, se sont retirés sur la première sommation de l'autorité.

Deuxième cas. — L'attroupement s'est dispersé après la deuxième sommation et avant l'emploi de la force et sans qu'il ait fait usage de ses armes.

La peine est de un à 3 ans d'emprisonnement, et de 2 ans à 5 ans si l'attroupement est formé pendant la nuit.

Le condamné, pourra de plus, être interdit pendant un an au moins et 4 ans au plus de tout ou partie des droits mentionnés en l'article 42 du Code pénal.

Troisième cas. — L'attroupement ne s'est dissipé que devant la force et après avoir fait usage de ses armes.

La peine sera de 5 années d'emprisonnement avec faculté, pour les juges, d'élever la peine au double.

Les coupables condamnés à des peines de police correctionnelle, pourront être interdits, pendant un an au moins et 5 ans au plus de tout ou partie des droits mentionnés en l'article 42 du Code pénal.

Les peines prononcées dans le cas que nous visons, ne sont applicables aux individus non armés faisant partie d'un attroupement armé, au cas d'armes cachées, que lorsqu'ils ont eu connaissance de la présence, dans l'attroupement de plusieurs personnes portant des armes cachées ; mais ils restent passibles des peines prévues dans le premier et le deuxième cas déjà envisagés.

5° *Attroupement non armé. Peines.*

« Quiconque, faisant partie d'un attroupement non armé, ne l'aura abandonné après le roulement de tambour ou la sonnerie de clairon ou de trompette précédant la seconde sommation, sera puni d'un emprisonnement de 15 jours à 6 mois.

« Si l'attroupement n'a pu être dissipé que par la force, la peine sera de 6 mois à 2 ans » (art. 5).

Il est évident que si l'attroupement s'est dissipé après la première sommation, aucune peine ne sera prononcée.

Il est intéressant de noter que l'individu, même arrêté sur les lieux où a été refoulé l'attroupement, ne tombe

pas sous l'application des dispositions de l'article 5, « s'il n'est pas établi qu'il fut présent lors des sommations auxquelles il n'aurait pas obtempéré et qu'il en ait eu connaissance » (Grenoble, 17 janvier 1907, *Journal des parquets*, 1907.2.59).

6° *Juridiction compétente.*

Si la peine maximum applicable est 2 ans de prison, les tribunaux de paix statuant en matière correctionnelle seront compétents.

Dans tous les autres cas, les tribunaux de première instance jugeant correctionnellement connaîtront des délits prévus par le dahir du 6 mars 1914.

7° *Circonstances atténuantes.*

Depuis le dahir du 20 juillet 1936 (*Bul. off.*, 1936, p. 1095), l'article 463 du Code pénal n'est plus applicable aux cas prévus et punis par le dahir du 6 mars 1914.

De plus, « les poursuites intentées pour faits d'attroupement ne feront aucun obstacle aux poursuites pour crimes ou délits particuliers, qui auraient été commis au milieu des attroupements » (art. 7).

8° *L'article 6 du dahir du 6 mars 1914.*

« Notre grand vizir, les caïds ou pachas de notre empire pourront, en tout temps, prendre, en vue du maintien du bon ordre et de la tranquillité publique, des arrêtés interdisant l'exposition et le port d'emblèmes, de drapeaux ou de tout autre signe de ralliement soit sur la voie publique, soit dans les édifices, emplacements et locaux librement ouverts au public.

« Les infractions à ces arrêtés visés au présent article seront punies des peines édictées par l'article 471 du Code pénal, c'est-à-dire d'amendes de 1 à 5 fr. ».

CHAPITRE VIII

LA LIBERTÉ DU TRAVAIL

Section I

Principes généraux

« Dieu, en donnant à l'homme des besoins, en lui rendant nécessaire la ressource du travail, a fait du droit de travailler la propriété de tout homme, et cette propriété est la première, la plus sacrée et la plus imprescriptible de toutes.

« Nous regardons comme un des premiers devoirs de notre justice et comme un des actes les plus dignes de notre bienfaisance, d'affranchir nos sujets de toutes les atteintes portées à ce droit inaliénable de l'humanité ».

Ainsi s'exprime l'édit de février 1776 qui, en abolissant jurandes et maîtrises, reconnaissait à l'homme la liberté du travail. Cet édit est de Turgot.

« Turgot, s'écriait Voltaire ! c'est le père du peuple ». Et, effectivement, en proclamant la dignité du travail, Turgot, devait à jamais gagner la reconnaissance des masses laborieuses.

La Révolution française devait ériger cette liberté en droit fondamental de l'homme.

Définition. — « La liberté du travail c'est le droit qui appartient à tout citoyen de choisir lui-même sa profession ;

« d'en exercer, à son gré, une seule ou plusieurs ;

« de régler, comme il l'entend, le prix de ses produits ou de ses services ;

« et d'échanger les résultats de son travail, à l'intérieur ou à l'extérieur, sans aucune entrave, au mieux de ses intérêts »¹.

Voilà la définition que Jules Simon tirait des principes de l'édit de Turgot, de la loi Le Chapellier, et du préambule de la Constitution promulguée le 14 septembre 1791.

« Le travail imposé et réglementé sent l'esclave ; le travail libre, au contraire, est le sceau du citoyen, ajoutait-il ».

Malheureusement, Jules Simon n'avait pas prévu le développement extraordinaire du machinisme. Il pensait sans doute à la petite industrie familiale, au petit commerce. Las ! tout est changé depuis. Le monde ouvrier est devenu la majorité dans la fourmilière humaine. Le patronat a reconquis ses droits. Il est devenu plus puissant que les chefs de corporations sous l'ancien régime. La classe ouvrière consciente de ses devoirs, mais aussi de ses droits, prétend à une vie plus juste. Et de nouveau, le problème de la dignité du travail a du être posé.

On a réglementé le travail. Des lois et des lois sont venues d'abord défendre le patronat contre les prétentions des classes travailleuses. Des lois, enfin, sont venues défendre, protéger la classe ouvrière et lui donner l'espoir que des jours meilleurs lui sont réservés.

1. J. Simon, *La Liberté*, p. 52, t. II.

A l'heure actuelle la liberté du travail se résume dans la liberté de choisir telle ou telle profession, de donner à son activité tel ou tel sens.

Le travail est réglementé, mais il ne sent plus l'esclavage.

Section II

Restriction :

Réglementation du travail ¹

Nous ne nous étendrons pas outre mesure sur l'étude de la réglementation du travail. Nous en donnerons un résumé succinct. Le remarquable ouvrage de M. Bouy auquel il suffira de se référer donne toutes les indications nécessaires. Nous nous contenterons de compléter ses chapitres et ses paragraphes dans la mesure où des dahirs nouveaux seraient venus modifier la réglementation établie avant 1930.

§ 1. Généralités

A côté de la législation nouvelle du travail pour les étrangers au Maroc et même les Marocains, il existe une organisation corporative musulmane du travail. Nous la signalons en passant.

Les bases fondamentales de la législation du travail relative à l'étranger au Maroc, sont constituées par les textes organiques, les conventions internationales et les accords conclus avec certaines puissances étrangères.

1. Voir l'excellente étude de E. Bouy, *Le problème de la main d'œuvre de la législation du travail au Maroc*.

A. *Les textes.* — Ce sont les deux dahirs du 13 juillet 1926, l'un sur la réglementation du travail et l'autre sur le paiement des salaires ;

D'autre part, les trois dahirs du 25 juin 1927 sur les accidents du travail.

B. *Conventions internationales auxquelles le gouvernement chérifien a donné son adhésion.* — Le gouvernement chérifien a, par l'intermédiaire du gouvernement français, adhéré aux deux conventions internationales signées à Berne le 26 septembre 1906, interdisant le travail de nuit des femmes dans l'industrie et l'emploi du phosphore blanc dans la fabrication des allumettes. Cette adhésion a été notifiée au Conseil fédéral suisse, le 5 juillet 1927.

C. *Accords bilatéraux avec les Etats-Unis d'Amérique.* — Cette puissance étant la seule qui n'ait pas renoncé à ses privilèges capitulaires, les textes légaux chérifiens ne sont pas applicables *de plano* aux ressortissants américains.

Des accords passés avec cette puissance permettent d'appliquer à ses ressortissants, sous réserve de la compétence de ses tribunaux consulaires, les dispositions des dahirs relatifs à la législation du travail au Maroc.

§ 2. *Durée du travail*

En premier lieu, comme l'a écrit M. Pic dans son *Traité de Législation Industrielle* (p. 479, n° 701) : « La valeur de la production n'est pas rigoureusement proportionnelle à la durée du travail, mais bien à la durée de ce

travail combinée avec son intensité et sa qualité. Or, c'est un fait d'expérience que l'intensité et la qualité du travail dans un temps donné diminuent notablement au bout d'un certain nombre d'heures ».

D'autre part, il est à noter que le Maroc a un climat quelque peu débilitant. Faire travailler trop longtemps les ouvriers, c'est amoindrir les possibilités physiques de la main-d'œuvre marocaine, c'est nuire par là même à l'économie du pays.

Et pourtant, malgré les sollicitations répétées des divers groupements politiques et professionnels, la loi de huit heures ne fut reconnue au Maroc que par le dahir du 18 juin 1936. Ce dahir a été modifié et complété par le dahir du 8 juin 1937.

En France ce principe était établi par la loi du 23 avril 1919.

1^o Principe. — Dans les établissements industriels et commerciaux ou dans leurs dépendances, de quelque nature qu'ils soient, publics ou privés, laïques ou religieux, même s'ils ont un caractère d'enseignement professionnels ou de bienfaisance, la durée effective du travail des ouvriers ou employés de l'un ou de l'autre sexe et de tout âge, ne peut excéder soit 8 heures par jour, soit 48 heures par semaines, soit une limitation équivalente établie sur une période de temps autre que la semaine » (art. 1 du dahir du 18 juin 1936).

Divers arrêtés viziriels pris après avis des commissions tripartites composées, comme il est spécifié à l'article 13 du dahir du 18 juin 1936, ont déterminé par profession, par commerce, par industrie, pour l'ensemble du territoire, pour une région, les délais et conditions

d'application du principe désormais établi de la loi de 8 heures.

- A.V. 25 juillet 1936 (*Bul. off.*, p. 949) pour les industries du bâtiment, des travaux publics ;
- A.V. 6 août 1936 (*Bul. off.*, p. 981) pour les entreprises de distribution d'eau et d'électricité ;
- A.V. 7 août 1936 (*Bul. off.*, p. 1096) pour les banques, établissements de finance, de crédit et de change ;
- A.V. 17 août 1936 (*Bul. off.*, p. 1042) pour les transports en commun urbains ;
- A.V. 7 septembre 1936 (*Bul. off.*, p. 1131) pour les transports en commun sur route ;
- A.V. 17 août 1936 (*Bul. off.*, p. 1043) pour les mines ;
- A.V. 22 août 1936 (*Bul. off.*, p. 1070) pour les employés à de chemins de fer ;
- A.V. 12 août 1936 (*Bul. off.*, p. 1076) pour les employés à l'exploitation des ports ;
- A.V. 29 septembre 1936 (*Bul. off.*, p. 1217) pour l'industrie du livre ;
- A.V. 19 novembre 1936 (*Bul. off.*, p. 1394) pour les salons de coiffure ;
- A.V. 23 décembre 1936 (*Bul. off.*, p. 1469) pour les pharmacies ;

Un important arrêté viziriel en date du 15 mars 1937, complété par l'arrêté viziriel du 19 juillet 1937, a indiqué les conditions générales d'application du dahir du 18 juin 1936.

Nous n'entrerons pas dans le détail de cet arrêté, mais nous constaterons néanmoins qu'il aurait du suivre automatiquement le dahir.

Il est à noter que les dispositions des arrêtés viziriels

pris précédemment au 15 mars 1932 pour exécution du dahir sur la durée du travail restent en vigueur.

Pour les ouvriers des mines et carrières, les articles 4 et 5 du dahir prévoient des dispositions spéciales selon que l'ouvrier travaille à la surface ou au fond. Il n'empêche que la loi de 8 heures est de règle dans cette activité industrielle.

Remarquons enfin, que ce dahir ne s'applique pas aux ouvriers agricoles, ni aux travailleurs des professions libérales. C'est là, une lacune qu'il serait utile de combler au plus tôt.

2° Contrôle et pénalités. — Les agents chargés de l'inspection du travail veillent à l'exécution des dispositions du dahir sur la durée du travail, concurremment avec tout agent de l'administration spécialement commissionné à cet effet par le directeur des Affaires économiques.

Les contraventions sont constatées par des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire et sont transmis dans les 10 jours au chef du service du travail et des questions sociales.

Les infractions aux dispositions relatives à la durée du travail (dahir du 18 juin 1936 et arrêté viziriel pris pour exécution de ce dahir), sont punies d'une amende de 5 à 15 francs.

Les contraventions donnent lieu à autant d'amendes qu'il y a d'ouvriers indûment employés, sans que ces amendes réunies puissent dépasser 1.000 fr.

Ces infractions sont de la compétence du juge de paix statuant correctionnellement.

L'article 463 du Code pénal n'est pas applicable (art. 58 al. 1).

Les poursuites doivent être dirigées contre les patrons, directeurs ou gérants des établissements visés à l'article 1 du dahir du 18 juin 1936.

3° *Travail des enfants et des femmes.* — Le titre I^{er} du dahir de 1926 réglemente le travail des femmes et des enfants de moins de 16 ans.

Dans la section IV du chapitre IV de son ouvrage, M. Bouy traite de la question.

Qu'il nous suffise de dire que des modifications heureuses ont été apportées au dahir de 1926 soit par des arrêtés viziriels, soit par de nouveaux dahirs.

A.V. du 25 décembre 1926 (*Bul. off.*, n° 741) sur les charges qui peuvent être portées, traînées ou poussées par les enfants et les femmes ;

A.V. du 18 janvier 1927 (*Bul. off.*, n° 249) sur le travail des enfants dans les mines ;

A.V. du 21 janvier 1927 (*Bul. off.*, n° 750) sur les travaux dangereux interdits aux enfants et aux femmes ;

A.V. du 7 juillet 1928 (*Bul. off.*, n° 822) déterminant les tolérances et exceptions prévues pour les repos, pour la durée du travail, et pour le travail de nuit des femmes et des enfants.

Il était normal que l'on protègea les enfants et les femmes contre un travail abusif qui aurait pu leur être imposé.

Cette législation ne sera jamais assez large.

4° *Travail de nuit.* — On appelle travail de nuit tout travail effectué entre 22 heures et 5 heures.

Le chapitre III du titre I^{er} du dahir du 13 juillet 1926 sur la réglementation du travail prévoit les conditions dans lesquelles doit être effectué le travail de nuit.

En principe, le travail de nuit est interdit aux femmes et aux enfants de moins de 16 ans. Il est regrettable à notre avis, qu'un article comme l'article 15 alinéa 1 de ce dahir, autorise que « dans les usines à feu continu, les enfants du sexe masculin et les femmes majeures puissent être employés à des travaux indispensables ». L'interdiction devrait être formelle.

On ne comprendrait que l'exception donnée par l'article 17 du même dahir. Il est évident qu'en cas de travaux urgents, dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer du matériel rapidement, l'aide de tous est nécessaire sur le champ.

Pénalités.

En sus des pénalités normales que nous étudierons au paragraphe 5, le législateur permet au tribunal compétent d'ordonner l'affichage du jugement au cas d'infraction aux dispositions concernant le travail des femmes et des enfants.

Il ne faudrait pas néanmoins que l'infraction concernant les enfants ou les femmes mineures résulte d'une erreur provenant de la production d'acte de naissance, livret ou certificat contenant de fausses énonciations ou délivrés par une autre personne.

Notons enfin que l'article 463 du Code pénal concernant les circonstances atténuantes n'est pas applicable à ceux qui contreviennent aux dispositions de la législation du travail concernant les femmes et les enfants.

C'est une grave erreur qu'a commise le législateur en accordant le bénéfice de l'article 463 aux contrevenants récidivistes. Il faudrait encore moins de pitié pour ceux-là. Pour protéger véritablement les femmes et les enfants, obligés de travailler, il faut ne point s'attendrir sur ceux qui n'appliquent pas la loi.

L'article 59 du dahir du 13 juillet 1926 devrait, à notre avis, être supprimé.

§ 3. *Repos hebdomadaire. Congés payés*

1. *Repos hebdomadaire.*

Comme le fait remarquer M. Bouy, dans son ouvrage, avant 1930, « Le repos hebdomadaire, sans être obligatoire était appliqué, en fait, par la majeure partie des employeurs ». « Le repos était donné le vendredi, le samedi ou le dimanche, suivant la religion du chef d'établissement ou suivant la religion du personnel », ajoutait-il.

Néanmoins, c'était une lacune. Nombreux étaient les ouvriers qui se plaignaient de ne pouvoir obtenir ce jour de congé par semaine.

Un dahir du 18 décembre 1930 est venu combler cette lacune.

« Les dispositions du présent dahir, précise l'article 1, s'applique aux employés ou ouvriers occupés dans un établissement industriel ou commercial ou dans ses dépendances, de quelque nature qu'il soit, public ou privé, laïque ou religieux, même s'il a un caractère d'enseignement professionnel de bienfaisance ».

Ces dispositions s'appliquent également au personnel des bureaux. Elles ne sont pas applicables aux ouvriers et employés de chemin de fer, dont les repos sont réglés par des dispositions spéciales ».

Les articles 2, 3 et 4 donnent quelques précisions complémentaires. Le jour de repos doit être précisé sur les cartes de travail pour que le contrôle puisse être efficace.

L'article 5 autorise un repos hebdomadaire par roulement pour certains établissements : hôtels, restaurants, brasseries, garages, etc.

Les articles 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, traitent de la pratique du repos hebdomadaire et de sa suspension dans certains cas.

L'article 18 autorise le secrétaire général du protectorat à suspendre le repos 15 fois par an, dans les établissements, soumis au contrôle de l'Etat, ainsi que dans ceux où sont exécutés des travaux pour le compte de l'Etat et dans l'intérêt de la défense nationale.

Un contrôle du repos hebdomadaire est fait par les agents chargés de l'inspection du travail.

Ces derniers dressent des contraventions constatées par des procès-verbaux.

Des pénalités sont prévues contre ceux qui enfreindraient les dispositions du dahir. Ce sont des amendes de 5 à 15 fr., appliquées autant de fois qu'il y a de personnes occupées dans des conditions contraires au dahir, sans toutefois que le maximum puisse dépasser 500 fr.

Les articles 21, 22, 23, 24 et 25 prévoient les diverses pénalités applicables en cas de récidive, d'obstacle à l'inspection, etc.

Le repos hebdomadaire est donc actuellement un fait légal au Maroc.

2. *Congés payés.*

Le dahir du 5 mai 1937 (*Bul. off.* du 7 mai 1937) a institué un congé annuel payé dans l'industrie, le commerce et les professions libérales.

Après six mois de services continus dans un établissement, l'ouvrier, l'employé, ou l'apprenti a droit à un congé payé d'une durée minimum de 7 jours comprenant au moins 6 jours ouvrables. Cette durée est augmentée d'un jour de congé par mois écoulé depuis le sixième mois de service du salarié. Après 12 mois de services continus, le salarié a droit, chaque année, à un congé minimum de 15 jours comportant au moins 12 jours ouvrables.

Par « jours ouvrables », il faut entendre les jours autres que les jours de repos hebdomadaire et que les jours fériés choisis dans l'établissement.

L'article 2 du dahir prévoit les indemnités journalières que touchera le salarié durant son congé. En principe, ces indemnités correspondent au salaire perçu en période de travail.

Les conditions d'application du dahir sur les congés payés sont déterminées par arrêtés du secrétaire général du protectorat.

Les inspecteurs du travail surveillent l'application du dahir.

Les tribunaux français condamnent les patrons, directeurs ou gérants d'établissement qui contreviennent aux dispositions du dahir ou des arrêtés pris pour son exécution, à une peine d'amende de 5 à 15 fr. par infraction portée de 16 à 100 fr. en cas de récidive dans les 12 mois.

Un premier arrêté du ministre plénipotentiaire, délégué à la résidence, en date du 26 mai 1937 (*Bul. off.*, du 4 juin 1937) détermine les modalités d'application du dahir sur les congés payés.

Un second arrêté du 6 juillet 1937 s'occupe plus spé-

cialement de l'application du dahir au personnel qui n'est pas normalement occupé d'une façon continue ou au personnel intermittent.

Il nous semble inutile de répéter, après tant de journalistes et de professeurs, l'utilité incontestable de cette mesure législative qui n'est qu'une copie de la loi française. Être homme, c'est être humain. Les principes de justice et d'humanité commandaient une pareille mesure envers tous les travailleurs.

§ 4. *Hygiène et sécurité des travailleurs*

« Cette matière, précise M. Bouy, fait l'objet du titre II du dahir du 13 juillet 1926 modifié par le dahir du 22 mai 1928 ». Les mesures d'hygiène et de sécurité prescrites par la législation chérifienne, ajoute-t-il, sont analogues à celles de la législation métropolitaine, sauf, cependant, en ce qui concerne l'hygiène des chantiers du bled qui a nécessité des mesures spéciales.

L'arrêté viziriel du 25 décembre 1926 (*Bul. off.*, n° 741 du 4 janvier 1927) établit les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements industriels et commerciaux.

C'est peut-être dans le domaine de l'hygiène que la France a manifesté le plus d'activité. Elle a accompli de ce point de vue une œuvre admirable. La création du corps des médecins de colonisation, les médecins du peuple indigène fut une initiative heureuse.

Dans le bled, par exemple, le chef d'entreprise doit assurer le concours permanent d'un infirmier indigène s'il emploie plus de 100 ouvriers, d'un infirmier européen, s'il en emploie plus de 300, d'un médecin, s'il en emploie plus de 600.

La tâche accomplie fut grande. Il reste cependant encore beaucoup à faire. La direction de la Santé et de l'Hygiène a conscience des bienfaits qu'elle fournit aux travailleurs et continuera à faire mieux, toujours mieux.

§ 5. *Répression des infractions à la réglementation du travail*

Le dahir du 13 juillet 1926, dans son titre IV, traite des pénalités applicables aux manufacturiers, directeurs ou gérants (le chef de chantier agissant de son plein gré est poursuivi seul), poursuivis pour avoir contrevenu aux dispositions qu'il édicte et qu'édicte les arrêtés viziriels pris pour son exécution. Ces pénalités sont celles que l'on applique en général pour toutes les infractions à la législation du travail, sauf des exceptions que nous avons indiquées.

Le tribunal compétent est le tribunal de paix, statuant en matière correctionnelle.

L'amende dont est passible le contrevenant va de 5 à 15 fr.

L'amende est appliquée autant de fois qu'il y a de personnes employées dans des conditions contraires aux dispositions établies par la législation sur le travail ou qu'il y a de contraventions constatées par le procès-verbal.

Toutefois le total des amendes ne peut pas dépasser 500 fr.

En cas de récidive les contrevenants sont punis d'une amende de 16 à 100 fr.

Il y a récidive lorsque dans les 12 mois antérieurs au fait poursuivi, le contrevenant a déjà subi une

condamnation devenue définitive pour une contravention identique.

Le total des amendes en cas de récidive (une amende de 16 à 100 fr. pour chaque nouvelle contravention), ne peut pas dépasser 2.000 fr.

De plus, sont punis d'une amende de 100 à 500 fr., et, en cas de récidive, de 500 à 1.000 fr., tous ceux qui auront mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur du travail ou d'un ingénieur des mines qui en remplit les fonctions (art. 56, dahir du 13 juillet 1926).

L'article 57 va plus loin : « Les dispositions du Code pénal qui prévoient et répriment les actes de résistance, les outrages et les violences contre les officiers de police judiciaire sont, en outre, applicables à ceux qui se rendent coupables de faits de même nature à l'égard d'un inspecteur du travail ou d'un ingénieur des mines qui en remplit les fonctions ».

Enfin, l'article 463 du Code pénal, sur les circonstances atténuantes, est applicable, sauf pour les infractions aux dispositions concernant le travail des femmes et des enfants ou concernant l'emploi des composés de plomb.

En cas d'infraction en récidive aux articles concernant le travail des enfants et des femmes, les tribunaux peuvent appliquer l'article 463 du Code pénal, sans toutefois, qu'en aucun cas l'amende pour chaque contravention puisse être inférieure à 5 francs (art. 59).

Nous estimons que cet article doit être supprimé.

En aucun cas, il ne faut atténuer la faute de ceux qui se rendent coupables de contravention à la législation du travail envers ceux qui ont besoin de la protection la plus efficace : les femmes et les enfants.

Les chefs d'entreprises sont civilement responsables

des condamnations prononcées contre leurs directeurs, gérants ou préposés.

Le service de l'inspection du travail et les personnes ayant qualité pour verbaliser dans ce domaine assurent l'application des dispositions du dahir.

Section III

Protection des salaires

Cette matière est réglementée par le dahir du 18 juin 1926, relatif au paiement des salaires, aux éconômats, au marchandage et au contrat de sous-entreprise.

Néanmoins, il nous semble utile de rappeler que les dispositions de la loi de 1907 sur le salaire de la femme mariée ne sont pas applicables aux étrangers au Maroc.

Cette thèse a été consacrée par un arrêté de la Cour d'appel de Rabat, rendu le 23 février 1929 dans l'affaire Arne contre Arne.

Au Maroc, donc, faute de promulgation, la loi de 1907 ne peut être considérée que comme loi de statut personnel applicable aux seuls Français.

Cependant, les dispositions de cette loi sont considérées en France comme d'ordre public absolu et par suite applicables aux étrangers (Cass. req., 27 mars 1922, D., 1923, p. 11, Affaire Terrestehenko).

Il serait fort utile qu'un dahir promulgua au Maroc la loi de 1907. Les femmes étrangères ont le droit de profiter, dans ce pays des bienfaits de notre législation.

D'autre part, il nous faut préciser qu'un dahir du 18 juin 1936 a fixé le salaire minimum des ouvriers et employés, indigènes ou non.

Toutefois, il est bien compréhensible que ce dahir a été fait pour améliorer le sort des travailleurs indigènes.

L'article 1 s'exprime ainsi : « Le salaire minimum des ouvriers et employés de l'un ou l'autre sexe ne peut être inférieur(ô dérision !) à 4 fr. par journée de travail ».

Ce dahir aurait déjà été un léger acquis, pour les ouvriers indigènes, s'il était respecté partout et par tous. Mais malheureusement, nombreux sont encore ceux qui ne paient que 2 fr. et même 1 fr. par jour les femmes indigènes travaillant sur leurs terres. C'est une honte que de pareilles iniquités puissent encore exister. De plus, le coût de la vie ayant augmenté pour l'indigène (tous les impôts du ciel s'abattent sur eux), il serait normal, je dis mieux, humain, c'est-à-dire français, d'établir un niveau plus élevé à ce salaire minimum et de faire respecter des principes aussi justes que ceux-là, en infligeant de fortes pénalités aux contrevenants.

Ceci dit en passant.

CHAPITRE IX

LA LIBERTÉ DU COMMERCE

Parler de la liberté du commerce, de nos jours, semble presque une hérésie. En effet, si le principe de la liberté subsiste, la réglementation du commerce des Etats a pris une telle envergure, que tout le commerce semble aujourd'hui enserré dans un véritable étau.

Toute étude du commerce d'un pays ne se conçoit qu'avec la division classique en commerce extérieur et commerce intérieur.

Section I

Commerce extérieur

1^o *Principes généraux.*

L'acte d'Algésiras a établi l'*égalité économique* de toutes les puissances étrangères.

Déjà dans l'accord franco-anglais du 8 avril 1904, l'Angleterre faisait insérer cet article 4 : « les deux gouvernements (français et anglais), également attachés aux

principes de la liberté commerciale tant en Egypte qu'au Maroc, déclarent qu'ils ne se prêteront à aucune inégalité... ».

Dans le traité franco-allemand du 4 novembre 1911, on faisait encore reconnaître cette liberté commerciale. L'article 4 du traité, précise que « le gouvernement français, fermement attaché au principe de la liberté commerciale au Maroc, ne se prêtera à aucune inégalité... ».

Après les traités de Versailles et de Saint-Germain-en-Laye, les Allemands et les Autrichiens étaient privés de cette égalité économique. Le dahir du 11 janvier 1920, en ce qui concerne l'Allemagne, et celui du 8 janvier 1921, en ce qui concerne l'Autriche, réglaient « l'accès, le séjour, la résidence et l'exercice de tous droits des ressortissants de ces puissances en zone française », en les subordonnant à une autorisation personnelle du sultan.

La mesure douanière fut insuffisante, elle n'empêchait pas les marchandises d'Outre-Rhin de se camoufler en marchandises suisses et hollandaises. Pour parer à cette concurrence déloyale, de nouveaux dahirs de 1922 augmentèrent les moyens de défense du protectorat.

Les dahirs de 1926, puis les dahirs du 15 janvier 1927 et du 18 mai 1927 faisaient présager le dahir du 1^{er} septembre de la même année, qui met en vigueur l'accord franco-allemand du 17 août 1927. Ce dahir facilite l'accès des personnes et surtout du point de vue qui nous intéresse, supprime toute protection douanière. « Ce sont les stipulations coloniales du traité de Versailles que l'Allemagne s'apprête à mutiler et à détruire », concluait, à cette époque, M. Auguste Ferrier. C'était un trop bon

prophète, hélas ! faisait remarquer M. J. Ladreit de Lachérière dans l'Afrique française¹.

Par les dahirs du 15 mars 1933, les textes interdisant aux Allemands et aux Autrichiens l'accès du Maroc et n'admettant pas pour eux les libertés dont pouvaient jouir tous les autres étrangers, sont abrogés.

Les stipulations coloniales du traité de Versailles concernant le Maroc ont vécu.

2^o *Les douanes.*

Ce que l'acte d'Algésiras a consacré de plus durable, c'est véritablement le régime douanier du Maroc (Chap. V de l'acte). Tous les produits importés sont soumis à la même taxation. L'égalité douanière est absolue et sans limite de durée.

Il est bien évident que ce régime est préjudiciable à la France. Les marchandises en provenance de la métropole ne bénéficient d'aucune protection spéciale, contre celles provenant de pays étrangers, surtout si les produits de ces derniers pays arrivent sur le marché marocain à des prix dérisoires.

Le Japon et l'Allemagne (l'Allemagne a reconquis l'égalité douanière par le dahir du 1^{er} septembre 1927), avec leurs produits les plus divers ; les Etats-Unis, gros fournisseurs d'automobiles, de blé, etc., au Maroc, ne s'en plaignent sûrement pas.

Sauf de rares exceptions, les produits entrant au Maroc et sortant du Maroc sont soumis à une taxe douanière *ad valorem* de 10 %. A cette taxe s'ajoute celle de 2,50 % *ad valorem*, avec affectation spéciale à la Caisse des travaux publics.

1. *Revue Afrique française*, 1933, p. 245.

3° *Réglementation du commerce extérieur*¹. a) à l'entrée ;
b) à la sortie.

a) *A l'entrée*. — Pour l'importation, les prohibitions et restrictions de l'acte d'Algésiras ont été consacrées : pour les explosifs (dahir du 14 janvier 1914), et pour les armes de chasse et leurs munitions (dahir du 15 juin 1915). Le soufre et ses composés ont fait l'objet d'une réglementation spéciale (dahir du 20 octobre 1922).

L'absinthe, ses produits similaires, les alambics, les alcools, les allumettes, les animaux vivants, les armes et munitions, les babouches, les biberons et tétines, la céruse et autres composés du plomb, les céréales, farines et semoules, l'huile de paraffine, les produits alimentaires, les semences de pomme de terre, les tapis, sont soumis, soit à un régime complet d'interdiction, soit à des formalités très sévères quant à leur entrée au Maroc.

Le Maroc est, avant toute chose, un pays agricole. Le protectorat a tout mis en œuvre pour protéger le plus important produit que son sol lui donne : les céréales. Il a pris, tout d'abord, des mesures de protection directes, puis des mesures de protection indirectes. « En effet, à défaut de majoration de droits de douane que ne semblait point autoriser une interprétation rigide de l'acte d'Algésiras, des interventions dans l'économie marocaine ont eu pour objet, de secourir artificiellement la production du pays et de neutraliser les inconvénients du principe d'égalité commerciale stipulé par l'acte d'Algésiras à une époque de relations économiques normales »².

1. Louis Rivière, *Le régime du commerce extérieur du Maroc*, (*Gazette des tribunaux du Maroc*, 16 décembre 1926, 6 juin 1926).

2. René Hoffher, *Le marché économique du Maroc*. « *Revue Afrique française* », mai 1933.

b) *A la sortie.* — « Le régime de l'exportation a connu, depuis 1912, des fortunes diverses, suivant que, sous la pression des événements, le vent était à la liberté ou à la restriction » écrit M. Rivière.

La sortie de certains produits marocains est formellement interdite : beurres et fromages, autres que ceux d'importation, œufs de gibier, glands, tomates, à destination de la France ou de l'Algérie (dahir du 20 juin 1935), matériel de guerre (dahir du 11 mars 1936).

La sortie de certains produits est soumise à une autorisation administrative : juments, poulains et chevaux de tout âge, ânes et ânesses, dattes, huile d'argan, œufs de volailles, bois de chauffage, céréales, huiles d'olives.

Enfin, il existe une dernière série de produits pouvant être exportés librement : confiserie de fabrication locale, tabacs fabriqués, savons, sucres, bovins, etc.

L'Office chérifien d'exportation exerce un contrôle attentif sur la sortie des produits marocains.

Avant de clore ce trop rapide aperçu sur la liberté du commerce extérieur au Maroc, signalons qu'une nouvelle entrave a été apportée à ce commerce par le dahir du 22 septembre 1936. Ce dahir a interdit toute relation commerciale entre le Maroc français et la zone rebelle du Maroc espagnol.

Section II

Commerce intérieur

En principe, le commerce intérieur, tout comme le commerce extérieur, devrait être libre. Le marchand devrait avoir la faculté de livrer au public aux prix et

conditions qui lui plaisent, les produits qu'il possède en boutique.

Cette liberté, comme bien d'autres, n'existe plus que dans le principe. En fait, les vicissitudes économiques, auxquelles tous les pays furent en butte, obligèrent les gouvernements à soumettre le commerce à une rigoureuse réglementation.

On a réglementé la vente de presque toutes les denrées alimentaires : lait, huile, beurre, farine, etc.

On a taxé le prix de vente du pain, du lait, etc.

Des dahirs ont institué une répression extrêmement sévère des fraudes¹. Les commerçants sont soumis à la vérification des poids et mesures ou à des services d'inspections spéciaux. L'autorité administrative peut prendre certaines mesures d'hygiène pour assurer la salubrité des denrées offertes à la consommation. Les débitants de boissons et les restaurateurs sont soumis à l'obligation d'obtenir une licence.

Les facultés économiques des particuliers sont véritablement réduites. Mais résoudrait-on le malaise économique actuel, si angoissant, en laissant toute liberté au commerçant ? Nous ne le croyons pas. La spéculation irait toujours grandissante et le pauvre consommateur qu'aucune loi ne protège, continuerait à en supporter tout le poids.

Conclusion. — « Le régime de l'égalité économique ne sera vraisemblablement jamais modifié. Il a forcé et forcera encore nos nationaux, pour maintenir la situation commerciale prépondérante qu'ils ont aujourd'hui

1. Dahir du 14 octobre 1914 (modifié et complété par les dahirs du 18 mai 1916, du 9 mars 1928 et du 25 septembre 1935).

au Maroc, à déployer des efforts et des initiatives que ne susciterait pas le régime de serre chaude des marchés protégés, et il contribuera ainsi au perfectionnement de notre commerce et de notre industrie¹.

Selon l'expression de M. de Tarde, le Maroc aura été pour les Français, une « école d'énergie ».

Le régime de liberté économique, lui, ne continuera à exister qu'en principe. Le commerce, tant extérieur, qu'intérieur, restera soumis à toutes les mesures qualifiées « protectrices ».

Chaque pays se barricadera, chaque catégorie de producteurs se défendra en ne voulant pas prendre en considération les doléances de la catégorie de producteurs voisins. C'est le *struggle for life* dans toute son horreur. Et sur tout ça, des grandes paroles de paix, d'amour et d'union. Comme nous sommes loin de l'agréable théorie du « laisser faire, laisser passer ».

1. André Colliez, *Notre protectorat marocain*, p. 493.

CHAPITRE X

LA LIBERTÉ D'INDUSTRIE

Section I

Liberté de fabrication

1° *Le principe.* — Les industriels ont le droit d'employer tel procédé de fabrication que bon leur semble. Porter entrave à cette liberté, c'est porter entrave aux inventions, c'est tuer le progrès. L'invention est encouragée au Maroc, ainsi que partout ailleurs.

2° *Le droit de l'inventeur.* — Les dispositions législatives sur les brevets et marque de fabrique, ainsi que sur la propriété littéraire et artistique, attribuent à certaines personnes des droits exclusifs sur leurs créations. Non seulement l'inventeur breveté a seul le droit d'exploiter son œuvre, ce qui est logique, mais il peut empêcher les tiers d'en profiter même s'il n'exploite pas lui-même, ce qui est plutôt étrange.

3° *Restrictions.* — La liberté de fabrication est soumise cependant à certaines règles. La plus importante est la règle de l'honnêteté.

Assurément, la liberté ne peut aller jusqu'à la falsification et l'escroquerie au préjudice du consommateur. Une réglementation de plus en plus minutieuse tend à définir les produits et leurs origines par une série de dispositions de détail bien sévères.

Le législateur marocain a créé deux services extrêmement utiles : le service de l'inspection du travail et celui de la répression des fraudes.

Les tribunaux aident sagement les inspecteurs de ces services, en infligeant des peines sévères à tous les individus qui contreviennent à la réglementation qui leur est imposée.

Ce sont là, sans doute, de légères restrictions à la liberté de l'industrie et du commerce, mais du fait seul qu'elles sont prises dans l'intérêt général, on ne peut que les apprécier hautement.

Section II

Liberté d'extraction ou le régime minier

L'article 112 de l'acte d'Algésiras prévoyait qu'un firman chérifien s'inspirant des législations étrangères en vigueur en la matière déterminerait les conditions de concession et d'exploitation des mines et carrières.

Le dahir du 15 septembre 1923 a réformé les dahirs de 1914 et 1920. Il est lui-même remplacé aujourd'hui par le dahir du 1^{er} novembre 1929 (complété par le dahir du 2 mai 1935). Ce dahir supprime les permis d'exploitation. Il contraint les titulaires de permis de recherches à explorer et à reconnaître les gisements contenus dans leur périmètre, sous peine de perdre leurs titres. Il augmente

considérablement les droits et les prérogatives de l'Etat chérifien sur les mines et relève le tarif des taxes perçues sur les permissionnaires et les concessionnaires.

Un bureau minier a été créé par dahir du 28 décembre 1928. Il a deux objectifs : la recherche des gisements et leur gérance. Du point de vue qui nous intéresse, c'est-à-dire, du point de vue de la liberté de l'industrie extractive, il nous suffira de dire que l'initiative privée conserve encore une certaine liberté d'action dans la recherche des gisements mais qu'elle a perdu toute liberté quant à la gestion. Le dahir du 2 mai 1935 réserve même à l'Etat, la prospection et la recherche des gisements de 4^e catégorie dans des périmètres déterminés.

Toutefois, les adjudications des gisements miniers restent, en vertu de l'acte d'Algésiras, ouvertes à tous. Le Maroc est obligé de tenir tous les étrangers, Français et autres, sur un pied d'égalité.

Cette législation embarrassa terriblement le protectorat, lors de la découverte des gisements de phosphates. Mettre ces gisements en adjudication, étant donné l'affaiblissement de notre monnaie, c'était en réserver presque sûrement l'attribution à une nation à change élevé. On se résolut donc à organiser l'entreprise d'Etat. Le dahir du 2 janvier 1920 décida la création d'un organisme dénommé « l'Office chérifien des phosphates ». On avait fondé de grands espoirs sur les gisements phosphatiers du Maroc. Ces espoirs n'ont pas été déçus, puisqu'à l'heure actuelle, le Maroc est le premier producteur et exportateur de phosphates du monde.

L'Office chérifien des phosphates, entreprise d'Etat, a énormément contribué à la réussite prestigieuse de cette industrie.

Nul n'oserait le contredire.

CHAPITRE XI

LES PROFESSIONS A MONOPOLES

Les monopoles sont une exception à la liberté du travail, du commerce et de l'industrie.

Il y a deux sortes de monopoles : les monopoles d'Etat et les professions monopolisées.

Section I

L'Etat industriel et commerçant

L'Etat s'est réservé, au Maroc, le droit d'exploiter et de tirer profit de certaines industries, de certains commerces.

Un dahir du 18 décembre 1920 complété et modifié par divers arrêtés viziriels de 1921 et de 1927 établissait l'exploitation en régie des chemins de fer à voie de 0 m. 60.

On ne rappellera jamais assez combien ces trains marocains sur voie étroite rendirent de services à notre pays. Ils furent utiles, non seulement du point de vue militaire, mais encore du point de vue économique.

Des trains plus rapides, en tout point semblables à ceux de France, sillonnent actuellement le Maroc.

Les chemins de fer à voie normale rentrent dans la catégorie bien connue des services publics concédés (nous signalons en passant, que la distribution d'énergie électrique au Maroc a été, elle aussi, concédée). Dahir et arrêté viziriel du 29 janvier 1918.

Quelques tronçons épars de la voie 0 m. 60 restent encore en service. Ils rappellent à tous ceux qui vinrent au Maroc dès la première heure, de bien agréables souvenirs, mais aussi une grande page d'histoire.

Un dahir du 19 juillet 1929 a créé sous le nom de « Régies des exploitations industrielles du protectorat », une régie d'Etat chargée des services automobiles du protectorat, de l'exploitation des ateliers d'Aïn-Bordja et de toutes opérations techniques qui pourraient ultérieurement lui être confiées par arrêté du grand vizir, notamment l'exploitation éventuelle de services publics de distribution d'eau et d'électricité dans les agglomérations urbaines.

Par arrêté viziriel, en date du 7 septembre 1932, l'exploitation des services publics de distribution d'eau dans les centres de Naïma, El-Aïoun, El-Hajeb, Azrou, Natmata, Marchand, Boulhaut est confiée à la régie d'Etat d'exploitations industrielles du protectorat.

Qu'attend S.E., le grand vizir pour donner à cette régie l'exploitation des services de distribution d'eau et d'électricité pour tout le Maroc ?

Personne ne s'en plaindrait. Nous voulons parler des consommateurs.

« L'achat, la fabrication et la vente des tabacs et du kif constituent un monopole dont l'exploitation est, et demeure confiée à la société internationale de Régie cointéressée des tabacs du Maroc, jusqu'à l'expira-

tion de sa concession » (art. 1 du dahir du 12 novembre 1932).

Enfin l'Etat marocain exploite lui-même ses phosphates.

Nous ne faisons ici que constater des entraves à la liberté commerciale.

Nous ne discuterons pas du bien fondé et de l'utilité de l'intervention de l'Etat dans le domaine économique.

Section II

Les professions monopolisées

Ces professions sont en grand nombre. Elles ne sont pas accessibles à tout venant.

Les carrières publiques, avons-nous dit, en étudiant la liberté de conscience, sont en principe, accessibles à tous, sous réserves de certaines conditions d'âge, de diplôme, etc. Les conditions d'admission particulières à chaque concours administratif, civil ou militaire ne peuvent pas être considérées comme des entraves à la liberté du travail.

Par contre, il existe des professions purement privées où les particuliers sont astreints à des conditions toutes spéciales.

Comme transition entre les carrières publiques et les professions monopolisées, nous citerons la fonction de notaire (dahir du 4 mai 1925). Le notaire est nommé par dahir. C'est un fonctionnaire public français.

Cet agrément du gouvernement marocain, au contraire, n'est pas nécessaire pour d'autres professions libérales.

Pour exercer la profession de médecin, de pharmacien,

de chirurgien-dentiste, de sage-femme ou d'herboriste¹, il faut, tout d'abord, être en possession d'un titre donnant le droit d'exercer en France, dans son pays d'origine ou dans le pays dont il est le ressortissant. Il faut, d'autre part, être autorisé à pratiquer. Il est interdit de pratiquer sous un pseudonyme. L'autorisation peut être retirée à toute personne frappée de l'une des peines prévues par l'article 11 du dahir de 1916.

La profession d'avocat est réglementée par le dahir du 10 janvier 1924. Il faut, non seulement remplir toutes les conditions de diplôme (licence), d'âge (21 ans), etc., mais encore être admis par le Conseil de l'Ordre et enfin, avoir prêté serment devant la Cour d'appel. Après quoi, on a le droit d'être inscrit au tableau de l'Ordre des avocats. Le Conseil de l'Ordre peut prononcer des peines disciplinaires à l'encontre de ceux qui ne respectent pas le règlement en honneur. L'expulsion du barreau peut même être prononcée. On peut faire appel des décisions du Conseil devant la Cour d'appel de Rabat.

1. Dahir du 12 avril 1916 complété et modifié par les dahirs du 20 août 1926 et 20 mars 1936.

CHAPITRE XII

L'ÉGALITÉ CIVILE OU L'ÉGALITÉ DEVANT LA LOI

« L'égalité civile consiste dans ce fait que tous les individus jouissent des mêmes avantages sociaux que procure la loi et sont assujettis aux mêmes charges qu'elle impose »¹.

Nous ne traiterons pas, dans ce chapitre, de l'égalité admissibilité de tous aux fonctions publiques. Nous avons déjà dit que cette égalité existait au Maroc pour tous les Français. Les services administratifs du protectorat, étant des services français, il est évident que les non Français ne peuvent être fonctionnaires au Maroc.

Nous n'aborderons pas non plus le sujet délicat de l'égalité devant l'impôt. Nous spécifierons simplement, qu'en principe, cette égalité est obligatoire entre tous les étrangers au Maroc.

L'égalité devant la justice retiendra par contre notre attention. Dans une première section, nous étudierons

1. Nézard, *Eléments de droit public*, p. 126.

très rapidement l'organisation judiciaire au Maroc. Puis dans une deuxième section, nous essaierons de dégager les règles de compétence de nos tribunaux à l'égard des étrangers. Enfin, nous consacrerons une dernière section à l'étude sommaire du pouvoir des tribunaux militaires.

Section I

L'organisation judiciaire

Il existe à l'heure actuelle au Maroc trois sortes de juridictions :

- la juridiction indigène
- la juridiction française
- la juridiction consulaire.

Le respect des coutumes et de la loi religieuse, le respect des principes capitulaires nous obligèrent à admettre ces trois justices différentes.

1^o *Justice indigène.* — Il existe dans ce domaine :

1^o des juridictions religieuses, celles des cadis pour les musulmans, et des rabbins pour les israélites ;

2^o des juridictions séculières, celles des pachas et caïds. Il est fait appel de leurs décisions devant le haut tribunal chérifien : Chambre des appels. Ce haut tribunal comprend aussi une Chambre criminelle, à laquelle sont déférées les infractions passibles de peines plus élevées que celles que peuvent prononcer les pachas et caïds ;

3^o des institutions coutumières particulières aux berbères.

2° *Justice française.* — La nouvelle organisation de la justice française au Maroc comporte :

1° une Cour d'appel à Rabat ;

2° cinq tribunaux de première instance à Rabat, Casablanca, Oujda, Marrakech et Fez ;

3° treize justices de paix : deux à Rabat ; deux à Casablanca ; une à Oujda, Fez, Meknès, Port-Lyautey, Mazagan, Mogador, Safi, Marrakech, Agadir.

Il n'y a pas de tribunaux de commerce et pas de tribunaux administratifs.

Les juges sont, à tous les degrés, des magistrats français, du cadre européen. Depuis 1927, les deux plus hauts magistrats du Maroc sont, M. le Premier président Cordier et M. le Procureur général Bonnelli. La justice française au Maroc leur doit beaucoup.

Il existe enfin, au Maroc, des tribunaux militaires.

3° *Juridictions consulaires.* — Les juridictions consulaires auront bientôt vécu. L'Angleterre a abandonné son privilège de juridiction au Maroc. Les Etats-Unis ne tarderont pas à l'imiter.

Toutefois, l'Amérique n'ayant pas abdiqué ses pouvoirs capitulaires, il n'en reste pas moins que ses consuls conservent le droit de rendre la justice à leurs nationaux et protégés. Du point de vue répressif, le consul reste seul juge. En ce qui concerne les actions personnelles et mobilières, le consul connaît des litiges dans lesquels ses ressortissants sont défendeurs ; lui seul a le droit d'exécuter les sentences en cas de condamnation.

La juridiction consulaire a perdu de son importance du fait de l'abandon par l'Angleterre de son privilège.

Section II

Compétence des tribunaux français

1° Règle générale.

Les règles de compétence de nos tribunaux sont établies par le dahir organique du 12 août 1913. Toutes les dispositions que ce dahir contient sont applicables aux Français, aux ressortissants français, aux sujets et ressortissants ou anciens ressortissants étrangers, dont les gouvernements auront renoncé à leur privilège de juridiction et enfin, aux sujets et ressortissants des Etats étrangers qui ne jouissaient pas à cette date d'un privilège de juridiction (art. 7 du dahir du 12 août 1913).

2° *Compétence rationae materiae.* — a) En matière pénale, les tribunaux français sont compétents chaque fois qu'un Français ou un étranger non protégé est en cause. La compétence de nos tribunaux a été étendue aux crimes commis par des sujets marocains, non protégés étrangers, au préjudice de Français ou protégés français, et des Européens ou protégés des diverses puissances européennes, et aux crimes et délits commis par les mêmes individus lorsque des Français ou protégés français seront auteurs, coauteurs ou complices et, enfin, aux crimes, délits et contraventions commis par des sujets marocains dans certaines circonstances prévues à l'article 6 du dahir relatif à l'organisation judiciaire du protectorat français du Maroc. En bref, en matière pénale, dès qu'un Français, un protégé français, un Européen non bénéficiaire du privilège de capitulation est partie au procès, le litige est porté devant nos tribunaux. Seuls les

Américains et leurs protégés sont encore justiciables, en cette matière, de leur tribunaux consulaires.

Pour certains délits, certaines contraventions, alors même que des indigènes sont seuls en cause, nos tribunaux sont compétents. Il faut, pour qu'il en soit ainsi, que le dahir traitant de la question donne compétence exclusive à la juridiction française, par exemple, en matière de fraude alimentaire, de spéculation, etc.

b) En matière immobilière, la compétence des tribunaux français est limitée au cas où des Français ou des ressortissants français ou des étrangers non protégés, sont seuls en cause.

Par contre, en matière possessoire, nos tribunaux connaissent de tous litiges, auxquels leurs ressortissants sont parties.

« Si les juridictions françaises ne sont pas compétentes, seules les juridictions de l'Empire chérifien doivent connaître de toutes les affaires immobilières quelle que soit la nationalité des intéressés, puisque les différents traités passés entre S.M. le sultan et les puissances européennes n'ont accordé à celles-ci aucun privilège dans le domaine immobilier » (Tribunal Casablanca, 17 juin 1935, *Gazette trib.*, n° 652 ; affaire municipalité de Casablanca, contre Cohen-Boulakior et autres ; Tribunal Casablanca, 18 décembre 1933).

Notons en passant, que la présence d'un ressortissant anglais ou américain parmi plusieurs parties agissant en commun à un procès, ne saurait enlever au tribunal français sa compétence à connaître du litige et n'a pour résultat que de rendre la décision inapplicable au ressortissant protégé capitulaire qui doit rester hors de cause (Cour d'appel, Rabat 24 juillet 1934, affaire Consorts Fredj contre Espinoza ; *Gazette trib.*, n° 603).

c) En matière civile et commerciale nos tribunaux sont compétents pour toutes les affaires dans lesquelles des Français, des ressortissants français et des étrangers (à l'exception des Américains), sont en cause.

Ils sont compétents quelles que soient la nationalité des parties et la nature du litige, dans tous les cas se rattachant à l'exécution ou à l'interprétation d'une décision ou d'un acte de l'autorité judiciaire française.

Il suffira même au justiciable de nos tribunaux d'être civilement responsable d'un Marocain de droit commun en procès avec un autre indigène de droit commun pour que l'affaire soit portée devant la juridiction française.

d) En matière administrative, les juridictions françaises sont exclusivement compétentes pour connaître de toutes les instances tendant à faire déclarer débitrices les administrations publiques, soit à raison des marchés conclus par elles, soit à raison de tous actes de leur part ayant porté préjudice à autrui (dahir du 1^{er} septembre 1928). Les administrations publiques doivent porter leurs actions contre les particuliers devant les mêmes juridictions.

Les décisions rendues en matière administrative sont toujours susceptibles d'appel.

Les fonctionnaires de l'administration marocaine peuvent déférer au Conseil d'Etat français, pour cause d'excès de pouvoir, les actes des diverses autorités du protectorat relatif à leur statut.

L'organisation judiciaire du Maroc, copiée sur celle de la Tunisie, a été conçue dans un but de grande simplification afin de contenter Français, étrangers et indigènes. On peut, sans crainte d'être contredit, estimer que les tribunaux français du Maroc ont conquis la confiance et l'admiration de tous leurs justiciables.

Section III

Les tribunaux militaires et les étrangers

A côté des tribunaux civils, il existe au Maroc des tribunaux militaires.

Ces tribunaux permanents ont leur siège à Casablanca, Meknès et Fez. Leur ressort est délimité par le général commandant supérieur des troupes, sous réserve de l'approbation du ministre de la Guerre (décret 16 octobre 1928).

Le Code de justice militaire est en vigueur au Maroc.

Le décret du 10 septembre 1935 a rendu applicable, en zone française du Maroc, la loi du 9 mars 1928.

Mais il est plus. L'autorité militaire possède des pouvoirs très étendus en matière d'ordre public. Elle tient ses pouvoirs de l'*ordre du 2 août* 1914, modifié par les ordres du 7 février 1920 et du 12 octobre 1935. D'autres ordres en date du 25 juillet 1924, du 19 février 1929 et du 23 octobre 1936, précisent les régions où les dispositions de l'*ordre du 2 août* 1914 sont intégralement en vigueur. On a, intelligemment d'ailleurs, diminué l'étendue des territoires sur lesquels les pouvoirs de l'autorité militaire s'appliquent en vertu du principe de l'état de siège.

La compétence des tribunaux militaires s'étend à tout ce qui peut toucher l'armée et la sécurité du pays : provocation à la désobéissance des militaires envers leurs chefs, faux commis au préjudice de l'armée, destruction d'édifices ou d'ouvrages militaires, emploi illégal de la force armée, commerce illicite d'armes et munitions. Les tribunaux militaires répriment les infractions aux ordres

du 13 novembre 1914, 17 décembre 1915, 15 janvier 1924 et 9 novembre 1932, réglementant l'arrivée et le séjour des étrangers en zone française. Les juridictions de droit commun restent saisies tant que l'autorité militaire n'en revendique la poursuite des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat, contre l'ordre et la paix publique, tels que notamment, la corruption de fonctionnaires, la falsification de monnaie, timbres ou poinçons de l'Etat, la rébellion, les outrages et violences envers les dépositaires de la force publique, les délits de presse, les associations, attroupements ou réunions publiques.

Enfin, nous rappellerons que l'autorité militaire possède, au surplus, le droit :

1° d'éloigner les repris de justice et les individus dont les renseignements peuvent nuire à la sécurité de l'armée et du protectorat ;

2° d'ordonner la reprise des armes et des munitions et de procéder à leur recherche et à leur enlèvement ;

3° d'interdire et de saisir les publications, d'interdire les réunions qu'elle juge de nature à entretenir ou exciter le désordre.

4° de faire, dans les régions prévues en l'ordre du 23 octobre 1936, et dans ces régions seulement, des perquisitions de jour et de nuit dans le domicile des citoyens.

Nous avons déjà critiqué les pouvoirs de l'autorité militaire en étudiant la législation sur la presse. Nous n'y reviendrons pas.

CONCLUSION

Avant d'achever cet exposé sur les libertés publiques de l'étranger au Maroc nous voulons essayer de dégager les deux grands caractères de la législation marocaine en la matière. Tout d'abord, il nous sera facile de constater que les dahirs marocains sont pour la plupart d'exactes copies des décrets tunisiens. Il nous faudra ensuite revenir à la charge contre les anachronismes législatifs qui restent encore à la base du régime de protectorat marocain.

La Tunisie a été le terrain d'expérience du Maroc, tant dans le domaine législatif que dans le domaine économique ou social. Le paysan est heureux de voir expérimenter sur la terre du voisin les nouveaux engrais, les nouvelles semences, puis d'user lui-même de tout ce qui a pu avoir de bons résultats chez autrui. Le Maroc a eu le grand bonheur de trouver en la Tunisie le terrain d'essai qui permet de n'user soi-même que de procédés sûrs.

Les lois, les décrets français ont été rendus applicables en Tunisie. Là-bas, on a modifié, complété ces textes législatifs. On a adapté. Les décrets tunisiens ont été importés au Maroc. On les a, quelquefois, légèrement retouchés. Ici encore, on a adapté.

Le droit public est une science vivante. Il change avec

le temps, et surtout avec les populations auxquelles il doit s'appliquer. Le Maroc a vu ce que le protectorat tunisien avait retenu du droit public français, ce qu'il avait éliminé, ce qu'il avait ajouté. Il a sans doute considéré le travail d'adaptation satisfaisant puisqu'en ce qui concerne les libertés publiques de l'étranger il a presque entièrement reproduit la législation tunisienne.

Le droit public, avons-nous dit, est une science vivante. Il est lié à l'évolution des hommes et doit suivre les fluctuations du milieu social. Au Maroc, toutes les évolutions ont eu lieu, dit-on souvent, par étapes. Dans le domaine qui nous intéresse, à savoir le domaine de la liberté publique, il n'y a pas eu à proprement parler d'étapes. Dès l'origine du protectorat, les principes ont été posés. De temps à autre, on a légèrement retouché quelques articles de dahir. Mais, en fait, le Maroc restait un pays sévère où il n'était pas possible d'accorder toutes les libertés que la France connaissait. Depuis deux ans, une évolution s'est nettement fait sentir. Cette évolution doit se continuer.

Mais la meilleure façon d'évoluer, c'est encore de tuer tout ce qui désormais n'a plus de raison d'être ; tout ce qui, de toute évidence, n'est plus nécessaire. « La liberté, écrivait Karl Marx, consiste à comprendre la nécessité »¹. L'édit de 1778, l'état de siège, les capitulations, n'ont plus aucune raison d'être au Maroc. Leur suppression s'impose.

En 1778, un pouvoir discrétionnaire était indispensable aux consuls de France au Maroc. Ces derniers avaient le droit d'expulser du territoire marocain les

1. F. Engels, *N.E.Dühring...*, t. I, p. 170.

Français qui, par leurs fautes, s'étaient rendus indésirables. L'édit de 1778 avait pour but de sauvegarder le prestige de la France en pays d'Islam. En 1937 l'arbitraire n'est plus une nécessité. C'est une plaie, et, toute personne éprise de liberté et de justice ne peut admettre la survivance d'un pareil vestige historique. « La nécessité n'est aveugle qu'autant qu'elle n'est pas comprise »¹. Nous ne voudrions pas que la nécessité soit aveugle. Elle perdrait de sa valeur.

De même durant les périodes d'occupations militaires en territoire colonial, l'état de siège est une nécessité. On la comprend. On la préconise. On la défend même. L'autorité militaire a besoin de pouvoirs forts. L'arbitraire est toléré, car l'arbitraire joue en plein en pareilles époques. En 1937, il existe encore, au Maroc, des régions récemment pacifiées. Dans ces régions, l'autorité militaire est maîtresse. Elle doit user de ses pouvoirs avec tact, avec justice et humanité. La France colonise. Elle ne tue pas. Elle aime. Mais à côté des régions militaires où la plupart des officiers des affaires indigènes font de leur mieux pour amener à nous les populations les dernières soumises, prospèrent des régions dites civiles. Ne pourrait-on pas modifier, là encore, l'ordre du 2 août 1914 et dire que, dans ces régions où régnent la paix et la sécurité la plus entière, les pouvoirs de l'autorité militaire sont désormais abolis. La pensée doit pouvoir se développer sans crainte. La presse française doit être libre. Là où il n'y a plus nécessité, vouloir conserver l'arbitraire, c'est vouloir ne pas admettre la liberté, c'est vouloir rester aveugle, c'est vouloir rester sourd.

1. Karl Marx, dans *N.E. Dühring*, t. I, p. 170 de Frédéric Engels.

La vie ne peut se comprendre que dans l'épanouissement complet de chaque individu. Comment l'individu entravé, enchaîné, peut-il vivre ?

Avant le protectorat français, il était normal que chaque puissance étrangère défende au Maroc les droits acquis par elle-même, par ses nationaux ou ses protégés. Le régime capitulaire était une nécessité. Le protectorat de la France au Maroc a été reconnu par toutes les puissances du monde. La France a fait de ce pays un des plus beaux joyaux de sa couronne coloniale. Elle y a apporté la justice. En 1937, les capitulations n'ont plus de raison d'être. L'Angleterre l'a compris. Elle a renoncé à ses privilèges capitulaires. L'Amérique ne peut pas ne pas suivre la Grande-Bretagne dans cette voie. Et nous voulons espérer dans « l'harmonieuse compréhension » dont fait si souvent état le Président Roosevelt, ce grand ami de notre pays.

Les réformes que nous sollicitons doivent être faites assez rapidement. Elles sont urgentes. Elles sont nécessaires. La « nécessité » a changé de bord.

Vu : le Président de la thèse,
Achille MESTRE.

Vu : le Doyen,
Edgard ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :
le Recteur de l'Académie de Paris :
G. ROUSSY.

BIBLIOGRAPHIE

I. — PRINCIPES GÉNÉRAUX

- HAURIUO (Maurice). — *Précis de droit administratif et de droit public.*
- HUME (David). — *Traité de la nature humaine ; Huitième essai (De la liberté et de la nécessité).*
- HUGUENEY. — *Cours de droit criminel professé à la Faculté de Paris.*
- MESTRE (Achille). — *Cours de droit administratif professé à la Faculté de Paris.*
- MOYE (M.). — *Précis élémentaire de droit public.*
- LAPRADELLE (A. de) et NIBOYET (J.P.). — *Répertoire de droit international*, t. VIII (*De l'étranger et de l'expulsion*).
- SIMON (J.). — *La liberté.*

II. — OUVRAGES, PUBLICATIONS MAROCAINS

- BERNARD (A.). — *Le Maroc.*
- COLLIEZ (M.). — *Notre Protectorat marocain.*
- TARDIEU (A.). — *L'Acte d'Algésiras.*
- CROUZET-RAYSSAC. — *La condition des étrangers au Maroc*, Thèse, Paris 1921.
- RIVIÈRE (P.-L.). — *Précis de législation marocaine.*
Bulletin de l'Afrique française.
Maroc catholique (avril 1933).
Revue Nord-Sud (Noël, 1936).
Gazette des tribunaux du Maroc.
Recueil des arrêts de la Cour d'appel de Rabat.
- CATTENOZ. — *Recueil méthodique des textes législatifs marocains.*
Bulletin officiel du Protectorat.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
--------------------	---

CHAPITRE PREMIER

LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE

1. De la liberté	8
2. De la liberté individuelle	9

Section I. — La liberté d'aller et venir .

§ 1. Réglementation relative au séjour des étrangers non-français au Maroc.	
1. Formalités prescrites	12
2. Peines. Compétence	14
3. Formalités prescrites aux tiers	15
§ 2. Le problème de la main-d'œuvre étrangère ou problème de l'immigration (dahir du 15 novembre 1934).	
1. Conditions imposées aux immigrants	17
2. Sanctions	18
3. Critique du dahir	19
§ 3. De l'expulsion.	
1. De la théorie du droit d'expulsion	20
2. Historique	22
a. L'Edit de juin 1778.	
b. Le dahir du 8 décembre 1915.	
c. L'éloignement (art. 3 ordre 2 août 1914).	
3. Comment on expulse les indésirables	24
A. Les Français : l'édit de 1778 est-il encore applicable.	
B. Les autres étrangers.	

<i>Section II. — L'inviolabilité du domicile</i>	<i>32</i>
--	-----------

Section III. — Sûreté des personnes.

§ 1. Le principe.	
1. La liberté provisoire	35
2. Sanctions	38
§ 2. Exceptions au principe : vagabonds et mendiants ; aliénés ; régime de la prostitution	39

CHAPITRE II

LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE

1. Principe. Définition	41
2. Applications.....	42
3. Les mariages religieux	42
4. Sanction	45

CHAPITRE III

LA LIBERTÉ DU CULTE

1. Généralités	46
2. Base internationale de la liberté du culte au Maroc ...	47

CHAPITRE IV

LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Principes généraux	53
-------------------------	----

Section I. — Imprimerie et librairie.

1. Nom de l'imprimeur	54
2. Dépôt	55
3. Responsabilité de l'imprimeur en matière diffamatoire	55

Section II. — Presse périodique.

§ 1. Droit de publication.	
1. Cautionnement	56
2. Déclaration préalable.....	58
3. Gérant	59
4. Dépôt légal	60
§ 2. Droit de réponse.	
1. Rectification des fonctionnaires dépositaires de l'autorité publique.....	62
2. Rectification des particuliers	62
§ 3. Publications interdites.	
§ 4. Le principe de la libre circulation des périodiques.	
1. Cas des journaux imprimés au Maroc	66
2. Cas des journaux publiés en dehors de l'Empire chérifien	67
§ 5. Des pouvoirs de l'autorité militaire en matière de presse.	
1. L'ordre du 2 août 1914. Critique	67

Section III. — De l'affichage et du colportage.

§ 1. De l'affichage.	
1. Affiches officielles	69
2. Affiches publicitaires	69
3. Affiches électorales et politiques	72
§ 2. De la liberté de distribution et du colportage.	

Section IV. — De la responsabilité civile et pénale en matière de presse.

§ 1. Provocation à commettre des crimes ou des délits	75
§ 2. Offenses et outrages	79
§ 3. Diffamation et injure	83
§ 4. Fausses nouvelles	91
§ 5. Règles sommaires de procédure.	92
1. Le droit de poursuite. A qui appartient-il ?.....	93
2. Des cas où la preuve du fait diffamatoire est possible	96
§ 6. Peines et prescriptions	98
§ 7. Immunité de certaines publications	99
§ 8. Compétence : le juge naturel des délits de presse est le tribunal de première instance	100
<i>Conclusion</i>	101

CHAPITRE V

LA LIBERTÉ DE L'ENSEIGNEMENT

Section I. — Exposé sommaire de l'enseignement public européen au Maroc.

1. Enseignement du premier degré	104
2. Enseignement du second degré	106
3. Enseignement supérieur	107

Section II. — L'enseignement privé européen au Maroc.

1. Enseignement du premier degré	108
a. Condition d'ouverture d'une école	108
b. Contrôle du Directeur général de l'Instruction publique	109
c. Sanctions	110
2. Les établissements d'éducation privés	111
3. Enseignement du second degré (art. 33 § 2. Dahir du 14 octobre 1919)	112

<i>Conclusion</i>	113
-----------------------------	-----

CHAPITRE VI

LA LIBERTÉ D'ASSOCIATION

*Section I. — L'association. Principe.**Section II. — Des différentes catégories d'association.*

§ 1. Association déclarée.	
1. Les formalités. La déclaration préalable	117
2. Autorisation ou refus	118
3. Ses pouvoirs	119

- § 2. Association reconnue d'utilité publique.
 - 1. Par qui et comment une association est reconnue d'utilité publique..... 122
 - 2. Ses pouvoirs..... 122
- § 3. Sanctions civiles et pénales 124
- § 4. Les syndicats professionnels (dahir 24 décembre 1936) ... 126

CHAPITRE VII

LA LIBERTÉ DE RÉUNION

- Section I. — Les réunions publiques.*
 - 1. Principe 130
 - 2. Réglementation 131
 - a. Prescriptions à suivre.
 - b. Sanctions.
 - 3. Manifestations sur la voie publique 135
- Section II. — Les réunions privées 138*
- Section III. — Des attroupements 139*
(Dahir du 6 mars 1914).

CHAPITRE VIII

LA LIBERTÉ DU TRAVAIL

- Section I. — Principes généraux 145*
- Section II. — Restriction : réglementation du travail.*
 - § 1. Généralités 147
 - § 2. Durée du travail 148
 - 1. Principe 149
 - 2. Contrôle et pénalités 151
 - 3. Travail des femmes et enfants 152
 - 4. Travail de nuit 152
 - § 3. Repos hebdomadaire. Congés payés.
 - 1. Repos hebdomadaire 154
 - 2. Congés payés..... 155
 - § 4. Hygiène et sécurité des travailleurs..... 157
 - § 5. Répression des infractions à la réglementation du travail 158
- Section III. — Protection des salaires 160*

CHAPITRE IX

LA LIBERTÉ DE COMMERCE

- Section I. — Commerce extérieur.*
 - 1. Principes généraux : l'acte d'Algésiras 162
 - 2. Les douanes 164
 - 3. Réglementation : a) à l'entrée ; b) à la sortie 165

<i>Section II. — Commerce intérieur</i>	167
<i>Conclusion</i>	167

CHAPITRE X LA LIBERTÉ D'INDUSTRIE

<i>Section I. — La liberté de fabrication</i>	169
<i>Section II. — Liberté d'extraction ou régime minier</i>	170

CHAPITRE XI LES PROFESSIONS A MONOPOLES

<i>Section I. — L'Etat industriel et commerçant</i>	172
<i>Section II. — Les professions monopolisées</i>	174

CHAPITRE XII L'ÉGALITÉ CIVILE OU L'ÉGALITÉ DEVANT LA LOI

<i>Section I. — L'organisation judiciaire.</i>	
1. Justice indigène	177
2. Justice française	178
3. Justice consulaire	178
<i>Section II. — Compétence des tribunaux. français.</i>	
1. Rationae personae	179
2. Rationae materiae	179
<i>Section III. — Les tribunaux militaires et les étrangers</i>	182
<i>CONCLUSION</i>	184
<i>BIBLIOGRAPHIE</i>	189

